

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 28

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 5
no Eperera 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

- Délibération n° 2016-23 APF du 24 mars 2016 portant dispositions applicables aux fonctionnaires de la Polynésie française ou d'une fonction publique différente au sein de la République française, détachés auprès de l'Autorité polynésienne de la concurrence 3473
- Délibération n° 2016-24 APF du 24 mars 2016 portant modification des règles relatives à la reprise d'ancienneté des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française... 3473
- Délibération n° 2016-26 APF du 24 mars 2016 portant approbation du projet de convention portant sur l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre de la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française dans le cadre d'actions spécifiques de sauvegardes d'espèces patrimoniales menacées et de lutte contre les espèces menaçant la biodiversité 3477
- Délibération n° 2016-27 APF du 24 mars 2016 portant approbation de la convention relative au financement du projet d'aménagement et de valorisation du patrimoine de la rivière Aoma attribué au titre de la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française..... 3492
- Délibération n° 2016-28 APF du 24 mars 2016 portant approbation de la convention pluriannuelle ADEME - Polynésie française 2015-2020 pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique de prévention et de gestion des déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ... 3505
- Délibération n° 2016-29 APF du 24 mars 2016 portant approbation du projet de convention d'exécution relatif aux modalités de concours du bureau de recherches géologiques et minières en appui au programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines en Polynésie française 3527

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

- Arrêté n° 325 CM du 24 mars 2016 relatif à la commercialisation de la farine de froment panifiable conditionnée en emballage de plus de 2 kilogrammes, importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 25 février 2016.... 3568
- Arrêté n° 326 CM du 24 mars 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa pour le financement d'une formation des élèves de Bac pro électrotechnique de l'AMJ, en France 3570
- Arrêté n° 327 CM du 24 mars 2016 portant affectation de la terre Paturoa 7, lot B de la parcelle B (surplus), cadastrée commune de Takaroa, section H n° 465, au profit de la commune de Takaroa. 3571

Arrêté n° 328 CM du 24 mars 2016 portant modification du code de la route de la Polynésie française concernant les véhicules destinés à l'apprentissage de la conduite et aux examens du permis de conduire	3572
Arrêté n° 329 CM du 29 mars 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, commune de Punaauia, PK 13, au profit de Mme Hina Tumahai	3573
Arrêté n° 333 CM du 29 mars 2016 fixant les modalités d'application du chapitre III du titre II du livre II de la partie V du code du travail (partie législative) relatif au dispositif "L'aide au contrat de travail" (ACT)	3574
Arrêté n° 335 CM du 30 mars 2016 portant modification de l'arrêté n° 810 CM du 23 mai 2014 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taïarapu-Est, et cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération	3579

EXTRAITS

Arrêté n° 330 CM du 29 mars 2016 rendant exécutoire la délibération n° 2 EVT 2016 du 4 février 2016 de l'établissement public Vanille de Tahiti portant fixation du taux de commissionnement de l'établissement public Vanille de Tahiti sur la vente des produits placés en dépôt-vente	3579
Arrêté n° 331 CM du 29 mars 2016 rendant exécutoire la délibération n° 3 EVT 2016 du 4 février 2016 de l'établissement public Vanille de Tahiti modifiant la délibération n° 2 EVT 2014 modifiée du 27 janvier 2014 portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins de l'établissement Vanille de Tahiti.	3581
Arrêté n° 332 CM du 29 mars 2016 rendant exécutoire la délibération n° 4 EVT 2016 du 4 février 2016 de l'établissement public Vanille de Tahiti portant adoption du budget primitif de l'établissement public Vanille de Tahiti pour l'exercice 2016	3583

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 194 PR du 30 mars 2016 portant nomination de Mme Josiane Muth épouse Howell en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine	3595
--	------

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 2460 MTF/SDT du 30 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaipahi, à Mataeia, au profit de M. Steve Lirand dit Poreho	3595
Arrêté n° 2461 MTF/SDT du 30 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de la pointe Vénus, sis à Mahina, île de Tahiti, au profit de Mlle Vaitiare Tavaearii pour y exercer une activité de restauration de type rapide	3598

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Arrêté n° 2444 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 245 MRM du 16 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Taero Tetua Taitua Ratia veuve Pohue	3600
Arrêté n° 2445 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 6289 MRM du 22 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de Mme Nathalina Terava Tegakau épouse Poherui	3600
Arrêté n° 2446 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 9937 MRM du 16 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de Mme Monika Tetaitua Williams veuve Tokoragi	3601
Arrêté n° 2447 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 6326 MRM du 23 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Tahanea, commune de Anaa, au profit de M. Mareto Tufaunui	3602
Arrêté n° 2448 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Anau, commune de Bora Bora, au profit de M. Oltoni Emile Tonio Ariitai-Manutahi (exploitant n° 29)	3602

Arrêté n° 2449 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Tamahere Alfred Lorenzo Mauati (exploitant n° 156)	3603
Arrêté n° 2450 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua (exploitant n° 112)	3604
Arrêté n° 2451 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de Mme Heiragi Thérèse Myère Takotua (exploitante n° 167)	3605
Arrêté n° 2452 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Vito William Williams (exploitant n° 140)	3606
Arrêté n° 2453 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Augustine Rahera Paheroo épouse Deane (exploitante n° 450)	3607
Arrêté n° 2462 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant extension des renouvellements de 46 marques françaises.	3608
Décision n° 2463 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3389288.	3616
Décision n° 2464 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3406520.	3617
Décision n° 2465 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3406522.	3618
Décision n° 2466 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3394321.	3619
Décision n° 2467 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3399535.	3620
Décision n° 2468 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3398730.	3621
 Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine	
Arrêté n° 2410 MLV du 29 mars 2016 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Manua et Faataufafao, cadastrée commune de Punaauia, section AB n° 208, au profit du musée de Tahiti et des îles	3622
Arrêté n° 2487 MLV du 30 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Raiatea, commune de Tumaraa, commune associée de Vaiaau, au profit de M. Julien Durie	3623
Arrêté n° 2488 MLV du 30 mars 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 7433 MLA du 24 septembre 2013 portant affectation de la parcelle dépendant du lotissement Papeete Nui lot n° 8, cadastrée commune de Papeete, section CV n° 16, au profit du service des parcs et jardins.	3624
 Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs	
Arrêté n° 2442 MET du 29 mars 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire St X Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Hao lors de son voyage n° 7-2016.	3625
Arrêté n° 2443 MET du 29 mars 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Hawaiki Nui à desservir l'île de Moruroa lors de son voyage n° 21 de 2016 par dérogation à sa ligne régulière	3625
Arrêté n° 2458 MET du 30 mars 2016 portant renouvellement de l'agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire (régularisation)	3625

Arrêté n° 2459 MET du 30 mars 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial à la direction de l'équipement (subdivision territoriale de Tahiti) 3629

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 17 au 24 mars 2016 3631

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales 3633

Annonces diverses 3635

Annonces marchés publics 3639



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2016-23 APF du 24 mars 2016 portant dispositions applicables aux fonctionnaires de la Polynésie française ou d'une fonction publique différente au sein de la République française, détachés auprès de l'Autorité polynésienne de la concurrence.

NOR : DRH1600050DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-219 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux différentes positions des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 modifiée relative au régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en sa séance du 1er juillet 2015 ;

Vu l'arrêté n° 141 CM du 12 février 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763-2016 APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 27-2016 du 4 mars 2016 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

Dans sa séance du 24 mars 2016,

Adopte :

Article 1er. — L'article 2 de la délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 susvisée est complété ainsi qu'il suit :

"La limitation de durée prévue à l'alinéa 1er n'est pas applicable au président, aux membres du collège et au rapporteur général de l'Autorité polynésienne de la concurrence.

"Lorsque le détachement arrive à son terme avant la fin du mandat du président de l'Autorité polynésienne de la concurrence, d'un membre du collège ou du rapporteur général, la Polynésie française s'oblige à en solliciter le renouvellement ou la prolongation pour la durée nécessaire à l'accomplissement du mandat ou de la durée de leurs fonctions, telle que fixée par le code de la concurrence."

Art. 2. — L'article 19 de la délibération n° 95-219 AT du 14 décembre 1995 susvisée est complété par un 20° rédigé comme suit :

"20° Détachement auprès de l'Autorité polynésienne de la concurrence."

Art. 3. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,
Armelle MERCERON.

Le président,
Marcel TUIHANI.

DELIBERATION n° 2016-24 APF du 24 mars 2016 portant modification des règles relatives à la reprise d'ancienneté des attachés d'administration, des ingénieurs et des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française.

NOR : DRH1600032DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique du 1er juillet 2015 ;

Vu l'arrêté n° 142 CM du 12 février 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763-2016 APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 29-2016 du 7 mars 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 24 mars 2016,

Adopte :

Article 1er. — La délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifiée comme suit :

I. L'article 8 est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 8. — Les stagiaires sont classés au 1er échelon du grade d'attaché. Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 9 à 13 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade d'attaché d'administration déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

“La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 9 à 13 *bis* s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.

“Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.

“Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

“En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.”

II. Il est inséré un article 11 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 11 *bis*. — Lorsque les agents sont classés en application des articles 9 à 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés d'administration.”

III. L'article 12 est rédigé ainsi qu'il suit :

“1° Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie A ou équivalente ;
- 50 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;
- 25 % dans un emploi de catégorie C ou D ou dans une catégorie équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.

“2° Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent.”

IV. L'article 13 est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 13. — Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les attachés d'administration sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.

“Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.”

V. Il est inséré un article 13 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 13 bis. — Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 9 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

“Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

“Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

“Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.”

Art. 2. — La délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifiée comme suit :

I. L'article 9 est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 9. — Les ingénieurs subdivisionnaires stagiaires sont classés au 1er échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire. Néanmoins, les ingénieurs subdivisionnaires stagiaires qui peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 10 à 13 de la présente délibération, sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur subdivisionnaire déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

“Les ingénieurs en chef stagiaires sont classés au 1er échelon du grade d'ingénieur en chef 2e classe. Néanmoins, les ingénieurs en chef stagiaires qui peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 10 à 13 de la présente délibération, sont classés dans un échelon du grade d'ingénieur en chef 2e classe déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

“La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 10 à 13 *bis* s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.

“Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.

“Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

“En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.”

II. Il est inséré un article 11 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 11 bis. — Lorsque les agents sont classés en application des articles 10 et 11 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs.”

III. L'article 12 est rédigé ainsi qu'il suit :

“1° Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie A ou équivalente ;
- 50 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;
- 25 % dans un emploi de catégorie C ou D ou dans une catégorie équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.

“2° Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent.”

IV. L'article 13 est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 13. — Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des ingénieurs sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.

“Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.”

V. Il est inséré un article 13 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 13 bis. — Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 10 à 13. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

“Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

“Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

“Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.”

VI. Le premier alinéa du paragraphe intitulé “Ingénieur en chef de 1^{re} catégorie” de l'article 4 est complété ainsi qu'il suit :

“et aux candidats titulaires d'un diplôme de qualification en physique radiologique et médicale sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat ou d'un diplôme permettant l'exercice des fonctions d'ingénieur qualifié dans le domaine de la santé sanctionnant une formation d'une durée au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat.”

Art. 3. — La délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 susvisée est modifiée comme suit :

I. L'article 10 est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 10. — Les stagiaires sont classés au 1^{er} échelon du grade de technicien. Néanmoins, dans le cas où ils peuvent bénéficier d'une reprise d'ancienneté en application des articles 11 à 14 de la présente délibération, ils sont classés dans un échelon du grade de technicien déterminé sur la base des durées maximales pour chaque avancement d'échelon. Le classement est prononcé à la date de nomination dans le cadre d'emplois.

“La situation et les périodes d'activité antérieures prises en compte pour le classement en application des articles 11 à 14 *bis* s'apprécient à la date à laquelle intervient le classement.

“Lors de la titularisation, l'ancienneté acquise en qualité de stagiaire est prise en compte pour l'avancement dans la limite de la durée normale du stage.

“Les dispositions de la présente délibération ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de classer un agent dans un échelon relevant d'un grade d'avancement.

“En aucun cas ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.”

II. Il est inséré un article 12 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 12 bis. — Lorsque les agents sont classés en application des articles 11 et 12 à un échelon doté d'un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient avant leur nomination, ils conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur traitement antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un traitement au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois des techniciens.”

III. L'article 13 est rédigé ainsi qu'il suit :

“1° Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, d'agent non titulaire dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, d'agent de la délégation de la Polynésie française à Paris, d'agent des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent public des communes de la Polynésie française sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte une fraction de l'ancienneté de service acquise à ce titre dans les conditions suivantes :

- 100 % dans un emploi de catégorie B ou équivalente ;
- 50 % dans un emploi de catégorie C ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté ;
- 25 % dans un emploi de catégorie D ou équivalente, dans la limite de 12 ans d'ancienneté.

“2° Les agents ayant été précédemment recrutés en qualité de personnel des cabinets du Président de la Polynésie française ou des ministres composant le gouvernement sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte 75 % des services accomplis à ce titre dans un emploi équivalent.”

IV. L'article 14 est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 14. — Les personnes qui justifient de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, dans des fonctions et domaines d'activités susceptibles d'être rapprochés de ceux dans lesquels exercent les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des techniciens sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte la moitié, dans la limite de sept années, de cette durée totale d'activité professionnelle.

“Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des professions prises en compte et les conditions d'application du présent article.”

V. Il est inséré un article 14 *bis* rédigé ainsi qu'il suit :

“Article 14 bis. — Une même personne ne peut bénéficier que d'une seule des modalités de classement prévues aux articles 11 à 14. Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre d'un seul de ces articles.

“Les personnes qui, compte tenu de leur parcours professionnel, relèvent des dispositions de plusieurs des articles mentionnés à l'alinéa précédent sont classées en application des dispositions de l'article correspondant à leur dernière situation.

“Ces agents peuvent toutefois, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification de la décision prononçant leur classement dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, demander que leur soient appliquées les dispositions d'un autre de ces articles qui leur sont plus favorables.

“Les dispositions du présent titre relatives à la reprise d'ancienneté sont applicables lors du recrutement des agents non titulaires dans le cadre des articles 33 et 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.”

Art. 4. — Les agents qui n'ont pas bénéficié des dispositions de la présente délibération lors de leur nomination peuvent demander leur application dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération, sur présentation des pièces justificatives. La reprise d'ancienneté ne peut donner lieu à un rappel de traitement.

Art. 5. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,
Armelle MERCERON.

Le président,
Marcel TUIHANI.

DELIBERATION n° 2016-26 APF du 24 mars 2016 portant approbation du projet de convention portant sur l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre de la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française dans le cadre d'actions spécifiques de sauvegarde d'espèces patrimoniales menacées et de lutte contre les espèces menaçant la biodiversité.

NOR : ENV160034DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 90 CM du 28 janvier 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763-2016 APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 32-2016 du 18 mars 2016 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

Dans sa séance du 24 mars 2016,

Adopte :

Article 1er. — Le projet de convention portant sur l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre de la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française dans le cadre d'actions spécifiques de sauvegarde d'espèces patrimoniales menacées et de lutte contre les espèces menaçant la biodiversité est approuvé.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,
Armelle MERCERON.

Le président,
Marcel TUIHANI.

« Préservation de la flore menacée de Nuku Hiva »

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du Haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. BEFFRE (Lionel) ;
- VU l'arrêté n° HC 303 DMME/BRHT/jc du 5 octobre 2015 portant délégation de signature à M. Marc TSCHIGGFREY, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;
- VU la convention-cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'État (ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer) et la Polynésie française ;
- VU la mise à disposition d'autorisations d'engagement n° 2000006088 de 212 000 € effectuée le 13 janvier 2015 sur le programme 113 « Paysages, eau et biodiversité » du ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ;
- VU la demande de subvention n° 5643/PR en date du 8 septembre 2015 formulée par le Président de la Polynésie française ;

L'ÉTAT (Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie),
représenté par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française

et

La POLYNÉSIE FRANÇAISE,
représentée par le Président de la Polynésie française

DÉCIDENT

PRÉAMBULE

L'île de Nuku Hiva apparaît comme l'île de l'archipel des Marquises Nord floristiquement la plus riche, tant pour les espèces indigènes que pour les espèces introduites. Cette richesse de la flore tient en sa grande superficie mais également en la présence d'un important plateau d'altitude qui a permis à une flore originale et endémique de se développer.

Cette flore reste soumise à de nombreuses pressions au sein desquelles se trouvent principalement les espèces exotiques envahissantes. Parmi celles-ci, *Miconia calvenscens* est particulièrement redoutée pour la décennie à venir, vu les dommages causés à la flore tahitienne durant les cinquante dernières années.

Probablement introduit depuis les îles du vent au cours de l'année 1996, au moment des travaux d'aménagement d'antennes de télécommunication, trois zones infestées ont rapidement été repérées et des actions d'arrachage ont été engagées dès 1997. Sans autres signalements, les actions se sont organisées et répétées méthodiquement autour de ces trois sites majeurs.

Néanmoins, des travaux de prospection initiés dans le cadre d'un programme de préservation de la flore de Nuku Hiva ont permis de détecter en 2014 de nouvelles zones infestées. Des arrachages ont été réalisés mais il apparaît primordial d'étendre les prospections, tout en modifiant assez rapidement la stratégie de lutte.

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles l'État apporte son soutien financier à la Polynésie française pour la mise en œuvre d'une opération spécifique placée sous la responsabilité de la Direction de l'Environnement.

Article 2 - Description et coût du projet

L'opération financée porte sur la préservation de la biodiversité exceptionnelle de Nuku Hiva et vise à lutter contre des espèces exotiques envahissantes.

L'opération consiste à :

- prospecter les zones potentiellement infestées par *Miconia calvescens* ;
- contrôler et lutter contre *Miconia calvescens* ;
- mettre en place un plan de lutte décennal ;
- signaler, contrôler et lutter contre d'autres espèces exotiques envahissantes ;
- appuyer les actions opérationnelles par des supports de communication.

Les résultats attendus sont :

- une connaissance affinée de l'implantation de *Miconia calvescens* à Nuku Hiva ;
- la poursuite des opérations de lutte ;
- la formalisation d'un groupe qui assurera le suivi à long terme des actions de lutte.

Le coût total prévisionnel de ce projet s'élève à 53 000,00 € TTC soit 6 324 582 FCFP TTC.

Le détail de cette opération, sa localisation géographique ainsi que ses coûts sont repris dans la fiche de description synthétique annexée à la présente convention.

Article 3 - Durée d'exécution de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin dès le versement du solde.

Délai de démarrage : à compter de la signature de la convention et dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de signature de la convention.

Délai de réalisation : au plus tard 24 mois à compter du démarrage de l'opération.

Date d'achèvement : la validation du rapport final par les services de l'Etat marque la fin de l'opération sous réserve du respect du délai de réalisation.

Article 4 - Plan de financement

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement suivant :

Partenaires financiers	Montant de la subvention		Taux de subvention
État	40 000,00 €	4 773 270 FCFP	75,47 % du TTC
Polynésie française	13 000,00 €	1 551 312 FCFP	24,53 % du TTC
TOTAL TTC	53 000,00 €	6 324 582 FCFP	100 % du TTC

Dans le cas où le coût définitif (TTC) de l'opération serait supérieur au coût estimatif indiqué supra, le concours financier de l'État sera plafonné à hauteur de 40 000,00 euros.

Dans le cas où le coût définitif TTC de l'opération serait inférieur au coût estimatif indiqué supra, le concours financier de l'État sera calculé au prorata du coût réel, soit à hauteur de 75,47 % des dépenses TTC justifiées.

Aucune subvention complémentaire ne pourra être sollicitée auprès du ministère, y compris en cas de défaillance d'autres contributeurs potentiels.

Article 5 - Dispositions financières

5.1) Imputation budgétaire

Le concours financier de l'État à la Polynésie française est imputé sur les crédits délégués par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, sur le centre financier 0113-PEBC-HCPF, domaine fonctionnel 113-07-45, groupe de marchandise 10.06.01 pour la somme de 40 000,00 € TTC soit 4 773 270 F CFP TTC.

5.2) Modalités de paiement

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la subvention de l'État pourra faire l'objet de versements successifs, à la demande de la Polynésie française et au fur et à mesure de l'exécution de cette opération, dans les conditions suivantes :

- une avance de 30 % de la participation financière de l'État pourra être versée au commencement de l'opération sur présentation d'un justificatif de démarrage ;
- des acomptes pourront être versés dans la limite de 80 % de la participation financière de l'État (avance versée comprise), sur présentation des justificatifs de réalisation physique et financière de l'opération ; états de mandatements visés par le payeur de la Polynésie française accompagnés d'une attestation du Directeur de l'Environnement précisant l'état d'avancement de l'opération ;
- le solde sera versé après la production d'un rapport final de recherche validé par l'État via la délégation régionale à la recherche et à la technologie, accompagné d'un état récapitulatif des mandatements visé par le payeur de la Polynésie française et de deux copies des factures acquittées par la Polynésie française.

Le délai de présentation des justificatifs nécessaires au versement du solde de la subvention est fixé à 6 mois à compter de la date réelle d'achèvement de l'opération. A défaut de présentation des justificatifs dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement de l'aide.

La participation de l'État sera calculée sur la base des dépenses justifiées (état récapitulatif des mandatements visé par le Payeur accompagné des factures acquittées). Seules les dépenses respectant les délais d'exécution de la convention, tels que précisés à l'article 3, seront prises en comptes.

Article 6 Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- respecter les délais de commencement et de réalisation précisés à l'article 3 ;
- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- ne pas employer tout ou partie des subventions octroyées à des fins autres que celles prévues par la présente convention ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit des partenaires financiers ;

- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers à l'occasion de chaque action de médiatisation ;
- tenir l'État informé de la date réelle de début de réalisation de l'opération ;
- signaler par écrit à l'État tout retard ou dégradation significatif constaté dans le déroulement de l'opération qui entraînerait des modifications au calendrier initial en précisant le nouveau terme envisagé. Dans le cas où l'opération objet de la présente convention ne pourrait être mise en œuvre ou menée à terme dans les conditions prévues, il en avise sans délai l'État qui prend les dispositions appropriées.

Article 7 - Contrôle

Les services de l'État assureront, sous l'autorité du Haut-commissaire de la République en Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération via des contrôles sur place ou/et sur pièces.

Article 8 - Conséquences du non-respect des engagements

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus du bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ;
- non respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de l'investissement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, le bénéficiaire s'engage à en informer l'État sans délai, par écrit, et à demander l'annulation de la convention. Il devra, dans les cas visés au présent article, procéder au reversement des sommes perçues mais non utilisées dans les plus brefs délais.

Article 9 - Caducité de la convention

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération commence avant la date de signature de la présente convention ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à l'article 3 entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report limitée à un an octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire antérieure à l'expiration de ce délai.

Article 10 - Modifications

Sur demande du bénéficiaire présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties signataires.

Article 11 - Règlement des litiges

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention et, à défaut d'accord amiable entre les deux parties, le différend sera porté devant la juridiction administrative compétente en la matière.

Fait en 4 exemplaires originaux

Pour la Polynésie française,

Pour l'État

Thème : Préservation de la biodiversité

Sujet : Lutte contre *Miconia calvenscens* et autres espèces exotiques envahissantes pour la préservation de la flore menacée de Nuku Hiva

Note de présentation du projet, précisant le porteur de projet (responsable de la proposition et de sa mise en œuvre) et des partenaires

Le porteur de projet est la direction de l'environnement (DIREN), service technique de l'administration polynésienne. Par la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003, ce service est chargé, dans une perspective de développement durable, notamment d'assurer la préservation et la valorisation des milieux et des ressources naturelles de la Polynésie française.

La présence de nombreuses plantes endémiques classées vulnérables ou gravement menacées selon les critères de l'UICN, justifie la mise en place d'opérations de sauvegarde de ces espèces in situ et ex-situ. Ce sont 166 espèces végétales qui ont été classées en Polynésie. L'archipel des Marquises abrite 35 taxons protégés sur les 166 que compte l'ensemble de la Polynésie française ; en prenant en compte la possible révision botanique de *Santalum insulare* aux Marquises, ce sont 36 taxons qu'il faut prendre en compte. Nuku Hiva est l'île marquisienne qui abrite le plus de ces taxons avec 23 d'entre eux, soit près des deux tiers des taxons marquisiens protégés.

Les menaces pesant sur cette flore sont diverses et variées. Outre la pression anthropique, les incendies et la disparition d'oiseaux disséminateurs se trouvent les espèces exotiques envahissantes.

Actuellement, 46 espèces terrestres sont classées comme menaces pour la biodiversité par le code de l'environnement, soit 35 espèces végétales et 11 espèces animales. Dans le cadre d'un vaste programme, portant sur la lutte contre les espèces exotiques envahissantes en Polynésie française, initié en 2013 avec l'appui financier de l'Etat, la Direction de l'Environnement a mandaté un groupement de prestataires afin de coordonner et développer la mise en œuvre du programme de lutte contre les espèces exotiques envahissantes durant une période de 18 mois entre 2015 et 2016. Au sein de ce groupement se distinguent Marie FOURDRIGNIEZ (Bio consulting) qui coordonne ces opérations et Ravahere TAPUTUARAI consultant privé en phyto écologie et Botanique. A cette équipe peuvent s'ajouter des spécialistes de la flore marquisienne, en la personne de Jean François BUTAUD, ingénieur forestier dont l'expérience polynésienne l'a conduit initialement aux Iles Marquises pour la connaissance et la sauvegarde du santal marquisien (1998-2000). Aux Marquises, il a conduit ou participé à des études dans toutes les îles habitées et inhabitées : enquêtes ethnobotaniques à Nuku Hiva, Ua Pou, Hiva Oa, Tahuata et Fatu Hiva ; aménagement de terres domaniales (Nuku Hiva) ; plan de gestion d'espaces naturels protégés (Ua Huka, Hatutaa, Mohotani, Eiao) ; prospections botaniques et collecte de matériel végétal pour études pharmacologiques (les 6 îles) ; formation à la flore et à la faune marquisienne à destination des CPIA (Ua Huka, Ua Pou, Hiva Oa, Tahuata, Fatu Hiva). En appui sur place, se trouve également Frédéric BENNE, guide de randonnées à Nuku Hiva de 2005 à 2012. Il connaît particulièrement bien la flore de l'île et les enjeux de conservation. Il travaille sur les plans de conservation des espèces végétales menacées de la Direction de l'Environnement depuis 2006 ainsi que sur la lutte contre le miconia. Il connaît de nombreuses stations d'espèces végétales endémiques de l'île et dispose d'une bonne connaissance de l'écologie de ces espèces.

Résumé du projet

Le projet porte sur la préservation de la biodiversité d'une île de l'archipel des Marquises Nord : Nuku Hiva. Cette île apparaît comme celle floristiquement la plus riche, tant pour les espèces indigènes que pour les espèces introduites. Cette richesse de la flore indigène tient en sa grande superficie comparativement à celles de Ua Huka et Ua Pou, mais également en la présence d'un important plateau d'altitude qui a permis à une flore originale et endémique de se développer.

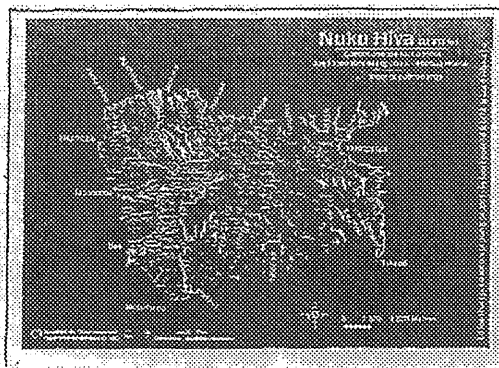
Cette flore est soumise à de nombreuses pressions au sein desquelles se trouvent principalement les espèces exotiques envahissantes. Parmi celles-ci, *Miconia calvenscens* est particulièrement redoutée pour la décennie à venir, vu les dommages causés à la flore tahitienne durant les cinquante dernières années. Probablement introduit depuis les îles du vent au cours de l'année 1996, au moment de travaux d'aménagement d'antennes de télécommunication, trois zones infestées ont rapidement été repérées et des actions d'arrachage ont été engagées, dès 1997. Sans autres signalements, les actions se sont organisées et répétées méthodiquement autour de ces trois sites majeurs que sont le Col Aka'upe, Col Teavaitapuhiva (col entre Taipivai et Hatihenu).

Néanmoins des travaux de prospections initiés dans le cadre d'un programme de préservation de la flore de Nuku-hiva (2012-2014) ont permis de détecter en 2014 de nouvelles zones infestées. Des arrachages ont été réalisés immédiatement, mais il apparaît dorénavant primordial d'étendre les prospections, tout en modifiant assez rapidement la stratégie de lutte. Appuyé par l'opération en cours de coordination du programme de lutte contre les espèces exotiques envahissantes en Polynésie française, le projet doit permettre de faire émerger localement une équipe qui suivra sur le long terme la lutte contre *Miconia calvenscens* et d'éventuelles autres pestes à Nuku Hiva.

[illegible]

Cinq vallées principales sont habitées : Taiohae, Taipivai, Hoonani, Hanalei et Aakapa. Néanmoins, d'autres sites commencent à se (re)peupler comme la Terre-Déserte et Hakaui.

Nuku Hiva apparaît comme l'île floristiquement la plus riche, tant pour les espèces indigènes que pour les espèces introduites. Cette richesse de la flore indigène tient en sa grande superficie comparativement à celles de Ua Huka et Ua Pou, mais également en la présence d'un important plateau d'altitude qui a permis à une flore originale et endémique de se développer.



Caractéristiques de la flore des îles de Nuku Hiva, Ua Huka et Ua Pou

Statut		Nuku Hiva	Ua Huka	Ua Pou
Indigènes au sens large	Endémiques des Marquises	105	62	56
	Indigène au sens strict	135	103	106
Total indigènes		240	165	162
Introduites	Cultivées	440	237	114
	Subspontanées	49	51	32
	Adventices	55	46	51
	Naturalisées	144	87	73
Total introduites		688	421	270
dont introductions modernes		623	365	221
dont introductions polynésiennes		65	56	49
dont espèces protégées		23	11	6
Total		928	586	432

Flore

La flore de Nuku Hiva peut être considérée comme très bien connue puisque plusieurs dizaines d'expéditions naturalistes y ont été effectuées entre 1853 et 2009. La flore indigène atteint ainsi 240 taxons pour 44% d'endémisme. Le nombre de taxons indigènes est le plus élevé de toutes les îles marquisiennes : Hiva Oa, la seconde île par la superficie, compte en effet uniquement 206 taxons, les autres îles en comprenant moins de 180. Il faut également noter que parmi les espèces endémiques, 38 espèces sont propres à l'île de Nuku Hiva, ce qui ne représente pas moins de 40% des endémiques insulaires des Marquises.

Parmi ces 38 endémiques insulaires, 30 sont trouvées dans les formations ombrophiles d'altitude du plateau de Touvii et de la caldeira principale de Tekao et Oomuu. En prenant en compte l'ensemble des 105 endémiques des Marquises identifiées à Nuku Hiva, ce sont alors 67 taxons (63%) qui sont restreints à ces formations ombrophiles. Les formations sèches de l'île possèdent également une importante spécificité avec la présence de 23 autres taxons endémiques (22%). La plupart des autres espèces endémiques se développent en forêt hygrophile de vallée.

Relativement aux espèces naturalisées et envahissantes, l'île de Nuku Hiva a été victime de l'invasion de l'Acacia – *Leucaena leucocephala*, essentiellement sur la côte Sud, du niveau de la mer jusqu'à plus de 400 m d'altitude. Ses forêts sèches sont menacées par le Piti – *Tecoma stans* tandis que ses forêts d'altitude, encore bien conservées jusqu'à l'heure, sont menacées par le Kehika hao'e – *Syzygium jambos*.

Sites d'intérêt floristique

Sommets, crêtes, plateau d'altitude et contreforts de la caldeira de Ivipakeka

Ce site est constitué de la zone sommitale de Nuku Hiva et s'articule autour de la caldeira principale de l'île dite Ivipakeka dont les sommets Tekao et Ooumu. Il comprend également ses flancs Est et Ouest, entre 700 et 1224 m ainsi que la partie Nord du plateau de Toovii et ses contreforts jusqu'à 600 m d'altitude. Ce site correspond au site de conservation de Toovii – Tekao proposé par Meyer *et al.* (2005).

La végétation dominante y est constituée par des formations ombrophiles (forêt de nuages) mais des formations hygrophiles sont présentes entre 600 et 800 m d'altitude. Cette grande superficie de milieux humides a conduit à la présence dans ce site de 30 des 38 endémiques insulaires et de 80 espèces endémiques des Marquises, soit plus des trois quarts de celles se développant sur l'île, ce qui en fait le site d'intérêt floristique le plus riche de Nuku Hiva. Par ailleurs, il s'agit des milieux les moins perturbés par les herbivores ensauvagés et comprenant le moins de plantes introduites naturalisées ou envahissantes. La végétation y apparaît donc comme exceptionnellement riche et remarquablement préservée.

D'un point de vue foncier, le site est essentiellement domanial car à cheval sur les domaines de Toovii et Terre-Déserte, affectés dans leurs plus grandes parties au Service du Développement Rural. Néanmoins, les contreforts du plateau de Toovii et de la caldeira donnant sur Taipivai, Hatiheu, Aakapa, Hakaehu et Motuhee sont constitués par des terres privées. Il faut néanmoins remarquer que ces dernières sont constituées de pentes très fortes, de falaises ou de zones sommitales très difficiles à atteindre ou à mettre en valeur.

D'un point de vue réglementaire, la quasi-totalité du site est classée en site forestier protégé (NDF) dans le cadre du PGA de la commune de Nuku Hiva.

Planèzes et canyons de la Terre-déserte

Ce site comprend la plus grande partie de la Terre-Déserte de Nuku Hiva, entre les vallées de Hakaehu et Motuee au Nord et la pointe Motumano au Sud. Il est limitrophe du site précédent à l'Est. La grande cascade de Vaipo (plus de 300 m de chute) y est incluse tout comme les falaises de la vallée de Hakau. Il correspond au site de conservation de Terre-Déserte proposé par Meyer *et al.* (2005).

La végétation dominante est constituée par des formations mésophiles et semi-xérophiles (ou semi-sèches). Il s'agit des forêts qualifiées de "sèches" des Marquises qui sont gravement menacées par le surpâturage herbivore et qui comprennent quelques bijoux botaniques tel que *Rauvolfia nukuhivensis* (Tueiao) au sein d'une végétation relativement commune. Les falaises situées dans le fond des vallées ou à proximité des crêtes abritent, quant à elles, de nombreuses endémiques plus ou moins menacées. Le développement des espèces introduites naturalisées est lié à l'ouverture du milieu par les herbivores ensauvagés. Ainsi, ce site est aujourd'hui mité par des zones couvertes par des espèces envahissantes ou des mauvaises herbes.

D'un point de vue foncier, la plus grande partie du site est domaniale (domaine de Terre-Déserte dont le Nord est affecté au Service du Développement Rural). Seules les vallées de Motuee et Hakaehu au Nord sont privées tout comme l'extrême Sud-Est avec Motu Mano et les falaises de Hakau.

D'un point de vue réglementaire, la plus grande partie du site est classée en site rural protégé (NDR) dans le cadre du PGA tandis que les parties littorales figurent en site protégé du littoral (NDL). Les vallées de Tapueahu et Motuee (haute vallée uniquement) sont, par ailleurs, classées en site forestier protégé (NDF).

Enjeux – Menaces

Les enjeux de conservation floristiques de Nuku Hiva tiennent principalement en la préservation des milieux naturels. En effet, deux sites principaux comprennent des formations végétales peu ou pas dégradées et dans lesquels la plupart des espèces indigènes et endémiques se développent apparemment encore de façon satisfaisante. Néanmoins, des plans de conservation pour certaines espèces particulièrement menacées ont été mis en place. Il faut également noter que les enjeux relatifs à l'avifaune terrestre de Nuku Hiva (essentiellement le 'Upe – *Ducula galeata*) viendront renforcer cette nécessité de préservation des milieux naturels. Il faut aussi insister sur le fait que les forêts d'altitude de Nuku Hiva sont les plus importantes en superficie et en richesse spécifique de tout l'archipel des Marquises.

Les menaces qui pèsent sur la végétation des sites d'intérêt consistent du surpâturage herbivore et du développement des plantes envahissantes.

Sur le site de Terre-Déserte, le surpâturage est causé par des boeufs semi-domestiqués et des troupeaux de chèvres féroces ponctuellement chassées par les habitants ou les propriétaires. Ces animaux interdisent toute régénération de la plupart des espèces indigènes (même sur les falaises pour les chèvres) et contribuent parfois à la mort des pieds adultes. Ils favorisent par ailleurs la progression des mauvaises herbes introduites. Les plantes envahissantes principales sont l'acacia - *Leucaena leucocephala* et le Kohai - *Tecoma stans*.

Sur le site de la caldeira d'Ivipakeka et du plateau de Toovii, ce sont essentiellement les cochons sauvages qui sont problématiques par leur labourage des sous-bois et le développement consécutif de mauvaises herbes. La plante envahissante majeure est le Kehika hao'e – *Syzygium jambos*, notamment disséminée par les cochons et les 'Upe – *Ducula galeata*.

La situation de *Miconia calvenscens* est préoccupante et n'a certainement jamais bénéficié de l'attention indispensable qui aurait dû lui être portée. Les budgets alloués ont toutefois permis de limiter l'extension à partir des zones infestées connues et maintiennent l'espoir de pouvoir contenir cette peste à moyen/long terme.

La zone du col Akaupe apparaît ainsi avoir été éradiquée des *Miconia* depuis plusieurs années.

La zone des Deux-Vallées semble sous contrôle même si plusieurs pieds-mère ont été récemment éliminés par Marquises Rando. Les prospections de 2014 ont notamment permis de délimiter des secteurs prioritaires de prospection pour achever l'éradication de cette population.

La zone du Col Teavaitapuhiva apparaît comme s'étendant largement le long de la crête Ouest – Est séparant Hatiheu de Taipivai et ce, jusqu'au plateau de Toovii. Deux nouvelles importantes populations ont été localisées à environ 900 m de part et d'autre de la population originelle du col et il est très probable qu'elles datent de phénomènes de dissémination s'étant produit avant l'éradication des pieds-mère au col en 2002.

Par ailleurs, des plantules et jeunes pieds ont été observés sur les rebords et les hautes-vallées des baies de Haaume et Aakapa (et Vaionea en 2013), indiquant par la même la possibilité de pieds-mère sur le plateau de Toovii ou des phénomènes de dissémination par les oiseaux à très longue distance (plus de 1 km).

La lutte contre *Miconia calvenscens*

L'introduction de *M. calvenscens* à Tahiti est l'œuvre de Harrison Willard Smith (1872-1947), ancien professeur de physique au Massachusetts Institute of Technology de Boston qui s'est retiré à Tahiti en 1919. Il constitua, par l'achat de terres successif, un domaine de 137 hectares au lieu dit Motu Ovini dans le district de Papeari qui devint par la suite le jardin botanique. *M. calvenscens* aurait été introduit simultanément dans la station de Recherche agricole située sur le plateau de Taravao. Il aurait notamment été tenté d'en exploiter le bois, notamment comme piquets de clôture.



Milieu envahi par *M. calvenscens* à Tahiti

Jusque dans les années 50, la plante n'est signalée qu'à l'intérieur du Jardin Botanique. Ce sont les scientifiques de passage en Polynésie Française qui, dans les années 1970, sont les premiers à s'inquiéter de la prolifération de *M. calvenscens* à Tahiti. Le miconia a envahi le haut de la station de Taravao. En 1974, *M. calvenscens* est signalé dans le fond de la vallée de la Papenoo dans un rapport du CNRS.

En 1979, B. Le Vot, professeur de Sciences naturelles au LPG, signale que le miconia a envahi la totalité de la presqu'île, le sud de l'île et pénètre dans la caldeira. Les vents violents et les pluies diluviennes lors de la période cyclonique exceptionnelle de 1982-83 auraient joué un rôle important dans l'extension de *M. calvenscens*, plus en supprimant le couvert végétal, qu'en créant de nouvelles zones à coloniser lors de la chute d'arbres et des glissements de terrain.

En moins d'une génération humaine, *Miconia* a recouvert les 2 tiers de l'île de Tahiti soit environs 85 000 ha. Il faudra attendre 1988 pour qu'un programme de recherche sur cette plante envahissante soit engagé à l'ORSTOM de Tahiti, à la demande du ministère de l'environnement et de la recherche.

Au début des années 90 il est détecté aux îles sous le vent à Raiatea et depuis la fin des années 90 à Nuku Hiva ainsi que Fatu Hiva dans l'archipel des Marquises.

L'introduction de *Miconia calvenscens* à Nuku Hiva date très probablement de l'année 1996 au moment de travaux d'aménagement d'antennes de télécommunications au Col Aka'upe entre Terre-déserte et Toovii et au Col Teavaitapuhiva entre Taipivai et Hatiheu (Meyer, 1997, 1998 & 2003). En effet, des engins de chantier et du matériel ont été transportés depuis Tahiti jusqu'à Nuku Hiva à cette occasion et n'ont vraisemblablement pas fait l'objet de nettoyage avant embarquement. De la terre contaminée par des graines de miconia s'est donc déposée sur les sites de chantier dans l'île.

Ainsi, des plantules de miconia ont été observées en 1997 sur 3 sites (Meyer, 1998) dans l'île de Nuku Hiva dont deux ayant fait l'objet de travaux d'aménagement d'antennes de télécommunications, le dernier étant situé en bord de piste entre Toovii et Taiohae vers 550 m d'altitude. Les sites aux antennes correspondent à 2 des 3 sites principaux connus dans l'île, à savoir le Col Aka'upe (col entre Toovii et Terre-déserte) et le Col Teavaitapuhiva (col entre Taipivai et Hatiheu). Le 3^{ème} est indiqué à une trop basse altitude pour correspondre à la station des Deux-vallées (crête limitrophe des bassins versant de Taipivai-Teuanui et de Vai'oa), découverte en 2003, qui se trouve vers 750 m d'altitude sauf si l'altitude a été mal estimée.

Les suivis et actions de lutte se sont donc cantonnées depuis 1996 et jusqu'en 2014 à ces 3 sites majeurs : Col Aka'upe, Col Teavaitapuhiva et Deux-Vallées (appelé dans certains rapports improprement Vaipupuhi ou Toovii). Un bilan des actions effectuées est présenté dans le tableau ci dessous.

Opérations d'arrachage menées entre 1997 et 2014 dans les 3 principales populations connues de *Miconia calvescens* à Nuku Hiva

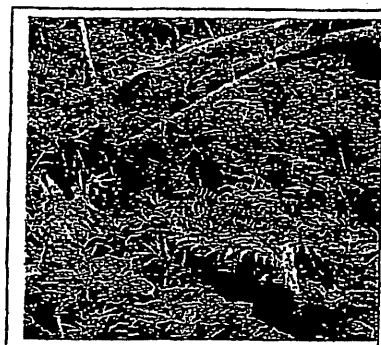
Année	Col Aka'upe	Deux-vallées	Col Teavaitapuhiva
1996	Introduction	Introduction probable	Introduction
1997	7 + 6		Quelques plantules
1998	11		
1999	7		
2000	10		2
2001	13		1 pied de 1,2 m
2002	0		15000 dont 4 pieds fertiles
2003	1	600 dont 1 pied mère de 9m	300 à 500 plantules et 1 pied de 1,9 m ; 1100 plantules
2004	0	Pas d'intervention	Pas d'intervention
2005	1	15000 plants	600 plants ; 500 plants dont 2 pieds de 4 et 5 m
2006/2007	1 en 2007	2224	2957 (1100 en 2006)
2007-2008	Pas d'intervention	Pas d'intervention	Pas d'intervention
2008/2009	0	1591 (7 en fleurs)	1630 (2 en fleurs)
2010	0	887 pieds (1 en fleurs)	2761 pieds (4 en fleurs seules + 10 avec fruits)
2011	Pas d'intervention	Pas d'intervention	Pas d'intervention
2012	0	2014	2455 (2 avec graines)
2013	Pas d'intervention	Pas d'intervention	Pas d'intervention
2014	0	4307 (6 en fleurs et 4 en fruits)	En cours
Total	57	26623	26406

A coté des stations principales ou historiques, d'autres stations ont été signalées depuis :

- sur le plateau de Toovii aux environs de la ferme de Toovii, vers 830 m d'altitude (Meyer, 2005), dans une forêt naturelle située sur une butte entre une zone de pâturage extensif et la route goudronnée. Elle se trouve en bordure d'une plantation de pins des Caraïbes. Un seul et unique plant de miconia de 1 m de hauteur a été découvert sur ce site en 2004 (Christian Butin).
- un pied isolé sur le plateau de Toovii, en limite des boisements de pins des Caraïbes, entre deux parcelles, à l'extrémité Est du massif en 2011 (J.P. Malet).
- un pied isolé dans une tranchée à l'extrémité Ouest du plateau situé entre Hatiheu et Taipivai, à l'Ouest du Col Teavaitapuhiva, observé le 9 mars 2008 par J.F. Butaud à 640 m d'altitude.
- un pied isolé de 2 m dans la moyenne vallée de Vaionea, sous un pied de banian (*Ficus prolixa*) à 490 m d'altitude, observé le 12 août 2013 (JF Butaud).
- un pied isolé de 1 m au sein de la population naturelle de *Pelagodoxa henryana* à l'aval de la cascade Kueenui au fond de la vallée de Taipivai (Brocherieux, 2014).
- un pied isolé en 2014 sur les rebords du plateau de Toovii dominant la vallée de Aakapa par William Teikitohe; pied non arraché par l'observateur en décembre 2014 car difficilement accessible.

Par ailleurs, des discussions avec des habitants de Nuku Hiva en décembre 2014 ont permis d'ajouter deux autres sites :

- plateau ou vallon de Teava'upe sur les contreforts du plateau de Toovii dominant la vallée de Taipivai (Eriko Fachetto & Patrice Tamarii),
- vallée de Kueenui à proximité de la centrale hydroélectrique (Rosine Nakeaetou).



Début d'invasion à Nuku Hiva

Relativement à toutes ces stations, il faut remarquer que :

- celles du peuplement de *Pelagodoxa* et de la rivière Kueenui à l'aval de la centrale sont très proches et sont associées probablement à la population originelle du col Teavaitapuhiva,
- celle de l'Ouest du plateau entre Hatiheu et Taipivai est également à associer à celle du col Teavaitapuhiva,
- celles de Vaionea, du rebord de Aakapa et de la zone de Teava'upe sont probablement à relier entre elles et à celle du col Teavaitapuhiva également,
- les 2 pieds isolés sur Toovii et situés à la lisière Est des plantations de pins plus ou moins sous la ligne électrique sont difficilement rattachables à une station originelle connue en raison de leur éloignement de ces dernières.

Objectif global, objectif spécifique, résultats attendus

Le projet porte sur la préservation de la biodiversité exceptionnelle de Nuku Hiva.
L'objectif spécifique vise à lutter contre des espèces exotiques envahissantes.

Les résultats attendus sont :

- une connaissance affinée de l'implantation de *Miconia calvenscens* à Nuku Hiva
- la poursuite des opérations de lutte
- la formalisation d'un groupe qui assurera le suivi à long terme des actions de lutte

Détail des travaux envisagés, coût estimatif et indicateur de suivi

Prospection - Lutte contre miconia					
Action	Objectif	Coût (euros)	Acteur	Objet	Indicateur de suivi
Prospecter les zones potentiellement infestées par <i>Miconia calvenscens</i>	Connaître le véritable niveau d'infestation de l'île afin de planifier les opérations de lutte	35.000	Guide de randonnée, botanistes	Déplacements, logistique	Surface couverte
Contrôle et lutte contre <i>Miconia calvenscens</i>	Freiner l'installation du miconia à Nuku Hiva		A identifier	Prestation de services	Nbre de plants détruits, surface concernée
Stratégie et élargissement à la lutte contre d'autres espèces exotiques					
Mise en place d'un plan de lutte décennal	Planifier les opérations d'arrachage, définir identifier et mobiliser les acteurs ainsi que les différents partenaires de l'opération sur une période de 10 ans	15.000	Botanistes appuyés par le GEE	Cartographie, réunions	Cartographie précise établie, plan de lutte décennale rédigé, un groupe de suivi local identifié
Signalements d'autres espèces exotiques envahissantes	Préserver la biodiversité de l'île de Nuku Hiva		A identifier	Surveillance continue	Nbre d'alertes
Contrôle et lutte contre d'autres espèces exotiques envahissantes	Surveiller et freiner l'installation d'autres espèces exotiques envahissantes à Nuku Hiva		A identifier	Prestation de services	Nbre d'espèces concernées, surface concernée
Actions complémentaires					
Communication	Appuyer les actions opérationnelles par des supports de communication (radio, posters)	3.000	GEE	Prestation de services	Nombre de supports produits

Calendrier prévisionnel d'exécution

Exercice 1 : 2016-2017

	sept	oct	nov	déc	janv	fév	mars	avril	mai	juin	juill	août
Prospection - Lutte contre miconia			x	x			x	x				x
Stratégie	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Actions complémentaires			x				x				x	

Exercice 2 : 2017-2018

	sept	oct	nov	déc	janv	fév	mars	avril	mai	juin	juill	août
Prospection - Lutte contre miconia	x	x				x	x			x	x	x
Stratégie	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Actions complémentaires			x				x				x	

DELIBERATION n° 2016-27 APF du 24 mars 2016 portant approbation de la convention relative au financement du projet d'aménagement et de valorisation du patrimoine de la rivière Aoma attribué au titre de la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française.

NOR : ENV1600122DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 219 CM du 29 février 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763-2016 APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 33-2016 du 18 mars 2016 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

Dans sa séance du 24 mars 2016,

Adopte :

Article 1er. — La convention relative au financement du projet d'aménagement et de valorisation du patrimoine de la rivière Aoma, attribué au titre de la convention cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'Etat et la Polynésie française, est approuvée.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,
Armelle MERCERON.

Le président,
Marcel TUIHANI.

Convention n° **du**
Relative au financement du projet
« Aménagement et valorisation du patrimoine de la rivière Aoma »

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du Haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. BEFFRE (Lionel) ;
- VU l'arrêté n° HC 303 DMME/BRHT/jc du 5 octobre 2015 portant délégation de signature à M. Marc TSCHIGGFREY, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;
- VU la convention-cadre n° 315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'État (ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer) et la Polynésie française ;
- VU la mise à disposition d'autorisations d'engagement n° 2000006088 de 212 000 € effectuée le 13 janvier 2015 sur le programme 113 « Paysages, eau et biodiversité » du ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ;
- VU le dossier relatif à l'aménagement et la valorisation du patrimoine de la rivière Aoma présenté par la Polynésie française ;

L'ÉTAT (Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie),
représenté par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française

et

La POLYNÉSIE FRANÇAISE,
représentée par le Président de la Polynésie française

DÉCIDENT

PRÉAMBULE

Dans le cadre du cofinancement État-Pays de programmes bisannuels visant la bonne qualité des eaux et la gestion environnementale des rivières, et dans la continuité du Plan d'actions rivières, la Direction de l'Environnement poursuit son programme visant la préservation, la restauration ou la réhabilitation des cours d'eau témoins en milieu urbain, rural et naturel pour tester et proposer divers types d'aménagements adaptés aux problématiques environnementales de ces milieux tout en incluant un volet de communication et de formation permettant d'impliquer tous les acteurs concernés et d'éveiller leur intérêt pour la préservation du patrimoine naturel.

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles l'État apporte son soutien financier à la Polynésie française pour la mise en œuvre d'une opération spécifique placée sous la responsabilité de la Direction de l'Environnement.

Article 2 - Description et coût de l'opération

L'opération financée porte sur l'aménagement et la valorisation du patrimoine de la rivière Aoma.

L'opération consiste à :

- établir un état des lieux du patrimoine naturel, culturel et historique de la rivière Aoma ;
- proposer des tracés de sentiers et des sites pour mettre en valeur ce patrimoine ;
- proposer des formations et des actions de sensibilisation ;
- réaliser les études préalables à l'aménagement du site ;
- améliorer la qualité environnementale et paysagère du site ;
- réaliser les aménagements nécessaires à la mise en valeur du site.

Le coût total prévisionnel de ce projet s'élève à 81 285,20 € TTC soit 9 699 904 FCFPTTC.

Le détail de cette opération, sa localisation géographique ainsi que ses coûts sont repris dans la fiche de description synthétique annexée à la présente convention.

Article 3 - Durée d'exécution de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin dès le versement du solde.

Délai de démarrage : à compter de la signature de la convention et dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de signature de la convention.

Délai de réalisation : au plus tard 24 mois à compter du démarrage de l'opération.

Date d'achèvement : la validation du rapport final par les services de l'État marque la fin de l'opération sous réserve du respect du délai de réalisation.

Article 4 - Plan de financement

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement suivant :

Partenaires financiers	Montant de la subvention		Taux de subvention
État	60 000,00 €	7 159 904 FCFP	73,81 % du TTC
Polynésie française	21 285,20 €	2 540 000 FCFP	26,19 % du TTC
TOTAL TTC	81 285,20 €	9 699 904 FCFP	100 % du TTC

Dans le cas où le coût définitif (TTC) de l'opération serait supérieur au coût estimatif indiqué supra, le concours financier de l'État sera plafonné à hauteur de 60 000,00 euros.

Dans le cas où le coût définitif TTC de l'opération serait inférieur au coût estimatif indiqué supra, le concours financier de l'État sera calculé au prorata du coût réel, soit à hauteur de 73,81 % des dépenses TTC justifiées.

Aucune subvention complémentaire ne pourra être sollicitée auprès du ministère, y compris en cas de défaillance d'autres contributeurs potentiels.

Article 5 - Dispositions financières

5.1) Imputation budgétaire

Le concours financier de l'État à la Polynésie française est imputé sur les crédits délégués par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, sur le centre financier 0113-PEBC-HCPF, domaine fonctionnel 113-07-41, groupe de marchandise 10.06.01 pour la somme de 60 000,00 € TTC soit 7 159 904 FCFP TTC.

5.2) Modalités de paiement

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la subvention de l'État pourra faire l'objet de versements successifs, à la demande de la Polynésie française et au fur et à mesure de l'exécution de cette opération, dans les conditions suivantes :

- une avance de 30 % de la participation financière de l'État pourra être versée au commencement de l'opération sur présentation d'un justificatif de démarrage ;
- des acomptes pourront être versés dans la limite de 80 % de la participation financière de l'État (avance versée comprise), sur présentation des justificatifs de réalisation physique et financière de l'opération : états de mandatement visés par le payeur de la Polynésie française accompagnés d'une attestation du Directeur de l'Environnement précisant l'état d'avancement de l'opération ;
- le solde sera versé après la production d'un rapport final de recherche validé par l'État via la délégation régionale à la recherche et à la technologie, accompagné d'un état

récapitulatif des mandatements visé par le payeur de la Polynésie française et de deux copies des factures acquittées par la Polynésie française.

Le délai de présentation des justificatifs nécessaires au versement du solde de la subvention est fixé à 6 mois à compter de la date réelle d'achèvement de l'opération. A défaut de présentation des justificatifs dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement de l'aide.

La participation de l'État sera calculée sur la base des dépenses justifiées (état récapitulatif des mandatements visé par le Payeur accompagné des factures acquittées). Seules les dépenses respectant les délais d'exécution de la convention, tels que précisés à l'article 3, seront prises en comptes.

Article 6 Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- respecter les délais de commencement et de réalisation précisés à l'article 3 ;
- respecter le plan de financement prévu à l'article 4 ;
- ne pas employer tout ou partie des subventions octroyées à des fins autres que celles prévues par la présente convention ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cette opération sans accord préalable écrit des partenaires financiers ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles ;
- faire référence à la participation de chacun des partenaires financiers à l'occasion de chaque action de médiatisation ;
- tenir l'État informé de la date réelle de début de réalisation de l'opération ;
- signaler par écrit à l'État tout retard ou dégradation significatif constaté dans le déroulement de l'opération qui entraînerait des modifications au calendrier initial en précisant le nouveau terme envisagé. Dans le cas où l'opération objet de la présente convention ne pourrait être mise en œuvre ou menée à terme dans les conditions prévues, il en avise sans délai l'État qui prend les dispositions appropriées.

Article 7 - Contrôle

Les services de l'État assureront, sous l'autorité du Haut-commissaire de la République en Polynésie française, le contrôle de la réalisation de l'opération via des contrôles sur place ou/et sur pièces.

Article 8 - Conséquences du non-respect des engagements

Il sera mis fin à l'aide et le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de :

- refus du bénéficiaire de se soumettre aux contrôles ;
- non respect des clauses de la présente convention ;
- non-exécution partielle ou totale de l'opération dans les délais prévus à l'article 3 ;
- constat d'un changement dans l'objet du financement ou dans l'affectation de l'investissement sans autorisation préalable expresse donnée dans les mêmes formes que la décision attributive.

En cas d'abandon de l'opération, le bénéficiaire s'engage à en informer l'État sans délai, par écrit, et à demander l'annulation de la convention. Il devra, dans les cas visés au présent article, procéder au reversement des sommes perçues mais non utilisées dans les plus brefs délais.

Article 9 - Caducité de la convention

La convention deviendra caduque de plein droit si :

- l'exécution de l'opération commence avant la date de signature de la présente convention ;
- l'opération ne fait pas l'objet d'un commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 3.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai prévu à l'article 3 entraîne la caducité de la présente convention, sauf autorisation de report limitée à un an octroyée par les partenaires financiers, par avenant modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire antérieure à l'expiration de ce délai.

Article 10 - Modifications

Sur demande du bénéficiaire présentée dans les délais prévus à l'article 3, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant, soumis à la signature des parties signataires.

Article 11 - Règlement des litiges

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention et, à défaut d'accord amiable entre les deux parties, le différend sera porté devant la juridiction administrative compétente en la matière.

Fait en 4 exemplaires originaux

Pour la Polynésie française,

Pour l'État

FICHE DE DESCRIPTION SYNTHETIQUE DU PROJET

BONNE QUALITE DES EAUX – GESTION ENVIRONNEMENTALE DES RIVIERES

AMENAGEMENT ET VALORISATION DU PATRIMOINE DE LA RIVIERE AOMA

I- LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Toahotu – Tahiti- Archipel de la Société

II- CONTEXTE

Cette opération de valorisation et d'aménagement de la rivière Aoma à Toahotu est entreprise par la direction de l'environnement de Polynésie française dans le cadre de ses missions de prévention, de réduction ou de suppression des pollutions et des nuisances liées aux activités économiques et humaines et de préservation des ressources naturelles. Dans le cadre du cofinancement Etat-Pays de programmes bisannuels visant la « Bonne qualité des eaux et gestion environnementales des rivières » et dans la continuité du Plan d'actions rivières (convention n°223 13 du 27 décembre 2013), la direction de l'environnement poursuit son programme visant la préservation, la restauration ou la réhabilitation des cours d'eau selon leur état de dégradation et la mise en œuvre d'aménagements respectueux de la sensibilité des milieux. Il s'agit d'aménager des cours d'eau témoins en milieu urbain, rural et naturel pour tester et proposer divers types d'aménagements adaptés aux problématiques environnementales de ces différents milieux. Un volet de communication et de formation permettant d'impliquer tous les acteurs concernés (élus, agriculteurs, pêcheurs, service communaux et du pays, associations, ...) et d'éveiller leur intérêt pour la préservation du patrimoine naturel est également proposé.

III- OBJECTIFS

Les objectifs de cette opération pilote sont de contribuer à l'amélioration de la qualité des eaux et de l'environnement de la rivière Aoma et d'accompagner la commune de Toahotu dans la valorisation et l'aménagement de ce site.

- Animer un groupe de travail local et mettre en œuvre les orientations partagées de valorisation et d'aménagement de la vallée
- Agir concrètement avec les différents partenaires pour trouver des réponses aux questions environnementales posées
- Construire un réseau d'acteurs sensibilisés aux enjeux environnementaux

IV-PROGRAMME 2015-2017 : EUROS ETAT (MF)- EUROS PAYS (MF)

Il s'agira d'un programme se déroulant sur 2 ans à compter de la notification de la commande correspondant et incluant les phases de préparation en amont, l'animation des formations et séances de sensibilisation, l'analyse et la rédaction des différentes synthèses, la coordination des actions de terrain et la réalisation de certains aménagements et opérations de valorisation.

1. Phase préparatoire - Etat des lieux – patrimoine naturel, culturel et historique

1.1/ Identification et de localisation des espèces végétales et animales d'intérêt patrimonial indigènes ou endémiques, protégées ou non à proximité des sentiers actuels (une bande de 30 m accessible de part et d'autre du sentier sera explorée)

1.2/ Relevé des structures archéologiques situées à proximité des sentiers (une bande de 30 m accessible de part et d'autre du sentier sera explorée)

1.3/ Enrichissement au maximum de la carte des toponymes grâce aux informations communiquées par les habitants et personnes intéressées

1.4/ Localisation de ces éléments sur SIG (arcview ou logiciel interopérable), chaque thématique faisant l'objet d'une couche de données

2- Propositions de tracés et de mise en valeur du patrimoine

2.1/ Proposition d'un tracé de sentiers permettant d'optimiser la découverte du patrimoine du lieu

2.2/ Proposition des sites, espèces, specimen remarquables (localisés par leurs coordonnées GPS) et des thématiques qui pourront faire l'objet d'une mise en valeur particulière (dans le cadre d'un aménagement ou d'une signalétique d'information)

2.3/ Proposition d'un contenu pour une signalétique d'information le long du sentier en collaboration avec les scolaires et riverains.

3- Proposition de formation et de sensibilisation

3.1/ - Etablir un diagnostic partagé avec différents publics cibles : riverains, accompagnateurs de visite, membres du comité de gestion, scolaires : élèves de 6^e et seconde, du CJA, CETAD en priorité.

Il s'agira de partager les informations sur le patrimoine naturel (diagnostic environnemental, faune et flore remarquable, espèces envahissantes, bons gestes) et culturel (histoire du lieu, toponymes, organisation ancienne de la vallée) du site.

3.2/ Réalisation collective des supports de communication permettant de valoriser ces éléments.

3.3/ Mise en place un suivi participatif de la qualité paysagère et environnementale de la vallée

4- Etude préalable à l'aménagement du site

4.1/ Identification et localisation des contraintes d'aménagement du site

4.2/ Proposition d'un projet d'aménagement incluant une station de nettoyage du matériel de randonnée, des aires de repos, un parking, le positionnement de la signalétique d'information et d'orientation et des éléments de sécurisation du sentier pédestre (marches, mains courantes, cordes, équipement pour l'écoulement des eaux pluviales, etc...)

4.3/ Exploration des possibilités d'aménagement d'un parcours cyclable (VTT), d'un parcours de découverte équestre et proposition d'un tracé

4.4/ Localisation de ces éléments sur SIG (arcview ou logiciel interopérable), chaque thématique faisant l'objet d'une couche de données.

4.5/ Proposition d'un budget et un calendrier prévisionnel des travaux pour le parcours pédestre et une évaluation sommaire pour le parcours cyclable et équestre.

5- Actions d'amélioration de la qualité environnementale et paysagère

5.1/ Coordination des actions de nettoyage préalables à l'aménagement du site en collaboration avec les riverains, la commune, les associations et les scolaires

5.2/ Préparation et mise en oeuvre des actions d'embellissement (pépinière de plantes ornementales, fruitières et médicinales, etc...)

6- Actions d'aménagement

6.1/ Coordination et réalisation d'aménagement légers en collaboration avec la commune et les services du Pays compétents (bancs, tables, signalétique, fare potée, sécurisation du sentier...).

V- RESULTATS ATTENDUS

- Accroissement du civisme
- Zéro déchets sur le site
- Réduction du nombre de rejets non autorisés
- Instance participative de gouvernance opérationnelle
- Capacités des gestionnaires locaux renforcées
- Principales menaces identifiées et actions concrètes de gestion engagées pour y faire face.
- Populations sensibilisées et impliquées dans la gestion durable de l'environnement.
- ~~Pérennisation de l'organisation et des actions entreprises~~

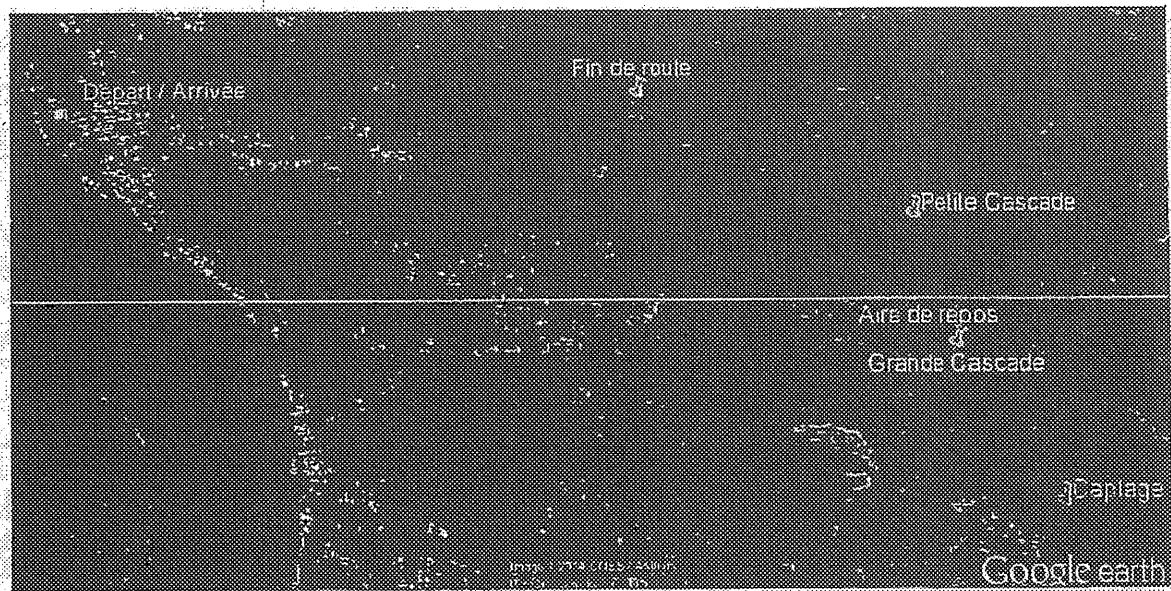
VI-BUDGET

BONNE QUALITE DES EAUX – GESTION ENVIRONNEMENTALE DES RIVIERES 2015-2017

Financement des activités	Financement Etat		Financement Pays	
	XPF	EUROS	XPF	EUROS
1- Etat des lieux : patrimoine naturel, culturel et historique			1 250 000	10 475
2- Propositions de tracés et de mise en valeur du patrimoine			340 000	2 849
3- Proposition de formation et de sensibilisation			950 000	7 961
4- Etude préalable à l'aménagement du site	850 000	7 123		
5- Actions d'amélioration de la qualité environnementale et paysagère	1 800 000	15 084		
6- Actions d'aménagement	4 510 000	37 794		
SOUS-TOTAL ETAT - 74 %	7 160 000	60 001		
SOUS-TOTAL PAYS - 26 %			2 540 000	21 285
TOTAL GENERAL	9 700 000 XPF		81 286 €	

[illegible]

VIII. CARTE DU SITE



IX. FICHE DE DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU PROJET

Candidat (entité)	Nom de la structure « Direction de l'environnement » Service technique de l'administration de Polynésie française.	
Chef de projet	Prénom Nom : Eliane GARGANTA Email : eliane.garganta@environnement.gov.pf	
Intitulé du projet	Bonne qualité des eaux – Gestion environnementale des rivières	
Intitulé du thème dans lequel s'inscrit le projet	Préservation des ressources naturelles	
Equipe projet	Consultation	
Objet du projet	Valorisation et aménagement de la rivière Aoma à Toahotu - Tahiti	
Champ couvert par le projet	Projet de gestion intégré mené à Tahiti	
Partenaires éventuels	Organismes : Commune de Toahotu – Service de la culture et du patrimoine- Direction de l'environnement – Organismes scolaires et de formation Type de compétences mobilisées : Biodiversité, Gestion des écosystèmes, aménagement, hydrobiologie	
Plan de financement	Financeurs	Montant global de l'opération TTC
	DIREN 21 285 € TTC	81 286 € TTC
	ETAT 8000 € TTC	75 % par rapport au coût total
Commentaires libres	Ce projet bénéficie de l'appui méthodologique du programme régional INTEGRE	
	(X ² -FED-Régional)	

DELIBERATION n° 2016-28 APF du 24 mars 2016 portant approbation de la convention pluriannuelle ADEME - Polynésie française 2015-2020 pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique de prévention et de gestion des déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

NOR : ENV1600023DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre n° 6251 PR du 29 septembre 2015 adressée à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la lettre n° HC 2015-125 MSE du 26 octobre 2015 portant avis favorable du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 91 CM du 28 janvier 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763-2016 APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 34-2016 du 18 mars 2016 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

Dans sa séance du 24 mars 2016,

Adopte :

Article 1er. — Conformément aux dispositions des articles 169 et 170-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 susvisée, l'assemblée de la Polynésie française approuve la convention pluriannuelle ADEME - Polynésie française 2015-2020 pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique de prévention et de gestion des déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,
Armelle MERCERON.

Le président,
Marcel TUIHANI.

Convention pluriannuelle

2015-2020

N° LOCO 1549E0002

pour l'accompagnement de la mise en œuvre de politique de prévention et de gestion des déchets en Polynésie française

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie,
établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement
ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 Angers Cedex 01
inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309
représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN, agissant en qualité de Président,
désignée ci-après par "l'ADEME",

d'une part,

ET :

La Polynésie française,
représentée par Monsieur Edouard FRITCH, agissant en qualité de Président de la Polynésie française
Avenue Pouvana a OOPA – BP 2551 – 98 713 PAPEETE – TAHITI – Polynésie française
désignée ci-après par « la Polynésie française » ;

d'autre part,

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 et modifiée par la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007,
- Vu le contrat de projet État-Polynésie française, signé en date du 9 mars 2015
- Vu le contrat de projet État-Polynésie française-Communes, signé en date du 9 mars 2015
- Vu la lettre n° HC/2015.125/MSE du 26 octobre 2015 portant avis du Haut Commissaire de la République en Polynésie française
- Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME en date du 29 octobre 2015
- Vu l'information de de la Commission nationale des aides Déchets – Sols – Production et Consommation Durables de l'ADEME lors de sa séance du 01 juillet 2015
- Vu la délibération faite à la Commission nationale des aides Territoires de l'ADEME lors de sa séance du 6 octobre 2015
- Vu la délibération de l'Assemblée de la Polynésie française en date du ~~XXXXXX~~

Étant préalablement exposé que :

La Polynésie française et l'ADEME (désignés ci-après par les partenaires ou les parties) s'inscrivent dans une démarche partenariale de convention pluriannuelle visant à amplifier les actions de lutte contre le changement climatique, de développement de l'économie circulaire ainsi que de protection de l'environnement, de santé publique et de développement durable.

Pour la Polynésie française :

La gestion des déchets en milieu insulaire représente un enjeu et un défi de taille. Pour la Polynésie française, la contrainte de l'insularité se trouve renforcée par des caractéristiques géographiques que sont la dispersion du gisement, l'éloignement des îles et les faibles disponibilités foncières.

Aussi, la Polynésie française souhaite mettre en œuvre une politique sectorielle pour la gestion des déchets adaptée et cohérente sur l'ensemble de son territoire afin d'une part d'optimiser l'organisation et les infrastructures en la matière, et d'autre part de donner un cadre d'actions et d'investissements aux divers acteurs concernés, tant publics que privés.

La Polynésie française souhaite, par ce projet, intégrer une démarche d'amélioration continue de ses performances en se fixant des objectifs tant quantitatifs que qualitatifs en ce domaine.

Pour l'accompagner dans ce dessein, la Polynésie française souhaite s'inscrire dans une démarche partenariale et contractuelle avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. Ce partenariat consistant d'une part en un appui à la mise en œuvre de sa politique sectorielle de prévention et de gestion des déchets et d'autre part en l'accompagnement de premières actions structurantes, dans la continuité du partenariat établi depuis 2000 avec les précédents Accords-Cadres.

Pour l'ADEME :

Dans le cadre des politiques définies par l'État, l'ADEME a pour mission de susciter, animer, coordonner, faciliter et, le cas échéant, réaliser toutes opérations ayant pour finalité :

- la réalisation d'économies d'énergie et le développement des énergies et matières premières renouvelables ;
- la lutte contre le changement climatique et la limitation de gaz à effet de serre ;
- le développement de l'économie circulaire dont la limitation de la production de déchets, leur récupération et leur valorisation ;
- la remise en état des sites pollués et la reconquête de friches industrielles ;
- la réduction des impacts environnementaux.

A ce titre, elle conseille les collectivités publiques et les entreprises et soutient leurs projets. Elle contribue à sensibiliser tous les acteurs et à faire évoluer les comportements y compris ceux du grand public.

La présente convention intervient dans un contexte national et international marqué par une forte progression des problématiques liées au changement climatique et par des tensions de plus en plus fortes sur le marché des matières premières et des énergies fossiles.

Ces déterminants majeurs de l'évolution de nos sociétés appellent des réponses adaptées de protection de l'environnement inscrites dans des démarches de développement durable que l'ADEME, et la Polynésie française comptent conduire au travers de cette convention, en cohérence avec les orientations stratégiques de développement du pays.

ARTICLE 1- OBJET

La présente convention précise les modalités selon lesquelles les partenaires s'associent en vue de définir un programme d'actions sur la période 2015-2020 et de participer techniquement et financièrement à sa mise en œuvre. En outre, elle arrête les contributions financières des partenaires sur l'année 2015.

ARTICLE 2 – PRINCIPES D'INTERVENTION

Les partenaires décident de mener conjointement pour la période 2015-2020 une politique locale de prévention des déchets, de développement de l'économie circulaire, de protection de l'environnement, de santé publique et de développement durable.

L'analyse prospective sur l'organisation de la gestion des déchets en Polynésie française menée en 2012 guidera le choix des modes de gestion les plus pertinents adaptés à chaque contexte.

Parmi les objectifs principaux figurent la généralisation de la collecte des déchets dangereux sur l'ensemble du territoire polynésien, la réduction des volumes, la mise en place de programmes locaux de prévention et de schémas de planification adaptés aux réalités locales, avec une attention particulière pour la gestion des déchets dans les îles.

Les résultats de l'étude de faisabilité de mise en œuvre de filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP) seront également exploités entre autres aux fins de prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets sur le territoire.

Par ailleurs, à travers une démarche d'économie circulaire, la convention vise à promouvoir des modes de production et de consommation responsables, c'est-à-dire à la fois moins polluants, moins prédateurs en termes de ressources et de milieux naturels, et limitant au maximum les risques pour l'environnement (par le soutien à l'animation locale des démarches territoriales d'écologie industrielle et territoriale, le soutien à la mise en place de filières de recyclage à haute valeur ajoutée pertinentes en fonction des spécificités économiques de la région, le soutien à l'innovation par l'éco-conception de biens ou services, et, le cas échéant le soutien aux réseaux locaux de réparation et réutilisation des produits notamment en lien avec l'économie sociale et solidaire).

Au travers de cette politique conjointe, les partenaires entendent mener des actions permettant de :

- soutenir les investissements destinés aux filières locales émergentes et soutenir leur développement ;
- aider à la décision (diagnostics, études de faisabilité, conseils...) :
 - pour permettre d'éclairer et de rationaliser les actes d'achat et d'investissement des clients,
 - pour développer une capacité de conseil en bureau d'études (nouveaux cahiers des charges renforcés en termes d'éco-conditionnalité notamment) ;
- constituer et animer les systèmes d'observations permettant d'asseoir l'expertise et répondre aux attentes des acteurs ;
- informer et sensibiliser le grand public, les milieux professionnels et les collectivités locales permettant d'adopter des modes de consommation et de production responsables ;
- accompagner et promouvoir une ingénierie nouvelle ou orientée vers de nouvelles activités (formation, soutien à la création de nouveaux profils d'emploi) :
 - pour permettre l'émergence de nouveaux métiers et emplois,
 - pour renforcer la professionnalisation des prescripteurs existants ;
- favoriser les investissements exemplaires et innovants :
 - pour couvrir les risques courus par les premiers investisseurs,
 - pour aider à la création de centres de ressources de haute qualité,
 - pour disposer et entretenir une capacité d'expertise de bon niveau ;
- participer à la construction durable de politiques de transition écologique des collectivités ;
- soutenir les études et recherches dans ces domaines.

ARTICLE 3 – BENEFICIAIRES ET DOMAINES D'INTERVENTION

L'objectif majeur de cette politique étant d'améliorer l'environnement sous ses aspects naturels, économiques et sociaux pour la Polynésie française, ses habitants et ses entreprises, l'ensemble des secteurs économiques sont concernés à des degrés divers par sa mise en œuvre, qu'il s'agisse des secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tertiaire public ou privé, de l'habitat individuel ou collectif.

En conséquence, de nombreux acteurs polynésiens sont susceptibles de bénéficier des modalités d'intervention prévues à cet effet avec en priorité :

- les entreprises, notamment les PME et PMI, qu'elles exercent une activité industrielle, agricole ou tertiaire ;
- les collectivités et autres organismes publics ou parapublics, collectivités territoriales et leurs groupements ou mandataires, organismes d'habitat social, hôpitaux, associations.

ARTICLE 4 - MODALITES D'INTERVENTION

Les principes d'intervention définis à l'article 2 ci-dessus vont conduire à réaliser diverses actions de soutien, de sensibilisation, de conseil et d'investissement en les dotant de moyens financiers, pour faciliter la mise en œuvre des opérations retenues.

Les interventions s'orienteront vers :

- > **des aides à la réalisation** (diagnostic et accompagnements de projet),
- > **des aides aux changements de comportement** (aides aux relais et leurs programmes d'actions),
- > **des aides à l'investissement** en rapport avec les objectifs listés ci-dessus,
- > **des aides aux contrats d'objectifs** fixant des programmes d'actions précises en matière de prévention déchets, d'accompagnement d'une politique déchets, ...).

A cet effet, l'ADEME et les partenaires affecteront des moyens humains et/ou financiers pour aider les personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, mettant en œuvre des opérations correspondant aux objectifs visés.

Des crédits Fonds Européen de Développement (FED), Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), Dotation d'Équipement des Territoires ruraux (DETR), Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP) ou de l'Agence française de développement (AFD) pourront venir s'ajouter aux engagements financiers mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 5 - DEFINITION ET EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIONS ENVISAGE

5.1. - Contenu du programme

Le programme d'actions est décrit dans les annexes thématiques et fait partie intégrante de la présente convention. Ce programme prévisionnel précise les interventions conjointes, leurs modalités de mise en œuvre, les budgets nécessaires et leur répartition entre la Polynésie française et l'ADEME, les taux maximaux de participation de la Polynésie française et de l'ADEME ainsi que les éventuels plafonds retenus pour chaque type d'action. Les systèmes d'aides sont rendus publics et envoyés pour information ou notifiés à la Commission européenne lorsque les règles communautaires l'exigent.

5.2. – Exécution du programme

Le programme d'actions pluriannuel sera exécuté sous forme de décisions ou de conventions de financement pour l'ADEME et pour la Polynésie Française. Ces décisions ou conventions seront

signées par le Président de l'ADEME et par le Président de la Polynésie française ou leur représentant jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est toutefois convenu que des décisions ou conventions signées par l'ADEME ou par la Polynésie française postérieurement au 1^{er} janvier 2015 et antérieurement à la date de notification de la présente convention pourront être intégrées à ladite convention sur décision du comité de gestion.

Les paiements consécutifs seront réalisés conformément au règlement financier de la Polynésie française et/ou aux règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

Un avenant de clôture sera établi dans un délai maximal de 2 mois au terme de la période 2015 – 2020 à compter des derniers paiements effectués par la Polynésie française et par l'ADEME.

ARTICLE 6 - DUREE DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La présente convention est signée pour une durée de six ans.

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa notification par l'ADEME. Par notification, il faut entendre la date d'envoi par l'ADEME à la Polynésie française d'un des exemplaires originaux de la présente convention signée par les deux parties.

ARTICLE 7 - MONTANT DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

Les partenaires prévoient de mobiliser le montant de :

pour la Polynésie française : 1 307 100 € (soit 155 978 520 XPF)

et

pour l'ADEME : 1 307 100 € (soit 155 978 520 XPF)

suivant les principes et selon les modalités d'intervention indiqués aux articles 2, 3 et 4 de la présente convention pluriannuelle.

Les annexes de la présente convention indiquent, par domaines, les actions prévues pendant la période 2015-2020, et en constituent de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 8 –Suivi, bilan et évaluation

Les partenaires se tiendront informés réciproquement et périodiquement de l'état d'avancement des engagements, des paiements, des désengagements et des remboursements effectués dans le cadre de la présente convention.

Un bilan financier sera effectué à la fin de chaque année établissant un arrêté des comptes d'engagement. Les crédits non engagés constatés seront réintégrés respectivement dans le budget de la Polynésie française et de l'ADEME.

Un bilan d'exécution de la convention sera effectué à mi-parcours en 2017, afin de procéder, si nécessaire, à un éventuel redéploiement des actions et des crédits pour les années 2018 à 2020.

A cet effet, l'ADEME s'engage à mettre en place un suivi des actions retenues dans le cadre de la présente convention, de manière à en faciliter l'évaluation. A cette fin, la Polynésie française transmettra à l'ADEME les informations nécessaires relatives à chacune des opérations. L'ADEME et la Polynésie française établiront les synthèses et évaluations à partir de l'ensemble des données collectées.

Un bilan définitif financier et qualitatif de la réalisation finale du programme 2015-2020 sera effectué par le comité de gestion au plus tard dans un délai de 4 mois à compter des derniers paiements effectués auprès des bénéficiaires par la Polynésie française et par l'ADEME.

ARTICLE 9 - CONTRIBUTIONS FINANCIERES ANNUELLES DES PARTENAIRES

La contribution financière des partenaires pour l'année 1 (2015) est de :

- 217 850 € (soit 25 996 420 XPF) pour l'ADEME,
- 217 850 € (soit 25 996 420 XPF) pour la Polynésie française

Les montants des contributions financières annuelles des partenaires seront déterminés et fixés, chaque année, à partir de la deuxième année, par voie d'avenant en fonction du bilan des actions menées antérieurement et du programme prévisionnel de l'année suivante.

Les engagements financiers annuels de l'ADEME resteront subordonnés, d'une part, à l'obtention des autorisations d'engagement compte tenu des moyens financiers inscrits par les lois de finances et, d'autre part, au respect des procédures d'attribution y afférentes.

Les engagements financiers annuels de la Polynésie française resteront subordonnés à l'inscription des crédits correspondants au budget de la Polynésie française.

ARTICLE 10 - MODALITES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

Un comité de gestion, composé du Président de la Polynésie française et du Président de l'ADEME, ou leurs représentants se prononce sur les demandes d'aides ou les achats de prestations susceptibles d'être financés au titre de la convention pluriannuelle et de chaque avenant annuel, la règle de l'unanimité pour l'ADEME et la Polynésie française étant applicable.

Le Délégué de l'Etat, Haut-Commissaire de la République en Polynésie française ou son représentant, assiste au comité de gestion.

Les modalités de fonctionnement du comité de gestion, du comité technique de programmation figurent en annexe.

ARTICLE 11 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES

11.1. - Décision d'attribution des aides, décision ou convention de financement et délai de réalisation

Pour l'ADEME :

- les bénéficiaires des aides sont la Polynésie Française et des bénéficiaires tiers cités à l'article 3,
- la décision ou convention de financement est signée par le Président de l'ADEME ou son représentant, en fonction des propositions du comité de gestion et selon les règles communes arrêtées par la présente convention.

Pour la Polynésie française :

- des aides pourront être accordées à des bénéficiaires tiers en fonction des propositions du comité de gestion et selon les règles arrêtées par la présente convention.
- une convention de financement des projets est signée par le Président de la Polynésie française ou son représentant,

Les paiements au bénéficiaire par l'ADEME seront réalisés dans un délai maximal de 44 mois à compter de la date de notification du contrat de financement au bénéficiaire.

11.2. - Conditions et modalités

Pour chaque opération, les conditions et modalités de règlement financier des aides sont définies dans les conventions ou décisions de financement passés avec les bénéficiaires des aides.

11.3 Mode de gestion des fonds d'intervention

Il est convenu que les aides financières accordées par l'ADEME après délibération du comité de gestion seront gérées suivant ses modes budgétaires propres.

Concernant les projets de tiers soutenus financièrement par l'ADEME et/ou la Polynésie française, il est convenu que les aides accordées après validation du comité de gestion seront gérées de façon séparée par chaque partenaire suivant ses mode budgétaires propres, et gérée par ses propres procédures.

Les partenaires de la convention pluriannuelle se tiendront périodiquement informés de l'état d'engagement et d'avancement des opérations aidées dans le cadre des contributions financières annuelles.

11.4 Instruction des dossiers

Les modalités de réception, d'instruction et de financement des dossiers traduisent les principes suivants :

- publicité des fonds (sous réserve de dispositions contraires figurant dans la ou les conventions ou décisions de financement) ;
- unicité de guichet pour les demandeurs ;
- éco-conditionnalité environnementale pour les dossiers instruits ;
- respect des dates limites de réception des dossiers de demandes d'aide sachant qu'une demande ne peut être instruite que si le dossier est déclaré complet ;
- établissement de délais d'instruction, de décisions et d'envoi des actes juridiques nécessaires à la bonne gestion des dossiers par les bénéficiaires finaux ;
- cohérence avec les procédures d'instruction ou de consultation internes à l'ADEME et à la Polynésie française
- consultation, autant que de besoin, de l'ensemble des services ou organismes concernés notamment de l'État et de la Polynésie française, chacun dans son domaine de compétence,
- évaluation réalisée par l'outil de l'ADEME ou par un outil commun aux partenaires compatible avec celui de l'ADEME.

Après réception des dossiers selon un dispositif défini en commun, l'instruction est réalisée au regard des critères et des systèmes d'aides applicables :

- La Polynésie française et l'ADEME assureront une instruction conjointe des dossiers soumis au Comité de Gestion.
- La Polynésie française et l'ADEME veillent à recueillir, autant que de besoin, l'avis des organismes et/ou services d'Etat ou de la Polynésie française concernés, chacun dans son domaine de compétence technique.
- L'ADEME et la Polynésie française consultent leurs instances conformément à leurs règles internes.

11.5 Notification des décisions ou conventions, publicité et diffusion des résultats des opérations aidées.

Chaque décision du comité de gestion au titre de la convention pluriannuelle et de ses avenants est signifiée dans un document à double entête assorti des logos respectifs des partenaires et co-signée par le Président de la Polynésie française et le Président de l'ADEME ou par leurs représentants

dûment habilités. Il est rappelé explicitement au bénéficiaire que l'aide lui est attribuée au titre de la convention pluriannuelle.

Tout document d'information relatif à la réalisation d'une opération aidée, toute manifestation publique, tout document technique relatif à la présentation de ses résultats devront mentionner que l'aide dont il a bénéficié a été obtenue en application de la convention pluriannuelle entre l'ADEME et la Polynésie française pour l'accompagnement de la politique de prévention et de gestion des déchets en Polynésie française.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS

Chaque année, il sera procédé à une révision de la convention pluriannuelle. Après accord préalable sur les modifications proposées, les partenaires conviendront de modifier par voie d'avenant les dispositions de la présente convention en conséquence.

ARTICLE 13 – RESILIATION, LITIGES

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des partenaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Le non-respect d'une des dispositions de la présente convention par la Polynésie française ou l'ADEME pourrait entraîner de plein droit sa résiliation par l'autre partie.

Dans cette hypothèse, les avenants annuels demeureront en vigueur jusqu'à leur complet achèvement.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 14 – VALIDITE

Cette convention demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Fait en cinq exemplaires originaux, à

, le

Le Président de la Polynésie française,

Le Président de l'ADEME,

DATE DE LA NOTIFICATION

Annexe titre 1 : Annexe financière

Tableau de financement de la contractualisation

	ADEME		Polynésie française	
	2015	2015-2020	2015	2015-2020
Consolidation de la politique sectorielle de prévention et de gestion des déchets	108 940 € 13 000 000 XPF	653 640 € 78 000 000 XPF	108 940 € 13 000 000 XPF	653 640 € 78 000 000 XPF
Soutien à des opérations structurantes	108 910 € 12 996 420 XPF	653 460 € 77 978 520 XPF	108 910 € 12 996 420 XPF	653 460 € 77 978 520 XPF
MONTANT TOTAL	217 850 € 25 996 420 XPF	1 307 100 € 156 000 000 XPF	217 850 € 25 996 420 XPF	1 307 100 € 156 000 000 XPF

Règles générales concernant les contributions apportées par l'ADEME et la Polynésie française et les modalités d'intervention soutenues

Les enveloppes financières figurant au tableau de financement de la contractualisation (annexe titre 1 ci-avant) représentent une prévision indicative de répartition des montants totaux prévus à la présente convention.

Sauf dispositions contraires, les actions soutenues par l'ADEME dans le cadre de la présente convention doivent respecter les systèmes d'aides et les règles associées, approuvés par le Conseil d'administration de l'ADEME et validés à la date de notification des aides correspondantes.

Les aides attribuées s'appuient notamment sur les dispositifs communautaires suivants :

- Lignes directrices concernant les aides d'Etat à la protection de l'environnement et à l'énergie du 28 juin 2014 ;
- Règlement CE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec les articles 107 et 108 du traité : règlement général d'exemption par catégorie ;
- Règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 concernant l'application des aides de minimis ;

Les actions soutenues par la Polynésie française doivent être conformes aux dispositifs d'aide et règles associées applicables en Polynésie française.

En tout état de cause, les actions soutenues dans le cadre de la présente convention doivent respecter la réglementation en vigueur en Polynésie française.

Les aides pourront être attribuées de façon alternée entre l'ADEME et la Polynésie française : pour les aides répétitives d'un faible montant unitaire, (diagnostics,...), les dossiers pourront être répartis alternativement entre la Polynésie française et l'ADEME, l'entité choisie apportant alors le montant total des aides, en dérogation exceptionnelle avec ses règles propres.

Les modalités d'intervention pourront concerner :

1. le soutien à la constitution et l'animation des systèmes d'observation permettant d'asseoir l'expertise et de répondre aux attentes des acteurs ; ce soutien pourra notamment porter sur les études réalisées dans ce cadre, et le développement d'outils
2. l'aide à la décision (diagnostics, études de faisabilité, conseils...)
3. l'aide aux investissements exemplaires et innovants
4. le soutien aux actions de communication et de formation
5. le soutien au développement de relais de conseils et aux missions d'animation sur les territoires : ce soutien pourra notamment prendre la forme de contrats avec des structures porteuses définissant des objectifs d'animation et de conseil et de performances liés

Par ailleurs, des règles générales sont adoptées concernant les taux d'aide pour les types d'opération suivants :

• OPERATIONS D'INTERET GENERAL

Le Comité de Gestion peut décider le financement jusqu'à 100 % d'actions d'intérêt commun à l'ADEME et la Polynésie française, s'inscrivant dans les priorités de la présente convention et dont ils seront maîtres d'ouvrage. Dans ce cas, les signataires de la présente convention annuelle pourront désigner un maître d'ouvrage délégué parmi les signataires de la convention.

• AIDE A LA DECISION

Les modalités d'aide à la décision sont fixées selon les règles générales de l'ADEME et les critères d'intervention de la Polynésie française ou selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après. Les montants et pourcentages d'aides affichés doivent toujours s'entendre comme des montants et pourcentages maximaux.

Les études exclusivement réglementaires ne sont pas éligibles.

Pour être éligibles, les études doivent être réalisées par des bureaux d'études non adossés à un opérateur énergétique.

	Intensité maximum de l'aide de l'ADEME				Plafond de l'assiette
	Bénéficiaires dans le cadre d'une activité économique			Bénéficiaires dans le cadre d'une activité non économique	
	PE	ME	GE		
Etudes de diagnostic	70 %	60 %	50 %	70 %	50 000 €
Etudes d'accompagnement de projet					100 000 €

* PE = petite entreprise, ME = moyenne entreprise, GE = grande entreprise

- AIDE A L'INVESTISSEMENT, opérations de diffusion, opérations exemplaires et opérations de démonstration, opérations d'innovation.

Les modalités d'aide sont fixées selon les règles générales de l'ADEME et les critères d'intervention spécifiques de la Polynésie française.

Typologies de projets	Intensité maximum de l'aide de l'ADEME				
	Bénéficiaires dans le cadre d'une activité économique			Bénéficiaires dans le cadre d'une activité non économique	Bonus régionaux
	PE	ME	GE		
Protection de l'environnement : Déchets, Air, y compris Transports et friches polluées	55 %	45 %	35 %	55 %	DOM-COM : + 15 points
Développement des Enr	65 %	55 %	45 %	65 %	
Développement des réseaux de chaleur et froid	70 %	65 %	60 %	70 %	
Réalisation d'économies d'énergie	50 %	40 %	30 %	50 %	

* PE = petite entreprise, ME = moyenne entreprise, GE = grande entreprise

Les projets d'investissement peuvent concerner des opérations exemplaires ou des opérations de diffusion. Pour l'ADEME, les opérations de diffusion ne sont éligibles que dans le cadre de programmes spécifiques, tels que le fonds chaleur et le fonds déchets, qui s'appuient sur une liste d'investissements éligibles spécifiques.

Pour l'ADEME, système d'aide à réaliser, délibération n°14-3-4 du 23 Octobre 2014

En cas de co-financement public, l'ADEME pourra réduire son niveau d'intervention financière.

Le montant de l'aide sera calculé sur la base des coûts retenus de l'opération, dans la mesure où :

- ces coûts peuvent être considérés comme éligibles par l'ADEME, et
- les coûts admissibles par la Commission européenne pour les bénéficiaires exerçant une activité économique. En particulier, ces coûts admissibles (hors aides à l'investissement en faveur des réseaux de chaleur et de froid efficaces) sont définis ci-dessous :
 - si les coûts de l'investissement de protection de l'environnement de l'opération peuvent être dissociés des coûts d'investissement totaux, ils représentent les coûts admissibles,
 - dans tous les autres cas, les coûts de l'investissement de protection de l'environnement sont déterminés par référence à un investissement similaire, moins respectueux de l'environnement, qui aurait été plausible en l'absence d'aide. La différence représente le coût lié à la protection de l'environnement et constitue les coûts admissibles.

Opérations de diffusion « déchets et économie circulaire » : Pour l'ADEME					
Thème	Projets financés	Méthode calcul aide	Plafond Assiette	Taux d'aide maxi	Critères Perf. pour solde
Prévention	Technologies de réduction à la source des déchets Gestion de proximité des déchets organiques Ressourceries-recycleries, activités de réemploi, éco conception, économie de fonctionnalité, consommation responsable, investissements de tarification incitative en habitat collectif	Analyse de rentabilité Taux	1 M€	Application des différents taux indiqués dans le Système d'Aide selon nature du bénéficiaire	NON
Tarification incitative	Programme complet d'actions de mise en œuvre de la tarification incitative par les collectivités	forfait		6,6 € par habitant Plafond d'aides 1 M€ par opération	OUI (Mise en œuvre effective de la TI)
Collecte pour valorisation	Collecte Bio déchets	Taux	5 M€	50 %	NON
	Rénovation complète de déchèterie	Taux	0,8 M€	30 %	NON
	Création de déchèterie dédiée aux déchets des professionnels	Analyse de rentabilité Taux	3 M€	30 %	NON
Préparation à la valorisation et valorisation	Centre de tri et de surtri (DMA, DAE, DBTP) Préparation de bio-déchets de gros producteurs (mise en place du tri, déemballage), Unité de recyclage, investissements liés à des opérations d'EIT, Valorisation organique (compostage dont équipement d'hygiénisation), valorisation de digestat	Analyse de rentabilité Taux	10 M€	30 %	NON
Valorisation énergétique	Optimisation d'unités existantes Valorisation des combustibles solides de récupération Installation de méthanisation (hors valorisation des digestats)	Analyse de rentabilité Taux	10 M€	30 %	OUI

Pour la méthanisation, les projets seront regardés au cas par cas.

Opérations de diffusion	Projets financés	Méthode calcul aide	Plafond Assiette ADEME pour calcul taux	Valeur des taux d'aide maxi
Spécificités	Création de centres de	Taux	1,5 M€	50 %

Outre-Mer dans le cadre du soutien au rattrapage structurel	transfert ; création de déchèteries			
	Opérations de promotion du compostage domestique	Taux	0,5 M€	50 %
	Equipements de collecte séparative	Taux	1 M€	70 %
	Incinération avec valorisation de l'énergie (respect du critère d'efficacité énergétique R1)	Taux	50 M€	20 %
	Réhabilitation de décharges et résorption des dépôts sauvages	Taux	1 M€	50 %
	Création de centre de stockage de déchets	Taux	10 M€	20 %

• AIDE AU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT :

Pour l'ADEME, système d'aide au changement de comportement, délibération n°14-3-5 du 23 Octobre 2014

- Aide aux actions ponctuelles de communication, de formation et d'animation : 70% maximum
- Aide à l'investissement des équipements pédagogiques (ex : PRAXIBAT) : 50% maximum, aide plafonnée à 40 000€.
- Aide aux programmes d'action des relais :
 - Aide à la création d'un poste de chargé de mission : 15 000 € la première année
 - Aide aux dépenses internes de personnel : 24 000 € + 15% bonus DOM-COM / ETP
 - Aide aux dépenses externes de communication et formation : 20 000 € / an maximum et par structure.

• AIDE AU CONTRAT D'OBJECTIF

Pour l'ADEME, système d'aide aux contrats d'objectifs, délibération n°14-3-6 du 23 octobre 2014

Montant de la partie de l'aide forfaitaire :

	Collectivité de moins de 100 000 habitants	Collectivité de ou plus de 100 000 habitants
Soutien à l'animation, aux actions de communication, formation, sensibilisation et aux études - suivi - évaluation	135 000 € + 15% bonus DOM-COM	270 000 € + 15% bonus DOM-COM
Total sur la durée du contrat de 3 ans		

Montant de la partie de l'aide modulée en fonction du taux d'atteinte des objectifs :

Le critère à utiliser (€/ménage accompagné, €/t de déchets évité, etc.) sera défini pour chaque type de contrat. Le montant de la partie modulable de l'aide sera versé pour solde du contrat et ajusté dans les conditions suivantes :

Montant du solde

Résultats < 60 % objectifs	Pas de solde à verser
60% objectifs <= résultats < 100 % objectifs	Proportionnel aux résultats

Le montant total de l'aide (fixe + modulable) est plafonné à 450 000 € (490 000 € pour les DOM-COM).

- AIDE A LA CONNAISSANCE

Pour l'ADEME, système d'aide à la connaissance, délibération n° 14-3-3 du 23 Octobre 2014

- o Aide au développement et à l'innovation (hors recherche fondamentale et recherche industrielle)

	Intensité maximum de l'aide de l'ADEME			
	Bénéficiaires dans le cadre d'une activité économique			Bénéficiaires dans le cadre d'une activité non économique
	PE	ME	GE	
Développement expérimental	45 %	35 %	25 %	50 %
Innovation en faveur des PME	50 %	50 %		

* PE = petite entreprise, ME = moyenne entreprise, GE = grande entreprise

- o Aide aux études générales : 70% maximum
- o Aide aux observatoires territoriaux :
 - Aide à la création : Aide forfaitaire d'un montant de 30 000 € pour les équipements et les agents ETP nécessaires à la création de la structure
 - Aide aux dépenses de fonctionnement (coûts internes), dépenses liées aux actions de communication, animation et formation (coûts externes) : 150 000 € pour les observatoires régionaux, 30 000 € pour les observatoires départementaux

L'aide ADEME n'excèdera pas 50% des dépenses éligibles, sur 3 ans avec possibilité de reconduction.

Le comité de gestion se prononce sur les aides susceptibles d'être attribuées conformément aux règles applicables à chaque partenaire et à leurs procédures affichées dans la présente annexe technique ainsi qu'aux règles relatives au cumul des aides publiques dans le cadre de la réglementation européenne et nationale.

Pour sa part, l'ADEME accordera ses aides conformément aux décisions de son Conseil d'administration

Annexe titre 2 : Références et réseaux

Afin d'inscrire les opérations de la convention pluriannuelle 2015-2020 dans la continuité du partenariat établi (notamment à travers l'accord-cadre 2011-2013 et la convention annuelle 2014) et de valoriser les actions partenariales précédemment réalisées, cette annexe titre 2 présente plusieurs documents de référence et de réseaux constitués, sur lesquels les partenaires pourront s'appuyer pour développer la présente contractualisation.

ETUDES, BILANS, ANALYSES PROSPECTIVES ET OBSERVATION :

- Caractérisation des déchets ménagers et assimilés sur Tahiti-Moorea
- Evaluation des gisements de déchets ménagers et assimilés en Polynésie française
- Analyse prospective sur l'organisation de la gestion des déchets en Polynésie française
- Bilan de l'appel à projets pour l'optimisation logistique et environnementale des services de collecte des déchets ménagers et assimilés
- Etude de faisabilité de la mise en œuvre de filières REP en Polynésie française (et ses compléments)
- Bilan du premier appel à projets Economie circulaire
- Bilan des éditions de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets
- Plan Climat Stratégique de la Polynésie française
- Plan Climat-Energie de la Polynésie française

RESEAUX :

- Membres des comités de pilotage et de suivi des études listées ci-dessus
- Réseaux professionnels du Centre de Gestion et de Formation (CGF)
- Réseau des entreprises exemplaires de la cellule Développement Durable de la CCISM (Chambre de Commerces et d'Industries, des Services et des Métiers)
- Participants à la Semaine Européenne de Réduction des Déchets

Annexe titre 3 : Annexes thématiques

Volet 1 « Consolidation de la politique sectorielle de prévention et de gestion des déchets de la Polynésie française »

Fiche n°1

ENJEUX :

La gestion des déchets en Polynésie française est caractérisée par un certain nombre de spécificités issues de la géographie, de la démographie et de l'évolution des habitudes de consommation.

Les gisements sont très dispersés et hétérogènes : les ¾ du tonnage étant produits sur Tahiti et Moorea, le reste étant réparti sur plusieurs dizaines d'îles produisant de quelques dizaines à quelques milliers de tonnes par an.

Cette dispersion géographique des gisements, doublée d'un éloignement des lieux de traitement spécialisés pour certains types de déchets (notamment dangereux) rend particulièrement complexe toute approche économique et environnementale sur les déchets des îles en dehors de Tahiti et Moorea.

La connaissance en matière de production des déchets ménagers et assimilés a notamment progressé grâce à une première étude globale à l'échelle du territoire, menée en 2012, complétant notamment la caractérisation menée en 2011 sur Tahiti et Moorea.

Par ailleurs, depuis 2012, plusieurs collectivités ont contribué volontairement à l'alimentation de la base de données nationale SINOE®, quant à la collecte et au traitement des déchets ménagers.

Une analyse prospective a permis d'identifier des modes de gestion pertinents adaptés à chaque contexte et de pointer le besoin de généraliser la collecte des déchets dangereux sur l'ensemble du territoire polynésien.

Les réflexions sur la mise en place de filières Responsabilité Élargie du Producteur (REP) se sont notamment concrétisées, en 2013, par le lancement d'une étude de faisabilité technico-économique.

Par ailleurs, plusieurs filières ne sont pas ou peu organisées (déchets dangereux, encombrants, déchets verts, ...) ou ne trouvent pas d'exutoire adapté ; l'appui à l'émergence de ces filières, notamment en valorisation locale, pourrait constituer d'intéressantes opportunités de développement.

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET OBJECTIFS

Objectifs :

- **Consolider la politique sectorielle par des études à caractère technique, économique, environnemental, organisationnel ou juridique**
- **Définir et aider les collectivités et les entreprises à structurer des nouvelles filières de traitement de déchets**

*Descriptif des actions :***1. Connaissance et planification de la gestion des déchets à l'échelle du territoire**

- Consolidation et valorisation de l'état des lieux des gisements et l'analyse prospective de la gestion des déchets ménagers et assimilés
- Acquisition de compléments de connaissance et d'analyse relatifs à d'autres types de déchets spécifiques
- Capitalisation des données concernant la gestion des déchets, notamment celles recueillies grâce aux enquêtes SINOE
- Rédaction de plans de prévention et de gestion ou de schémas directeurs opérationnels par typologie de déchets

2. Soutien au développement des filières soumises à la REP (Responsabilité Élargie des Producteurs)

- Ciblage des filières REP à mettre en œuvre
- Analyses juridiques et rédaction des textes réglementaires correspondants
- Animation, sensibilisation et communication auprès des professionnels concernés
- Accompagnement de la mise en place d'éco-organismes ou de systèmes mutualisés
- Aide au développement de filières de valorisation locales ou optimisation de filières d'export

3. Analyse prospective de nouvelles filières de traitement adaptées

- Recherche des potentiels de développement d'économies circulaires locales
 - Suivi du premier appel à projets sur l'économie circulaire
 - Communication / sensibilisations des publics-cibles sur la valorisation-matière, le recyclage, ...
- Accompagnement du développement des filières locales
 - Promotion du compostage et de la valorisation des bio-déchets (des ménages, agricoles et professionnels)
 - Accompagnement de la valorisation des inertes (déchets du BTP, pneumatiques, verre, ...)
 - Collecte et traitement des déchets dangereux

MODALITES D'INTERVENTION

Voir annexe titre1, notamment,

- Aide à la réalisation (diagnostics, études de faisabilité, conseils, investissement...).
- Soutien aux actions de communication et de formation
- Soutien au développement de relais de conseils et aux missions d'animation sur les territoires

BENEFICIAIRES :

- les organismes publics
- les collectivités locales
- les prestataires (marché sous maîtrise d'ouvrage de l'un ou l'autre des partenaires)

Volet 2 « Soutien à des opérations structurantes s'inscrivant dans les objectifs retenus au titre de la définition de la politique sectorielle »

Fiche n°2

ENJEUX :

Le Code Général des Collectivités Territoriales polynésien prévoit que les communes doivent exercer pleinement leur compétence en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers depuis le 31/12/11.

Un syndicat mixte ouvert (SMO) pour le traitement des déchets a été créé en 2012, auquel la majorité des communes de Tahiti et Moorea ont transféré leur compétence de traitement.

Un dispositif de collecte sélective en porte-à-porte pour les déchets ménagers classiques est en place sur les îles de Tahiti et Moorea, complété par un centre de tri et l'organisation de filières d'exportation (principalement vers l'Asie du Sud-Est) d'une part, et l'orientation des déchets non valorisables vers le centre d'enfouissement technique (CET) de Paitia.

La réalité est toute autre pour les autres archipels ; si quelques communes ont mis en place une collecte sélective (notamment dans les îles Sous le Vent, en porte à porte ou en PAV) ou se sont dotées d'un CET (Bora-Bora) ou de plateformes de compostage, il n'existe bien souvent que des décharges brutes non contrôlées, parfois saturées.

Une analyse prospective a permis d'identifier des modes de gestion pertinents adaptés à chaque contexte et de pointer le besoin de généraliser la collecte des déchets dangereux sur l'ensemble du territoire polynésien. Il convient désormais de concrétiser la mise en œuvre de ces modes de gestion à travers des projets pilotes, suivis et évalués.

Parallèlement, suite au lancement de la démarche de recensement et de classification des dépotoirs municipaux non contrôlés sur Tahiti, une évaluation fine des risques sanitaires et environnementaux liés aux sites prioritaires est à envisager.

Concernant les déchets des entreprises, la cellule de développement durable de la CCISM propose aux entreprises polynésiennes des visites-conseils, intégrant notamment les problématiques de réduction et d'optimisation de la gestion des déchets. Le premier appel à projets sur l'économie circulaire a été favorablement accueilli ; plusieurs projets pionniers sont en cours ; leur capitalisation pourra apporter des éléments de communication complémentaire sur cette thématique.

La sensibilisation et l'éducation au développement durable doivent demeurer des priorités afin de permettre, d'une part, une réduction efficace des déchets à la source et, d'autre part, un fonctionnement optimum des systèmes de traitement mis en place ; l'édition 2014 de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets en Polynésie française a d'ailleurs connu, à nouveau, une importante progression du nombre d'événements labellisés et d'acteurs impliqués.

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET OBJECTIFS*Objectifs :*

- **Valider les équipements-pilotes nécessaires à la politique de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés**
- **Valoriser les opérations soutenues et diffuser les bonnes pratiques**
- **Soutenir le développement d'économies circulaires et réduire l'impact des déchets industriels sur l'environnement et sur les installations de traitement de la collectivité**
- **Sensibiliser largement à la problématique des déchets et aux éco-gestes associés**
- **Contribuer à la fermeture et à la réhabilitation des décharges non contrôlées**

Descriptif des actions :

- 1. Validation sur ouvrages de référence des éléments de la politique sectorielle de gestion des déchets ménagers et assimilés**
 - Etude de viabilité, accompagnement de la définition, suivi et évaluation des équipements retenus au titre de la politique sectorielle de gestion des déchets (notamment des projets-pilotes dans les archipels)
 - Accompagnement des phases amont du projet :
 - Promotion de la prévention et de la réduction des déchets
 - Promotion de l'économie circulaire sur le territoire envisagé
 - Valorisation et diffusion des bonnes pratiques issues du bilan des appels à projet Economie circulaire, des démarches d'optimisation de collectes et de l'évaluation du fonctionnement des ouvrages de référence
- 2. Conseil, information et aide à la réalisation à destination des entreprises**
 - Valorisation et diffusion des bonnes pratiques issues du bilan des appels à projet Economie circulaire
 - Diffusion du guide « déchets » regroupant un annuaire des professionnels, des filières et de leurs réglementations
 - Soutien à l'activité des relais de conseil « Développement Durable » pour les professionnels
 - Organisation d'opérations groupées et d'actions mutualisées, ciblant des secteurs définis en lien avec la CCISM :
 - Déploiement de labels environnementaux pour les professionnels
 - Diagnostics déchets
 - Conseil en entreprise sur la réduction de la production et de la toxicité des déchets
 - Intégration de la problématique des déchets industriels banals dans la stratégie des collectivités (ouverture des déchèteries aux professionnels, redevance spéciale, ...)

3. Sensibilisation à la réduction et la prévention de la production des déchets à la source et aux consignes de tri

- Soutien à la mise en œuvre de programmes de communication, d'information et de sensibilisation du grand public, des professionnels, du jeune public, des scolaires, ...
- Organisation partenariale de séances de sensibilisation à destination des scolaires, des collectivités, ...

4. Réhabilitation des dépotoirs communaux

- Consolidation du recensement et de la classification des dépotoirs communaux non contrôlés
- Evaluation des risques liés pour les milieux

MODALITES D'INTERVENTION

Voir annexe titre1 notamment,

- Opérations d'intérêt général
- Aide à la réalisation (diagnostics, études de faisabilité, conseils, investissement...).
- Soutien aux actions de communication et de formation
- Soutien au développement de relais de conseils et aux missions d'animation sur les territoires

BENEFICIAIRES :

- les entreprises, les porteurs de projets
- les administrations
- les organismes publics
- les collectivités locales
- les prestataires (marché sous maîtrise d'ouvrage de l'un ou l'autre des partenaires)

Annexe titre 4 : Annexe relative à la comitologie

Comité de gestion

La présidence du comité est assurée par la Polynésie française et le secrétariat par l'ADEME. L'ordre du jour est arrêté sur proposition de l'ADEME par le secrétaire du comité.

Le comité de gestion se réunit au moins deux fois par an.

Le comité de gestion assure le suivi du programme conjoint, définit les priorités et les réorientations le cas échéant ainsi que toute communication nécessaire à la mise en œuvre des actions et procède aux arbitrages éventuels concernant les dossiers qui poseraient problème.

Préalablement à la réunion du comité de gestion, l'ADEME recueille l'avis de ses instances (Commission nationale des aides, Conseil d'administration), selon les règles arrêtées par son Conseil d'administration.

Les dossiers relevant d'un financement exclusif de l'ADEME ou de la Polynésie française feront l'objet d'une présentation documentée en comité de gestion.

Le comité de gestion se prononce conformément aux règles relatives au cumul des aides publiques dans le cadre des réglementations européenne et nationale. Le Comité de Gestion veille en outre à la publicité et au respect des critères et systèmes d'aide applicables à chaque partenaire, tels que définis notamment par le Conseil d'Administration de l'ADEME. Il s'assure de la communication à mettre en œuvre pour les actions aidées dans le cadre du présent programme.

Les partenaires de la présente convention pluriannuelle se tiendront périodiquement informés de l'état d'engagement et d'avancement des opérations aidées dans le cadre de cette convention et de ses avenants.

A l'issue de chaque année, le comité de gestion propose une actualisation du plan d'actions pour l'année suivante (qui pourra constituer les éléments techniques et financiers de l'avenant à la convention pluriannuelle), et il établit l'arrêté des comptes de l'année écoulée.

Comité technique de programmation de la présente convention

Un comité technique peut être organisé préalablement à chacun des comités de gestion.

Il réunit les services chargés au sein de la Polynésie française de la gestion des programmes concernés, et les ingénieurs et chargés de mission de l'ADEME.

DELIBERATION n° 2016-29 APF du 24 mars 2016 portant approbation du projet de convention d'exécution relatif aux modalités de concours du bureau de recherches géologiques et minières en appui au programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines en Polynésie française.

NOR : ENV1501653DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3164 PR du 1er juin 2015 adressée à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la lettre n° HC 1268 DIE/BPT/sd du 7 juillet 2015 portant avis favorable du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 128 CM du 11 février 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 763-2016 APF/SG du 18 mars 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 35-2016 du 18 mars 2016 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

Dans sa séance du 24 mars 2016,

Adopte :

Article 1er. — Le projet de convention d'exécution relatif aux modalités de concours du bureau de recherches géologiques et minières en appui au programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines en Polynésie française est approuvé.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire de séance,
Armelle MERCERON.

Le président,
Marcel TUIHANI.

CONVENTION N°

/ MCE du

Relative aux modalités de concours du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) en appui au programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines en Polynésie française

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212/PR du 25 mars 2015, relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;

Vu la convention portant accord de coopération entre la Polynésie française et le BRGM référencé 4331/PR du 30/07/2013 ;

Vu le contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008, modifié ;

• Vu la convention d'exécution n° 178-03 du 21 juillet 2008 relative au volet « environnement », modifiée ;

Vu la convention d'application n° 0055-14 en date du 28/03/2014 ;

Vu la lettre d'intention de financement du BRGM en date du 04 novembre 2013 ;

Vu l'avis favorable du Haut-commissariat référencé n° 1268 en date du 07 juillet 2015 ;

Vu le courrier du Président n° 860/PR en date du 11 février 2016 au Président de l'Assemblée de la Polynésie française.

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la direction de l'environnement, représentée par le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, Monsieur Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU, ci-après désigné « Pays »,

d'une part,

ET :

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), Etablissement Public de recherche et d'expertise, dont le siège est Tour Mirabeau, 39-43 quai André Citroën, 75739 PARIS Cedex 15 représenté par son Président, Monsieur Vincent LAFLECHE, ci-après désigné « BRGM ».

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Avec ses 118 îles répartis sur une zone maritime de plus de 5 millions de km², la Polynésie française dispose d'un vaste territoire océanique, grand comme l'Europe et présente une diversité géologique à travers ses 5 archipels. L'accès à la ressource en eau et sa gestion sont des préoccupations omniprésentes pour la Polynésie française.

L'eau douce est une ressource rare, essentielle au développement durable des territoires et très vulnérable, car soumise aux pressions anthropiques et naturelles. Ainsi, elle est la première ressource affectée par l'impact du changement climatique (par exemple : longues périodes de sécheresse, élévation du niveau de la mer, etc). En milieu insulaire, sa vulnérabilité est particulièrement accrue par la proximité des sources de pression (zones d'habitations ou foyer de pollution) et l'exposition aux impacts du changement climatiques.

En Polynésie française, les besoins en eau sont couverts par l'exploitation des eaux superficielles, eaux de pluie et les ressources en eaux souterraines. L'exploitation de la ressource souterraine pour la production d'eau destinée à la consommation humaine a doublé depuis 1996.

La demande en eau au sein du Pays est sans cesse croissante pour répondre aux besoins du développement des activités économiques (ex : le tourisme, secteur très consommateur d'eau) et aux besoins de la population.

Par ailleurs, le Code Général des collectivités territoriales, en son article L 2573-27, prévoit que les communes devront assurer un service de la distribution d'eau potable au 31 décembre 2015. Dans cette perspective, le Pays et l'Etat financent plusieurs programmes d'études ou d'équipements de communes pour améliorer les capacités de production d'eau, le renouvellement de leurs ouvrages ou le renforcement des équipements communaux.

Les impacts du changement climatique sur cette ressource étant méconnus en Polynésie française, il convient d'instaurer une gestion raisonnée de la ressource en eau souterraine afin d'en garantir la pérennité et la durabilité pour le développement du Pays.

Dans ce contexte et dans le cadre de sa compétence de gestion des ressources naturelles, le Pays souhaite se doter de données de suivi, de connaissances, d'outils et méthodologies permettant d'exercer une exploitation raisonnée de la ressource en eau souterraine sur l'ensemble de son territoire. Dans ce cadre, un programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines du Pays a été conçu. Il comporte notamment l'exploitation des données existantes, l'acquisition de nouvelles données, la mise en place de nouveaux outils de gestion de la ressource, l'élaboration de guides méthodologiques, une contribution réglementaire et de formations à destination des agents intervenants directement sur cette ressource.

Ce programme contribuera à l'amélioration de la gestion territoriale et locale de la ressource en eau souterraine, dans le respect des capacités de production et de sa qualité. Il contribuera par ailleurs, à l'élaboration de la politique sectorielle de l'eau du Pays et constituera ainsi un outil d'aide à la décision des porteurs de projets et des bailleurs de fonds.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**Article 1er. - Objet'**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution, selon lesquelles le BRGM et la Polynésie française apportent leur concours technique et financier à la réalisation du programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines de la Polynésie française, défini dans la convention d'application n° 0055-14 signée entre l'Etat, la Polynésie française et le BRGM, avec laquelle le présent contrat forme un tout indissociable.

Article 2. - Missions du BRGM

Le BRGM a pour mission de réaliser le programme défini à l'article 3 de la présente convention.

A cet effet, le BRGM dispose des études, résultats, colloques et tables rondes déjà réalisés, soit à son initiative, soit à celle de la Polynésie française.

Le BRGM assure le suivi permanent des études et la réalisation du programme, dans le respect de l'enveloppe financière convenue et des crédits inscrits en loi de finances et au budget du Pays.

Les modalités pratiques des interventions du BRGM (nombre et durée des missions, intervenants...) sont exposées en annexe 1.

Pendant la durée du programme, le BRGM et la Polynésie française s'engagent à établir mutuellement des échanges réguliers.

Pour l'exécution de sa mission et le suivi de la mise en œuvre de la présente convention, la Direction de l'Environnement sera l'interlocuteur du BRGM. Le BRGM pourra par ailleurs avoir des échanges avec d'autres entités du Pays, pour le bon déroulement de sa mission.

En outre, dans le cadre de sa mission, le BRGM s'engage à respecter l'ensemble des codes, conventions, lois et règlements applicables en Polynésie française.

Article 3. - Contenu du programme

Le programme vise à réaliser un ensemble d'actions relatif à la connaissance, la protection et la gestion des eaux souterraines de la Polynésie française.

Le programme comporte 4 actions suivantes :

- 1.- Elaborer la typologie des aquifères polynésiens,
- 2.- Elaborer et mettre en œuvre des outils de gestion de la ressource en eaux souterraines sur l'île de Tahiti,
- 3.- Apporter une assistance technique et un appui méthodologique, en vue de la planification de la gestion des ressources en eaux souterraines et de l'élaboration d'un plan d'action utilisable au niveau communal pour une gestion locale de la ressource,
- 4.- Connaître localement la ressource pour une exploitation et une gestion optimale par la réalisation d'études hydrogéologiques détaillées d'une île haute, d'une île mixte, d'un atoll et de deux bassins versants de l'île de Tahiti.

Un encadrement par le BRGM de ces actions sera mis en place.

Le programme technique est détaillé en annexe 1 de la convention.

Article 4. - Montant du programme

Le montant global du programme s'élève à deux cent cinquante quatre millions cent soixante seize mille six cent onze francs hors taxes (254 176 611 FCFP HT) soit deux cent quatre vingt sept millions deux cent dix neuf mille cinq cent soixante dix francs toutes taxes comprises (287 219 570 FCFP TTC), selon la répartition présentée dans le tableau suivant.

		Montant (€ HT)	Montant (XFP HT)
Action 1	Typologie des aquifères polynésiens	240 725	28 726 134
Action 2	Elaboration d'outils de gestion de la ressource en eau souterraine sur l'île de Tahiti (SIGES)	304 610	36 349 642
Action 3	Assistance technique pour une gestion intégrée et durable de la ressource en eau souterraine	426 730	50 922 434
Action 4	Etude hydrogéologique détaillée d'une île haute, d'une île mixte, d'un atoll et de deux bassins versants de Tahiti	851 215	101 576 969
Encadrement des actions + VSC		306 720	36 601 432
Total HT		2 130 000	254 176 611
TVA (13%)		276 900	33 042 959
Total TTC		2 406 900	287 219 570

Cette répartition prévisionnelle entre les différentes actions est susceptible de varier dans des proportions limitées à + ou - 20 % sur décision du comité de suivi mentionné à l'article 7. Il est entendu que les éventuelles variations n'affecteront pas le montant global de la convention, ni la répartition du financement entre les parties. Si le comité de suivi décide de dépasser les 20%, le budget sera corrigé par voie d'avenant à la présente convention.

Article 5. - Plan de financement

La Polynésie française contribue à l'exécution du programme à hauteur de 80 % du montant total soit deux cent trois millions trois cent quarante et un mille deux cent quatre vingt neuf francs hors taxes (203 341 289 F CFP HT).

La TVA applicable au coût total du programme, au taux actuel de 13%, est à la charge de la Polynésie française à hauteur de 33 042 959 F CFP.

En cas de changement du taux de la TVA applicable, le nouveau taux sera appliqué dès la première échéance de facturation suivant la date du changement de taux.

Le montant global de la présente convention, pour la Polynésie française, s'élève à deux cent trente six millions trois cent quatre vingt quatre mille deux cent quarante huit francs toutes taxes comprises (236 384 248 F CFP TTC).

Le BRGM contribue à l'exécution du programme à hauteur de 20% du montant total soit cinquante millions huit cent trente cinq mille trois cent vingt deux francs hors taxes (50 835 322 F CFP HT). Le BRGM intègre ce programme dans ses programmes annuels. Le financement de la part du BRGM est prévu sur sa Subvention pour Charge de Service Public (SCSP, P172 de la LOLF) attribuée par le Ministère chargé de la Recherche.

Article 6. - Durée du contrat et modification

La présente convention est établie pour une période de trois (3) ans et prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle prendra fin dès l'acceptation de l'achèvement de la mission du BRGM par le Pays dans les conditions fixées à l'article 19 de la présente convention.

Toute suspension de l'opération fera l'objet d'un ordre de service du directeur de l'environnement.

Le BRGM s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser les missions définies à l'article 2 dans un délai de trente-six mois à compter de la date de signature par la dernière partie.

Article 7. - Comité de suivi

Il est institué un comité de suivi du programme d'actions.

Le comité de suivi est composé du Ministre en charge de l'Environnement, du Directeur de l'Environnement et du chef de projet du BRGM ou leur représentant, appuyé autant que de besoin par des membres de l'équipe de projet.

Il est présidé par le Ministre en charge de l'Environnement ou son représentant en cas d'absence.

Seront associées, à titre consultatif, toutes personnes qualifiées jugées nécessaires par le comité.

Ce comité sera chargé de :

- Valider les actions détaillées et devis correspondants qui seront réalisés dans le cadre de l'action 3 du programme d'actions,
- Superviser l'avancement des actions du programme,
- S'assurer que les livrables sont conformes au cahier des charges des actions prévues à l'article 6 et respectueux des procédures qualité en vigueur au BRGM,
- Evaluer les actions aux moyens d'indicateurs proposés par le BRGM et validés par le comité de suivi.

Le comité de suivi peut également décider de modifier la répartition des budgets entre les différentes actions, dans la mesure où cela n'entraîne pas une variation de budget de plus de 20%, le budget global demeurant inchangé de même que la répartition du financement entre les parties.

Le BRGM assure le secrétariat du comité de suivi, en partenariat avec la Direction de l'Environnement. L'organisation logistique et matérielle reste à la charge de la Direction de l'Environnement. Le BRGM participe notamment à la préparation de l'ordre du jour des réunions (en collaboration avec la Direction de l'Environnement) et rédige les procès verbaux comprenant un compte rendu et, le cas échéant, un relevé de décisions dans la semaine suivant les dites réunions. Les procès verbaux seront approuvés lors de la réunion suivante du comité de suivi.

Le comité de suivi se réunira, sur convocation de son président, au rythme minimal d'une réunion par semestre.

Article 8. - Modalités de passation des marchés

Pour l'exécution de ses missions, le BRGM doit traiter dans des conditions de nature à préserver au maximum les intérêts financiers du Pays et à favoriser l'emploi local.

Dans le cas où des interventions feraient l'objet d'une passation de marché, elles seront soumises aux principes de publicité et de mise en concurrence prévus par le code des marchés publics de toute nature applicable en Polynésie française.

Le dépouillement et l'évaluation des offres ainsi que l'attribution du marché seront effectués par une commission composée du directeur de l'Environnement et du chef de projet du BRGM ou leurs représentants. A l'issue des décisions de cette commission, le BRGM sera habilité à passer des marchés qui seront communiqués au Pays.

Le BRGM s'assure de la disponibilité des fonds et du respect des montants alloués à chaque action préalablement à la signature de tout engagement financier.

Article 9. - Respect du programme

Le BRGM fera toute diligence pour respecter le programme et les enveloppes financières prévisionnelles.

Il ne saurait prendre sans l'accord du comité de suivi aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou des enveloppes financières prévisionnelles, et doit informer le Pays des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celui-ci prendrait.

Cependant, le BRGM doit proposer, au cours de sa mission, toutes modifications ou solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou opportunes (soit techniquement, soit financièrement), notamment en cas de manque de disponibilité de fonds des parties ou de modification des conditions économiques ou fiscales.

Article 10. - Modalités de paiement

Un acompte de 7 % du montant global hors taxes fixé à l'article 4, hors contribution du BRGM, soit 14 233 890 F CFP HT, sera versé à la remise d'un rapport présentant dans le détail les actions prévisionnelles de la première année ainsi que les actions réalisées avant la livraison du rapport (dates et objet des missions, détails de rendus à remettre).

Le démarrage de l'opération sera notifié par ordre de service.

Des appels de fonds, pourront être versés de manière semestrielle. Le montant des appels de fonds résulte d'un état prévisionnel semestriel régulièrement actualisé des dépenses prévues et réalisées pour l'exécution des actions, faisant apparaître la participation financière des parties.

Le BRGM accompagnera tout appel de fonds, d'un état justificatif des dépenses réalisées visé par l'agent comptable du BRGM d'une part et, d'un état prévisionnel réactualisé des dépenses semestrielles à venir d'autre part.

Le pays s'engage à répondre aux appels de fonds émis par le BRGM.

L'appel de fonds et les états seront présentés conformément aux modèles joints en annexe 2.

Le solde de 20% sera versé sur production par le BRGM de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération telle que prévue par le programme d'actions visé en article 2 ci-dessus.

Article 11. - Livrables attendus

La livraison des livrables est effectuée selon le calendrier ci-dessous :

Année d'exécution		Avancement des actions	Livrables attendus
Année 1	1 ^{er} semestre	Démarrage de l'action	Rapport de démarrage du projet présentant le détail des actions prévisionnelles de la première année ainsi que les actions réalisées
	Fin du 2 nd semestre	Fin actions 1 & 2a	Rapport de la fin action 1 (2 rapports) Rapport intermédiaire sur les données (action 2) Rapport d'avancement suivi du programme Rapport d'étape relative à l'Assistance Technique
Année 2	Fin du 1 ^{er} semestre	Fin action 2b	Rapport de la phase « gestion des données données » Document technique du SIGES Rapport d'avancement suivi du programme Rapport d'étape relative à l'Assistance Technique
	Fin du 2 nd semestre	Fin action 4b	Rapport étude hydrogéologique de l'étude du cas de l'atoll Rapport d'avancement suivi programme Rapport d'étape relative à l'Assistance Technique

Année 3	Fin du 1 ^{er} semestre	Fin action 3b (SIGES) Fin actions 4a & 4c	Rapport pour les études hydrogéologiques des cas d'une île haute, d'une île mixte et 2 bassins versants de Tahiti Rapport d'étape relative à l'Assistance Technique et rapport du suivi du programme
	Fin du 2 nd semestre	Fin actions 3 (a&b) fin actions 4	Rapport définitif relatif à l'assistance technique et rapport de suivi du programme Rapport de synthèse du programme incluant un résumé synthétique des résultats du programme

Les actions 1, 2 et 4 se composent de 3 sous-actions référencées a, b et c. L'action 3 se divise en deux sous-actions référencées a et b.

Article 12. - Mode de paiement

Les versements seront effectués par le Pays par virement bancaire à l'ordre du BRGM, sur présentation de factures émises par le BRGM, au compte ouvert à :

Bénéficiaire :	BRGM
Etablissement :	Trésor Public Orléans
Code banque :	10071
Code guichet :	45000
Numéro de compte :	00001000034
Clef :	92
IBAN :	FR7610071450000000100003492

Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Article 13. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget d'investissement :

- Budget de la Polynésie française : 200
- Exercice : 2016, 2017 et 2018
- Chapitre : 913
- Sous-Chapitre : 913-01
- AP : 39-2012
- AE : 404-2012
- Article : 203

Article 14. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font election de domicile à :

Ministère de la promotion des langues;
de la culture, de la communication et de l'environnement
B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI
Polynésie française
Tél : (689) 40 54 87 80, Fax : (689) 40 42 99 03
Email : secretariat@culture.min.gov.pf

Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)

Tour Mirabeau 39-43 quai André CITROËN

75739 Paris cedex 15 - FRANCE

Tél. : 33 (0) 1 40 58 89 00 Fax. : 33 (0) 1 40 58 89 33

www.brgm.pf

Article 15. - Approbation

La direction de l'environnement a deux mois (2) pour approuver les documents remis. Ceux-ci sont considérés comme approuvés soit par notification du directeur de l'environnement qui établit un certificat de service fait, soit tacitement si l'attestation n'est pas émise dans le délai de deux mois après la remise du rapport.

Article 16. - Propriété intellectuelle et utilisation des données et des résultats

Chaque partie reste propriétaire des données acquises antérieurement à la signature de la présente convention.

Les données brutes recueillies, les études réalisées, obtenues ou acquises et les recherches réalisées, obtenues ou acquises dans le cadre de la présente convention, sont la propriété commune des parties.

Le BRGM remet au Pays (Direction de l'Environnement) une copie de toutes les données brutes recueillies, les études réalisées, obtenues ou acquises et les recherches réalisées, obtenues ou acquises dans le cadre de la présente convention, sans exception, sur le support et au format définis par le Pays, au plus tard à l'issue de la présente convention.

Dans le cadre du programme, le BRGM remet au Pays l'ensemble des logiciels, applications informatiques, bases de données et licences utilisés dans le cadre de la présente convention et nécessaires à l'exploitation des données brutes recueillies et des études et recherches réalisées, sachant que leur usage est strictement limité au Pays et qu'il devra être accompagné par une formation adaptée des agents qui les exploiteront. Cette remise sera faite au plus tard à l'issue de la présente convention.

Les résultats, brevetés ou non, issus de la présente convention sont la propriété commune des parties. Celles-ci disposent du droit de les utiliser librement pour satisfaire leurs propres besoins en dehors du domaine de la présente convention.

Les données topographiques et photographiques disponibles à la Direction de l'Environnement seront mises à disposition du BRGM. Ces données mises à disposition dans le cadre de la présente convention restent propriétés exclusives de la Polynésie française, et aucun droit d'usage ultérieur de ces données n'est accordé sous réserve d'autorisation du Pays.

Article 17. - Diffusion des connaissances

a- Principes

Les parties s'engagent à divulguer, auprès du public, les résultats, rapports et documents relevant de l'exécution de la présente convention, selon les modalités de leur choix. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de ses missions de service public, pourra mettre ces rapports et documents à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet.

Toutefois, le BRGM s'engage à ne les diffuser ou rendre publics qu'avec le consentement du Pays, sous réserve de faire état de la participation financière de celui-ci et de faire apparaître les logos du Pays et de l'Etat.

b- Exceptions

La diffusion visée à l'article 16 ci-dessus sera interdite dans les cas suivants :

- si l'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- si une partie a notifié à l'autre partie son intention de restreindre la diffusion d'une information et l'autre partie a accepté de manière expresse cette restriction dans les quinze jours de la notification. Faute de réponse dans les quinze jours, la demande de restriction est considérée comme rejetée.

Article 18. - Responsabilité et assurance

a- Responsabilité

Chaque partie est responsable, tant pendant l'exécution du contrat, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception de tous dommages qu'elle-même, leur personnel, leur matériel, leur sous-traitant, fournisseur et/ou prestataire de service, pourraient causer à l'autre partie et/ou à tout autre tiers.

a.1- Responsabilité délictuelle et ou quasi délictuelle

Le BRGM supportera les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt en vertu des articles 1382 et suivants du code civil concernant tous les dommages causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent contrat.

a.2- Responsabilité professionnelle

Le BRGM supportera les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il peut encourir à raison de fautes professionnelles, erreurs, omissions, négligences, etc., à l'occasion de l'exécution des actions effectuées dans le cadre du présent contrat.

b.- Assurances

b.1. - Responsabilité civile

Le BRGM souscrira toutes assurances nécessaires à la garantie des conséquences pécuniaires découlant des responsabilités indiquées ci-dessus.

b.2. - Dommages aux biens

Le BRGM fera son affaire pour garantir les biens meubles et/ou immeubles si il le juge utile.

Article 19. - Constat d'achèvement de la mission du BRGM

La réception et l'approbation par le Pays du rendu définitif des livrables techniques et des comptes définitifs valent achèvement de la mission du BRGM sur le plan technique et financier et quitus. Un certificat de service fait sera délivré au plus tard deux mois après ce rendu définitif et vaudra achèvement de la mission.

Article 20. - Contrôle comptable et financier

Pour permettre au Pays d'exercer son droit de contrôle comptable, le BRGM doit :

- tenir les comptes du programme d'une façon distincte de sa propre comptabilité,
- adresser au Pays, à l'occasion des demandes d'appels de fond conformément aux modalités de paiement de l'article 10, un compte-rendu financier de l'opération,
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses, les justificatifs des dépenses et le cas échéant des recettes visé par l'agent comptable du BRGM à l'achèvement de l'opération et lors de la demande du solde.

Article 21. - Résiliation avant le terme de la convention

En cas de carence de l'une ou de l'autre des parties, après mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un mois, ou en cas de faute caractérisée de l'une ou de l'autre des parties, la convention pourra être résiliée mais les engagements pris par les parties jusqu'à la date de mise en demeure devront être respectés.

A défaut d'accord, les pénalités alors dues par la partie fautive, fonction du préjudice subi et de l'importance des fautes commises, seront fixées par le juge.

Article 22. - Différends et litiges**a) Différends entre les parties**

Lorsqu'un différend survient entre les parties, il doit faire l'objet d'une tentative de conciliation. Chacune des parties peut demander à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception, de désigner dans un délai de huit (8) jours, un représentant pour la réunion de conciliation.

Ces représentants s'efforcent de résoudre le différend à l'amiable, et ce, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter du jour où ils auront été saisis.

b) Litiges entre les parties

A défaut d'accord obtenu à l'issue de la phase de conciliation, les Tribunaux compétents de Papeete devront être saisis à la diligence de l'une ou l'autre des parties.

Article 23. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une période de trois (3) ans en six (6) exemplaires originaux comprenant deux (2) annexes dont un cahier des charges des actions du programme détaillé et les modèles à utiliser pour les appels de fonds. Elle peut être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de un mois. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à _____, le _____

Le Président du BRGM¹

Fait à _____, le _____

Pour la Polynésie française
Le Ministre
de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement

Vincent LAFLECHE

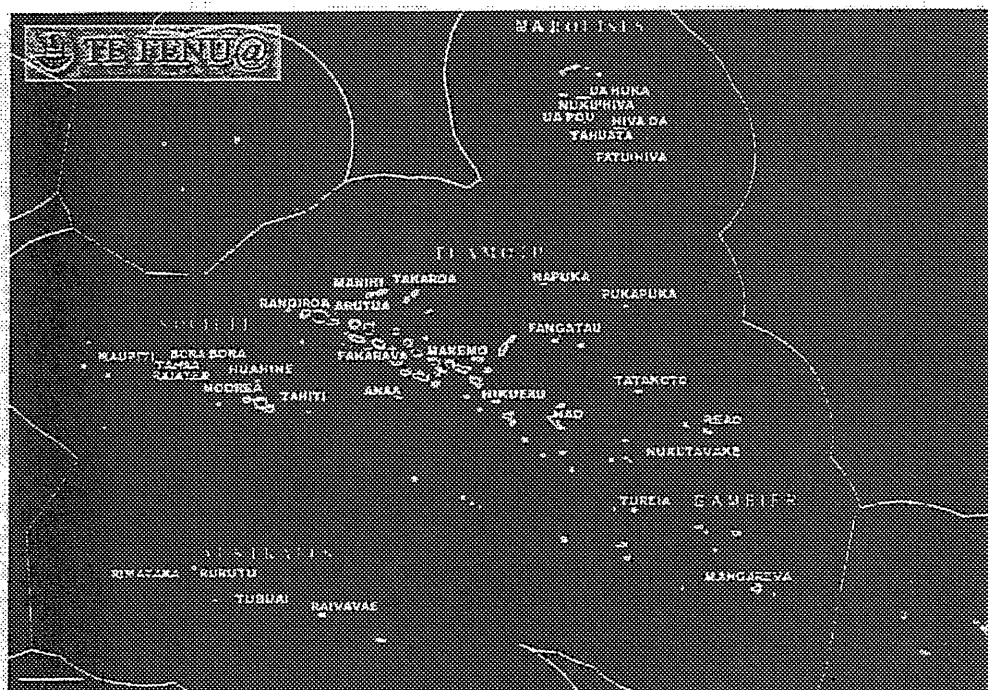
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU

Visa CDE :

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

PROGRAMME D' ACTIONS POUR L'EXPLOITATION ET LA GESTION DES EAUX SOUTERRAINES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Document préparé conjointement par la Polynésie française et le BRGM



Date de la version : 13 Novembre 2013

Résumé

L'eau est le facteur vital de tout développement et de toute vie.

En Polynésie française, la principale ressource en eau exploitée est la ressource en eau souterraine. Particulièrement vulnérable en milieu insulaire, l'expérience locale montre que les pressions exercées en Polynésie française sur cette ressource sont grandissantes, par l'augmentation de son exploitation (lié à l'augmentation des besoins consécutif au développement démographique et économique), son exposition aux pollutions et par les effets du changement climatique (sécheresse et élévation du niveau de la mer). Le croisement de la vulnérabilité et des pressions polluantes présente un risque important d'atteinte à la pérennité de la ressource et donc au développement du pays.

Les dernières études de connaissances de cette ressource sont peu récentes.

Ainsi, dans la perspective de bâtir des conditions de développement durable de la Polynésie française, respectueuses des capacités des ressources, le programme d'actions pour la gestion des eaux souterraines a pour objectif de mieux connaître la ressource en eau souterraine pour la gérer de manière raisonnée.

Ce programme s'articule autour de 4 actions principales :

1. de **synthèse des connaissances** et de **caractérisation de la typologie des aquifères** polynésiens, avec des observations sur terrain de 5 îles au moins,
2. d'élaboration d'outils de gestion de la ressource en eau souterraine sur l'île de Tahiti,
3. d'assistance technique pour une **gestion intégrée et durable** de la ressource en eau souterraine sur l'ensemble de la Polynésie française, incluant le volet de formation et une assistance juridique (qui traitera par exemple de la taxe d'exhaure, de la mise en œuvre de périmètre de protection des forages etc)
4. et de 4 études hydrogéologiques sur 3 îles (une île haute, une île mixte et un atoll) et deux bassins versants de l'île de Tahiti.

1. CONTEXTE

Situation de la ressource en eau en Polynésie

Si les ressources sont suffisantes dans plusieurs îles pour couvrir les besoins à 30 ans, elles restent limitées dans d'autres îles (par exemple Maupiti ou Bora Bora) où les besoins sont amplifiés par le développement du tourisme de luxe. Également des problèmes de quantité commencent à se poser sur quelques forages de Tahiti et des problèmes de qualité de l'eau brute dans les îles des archipels (par exemple Huahine ou Rimatara). Ces ressources sont fragiles, notamment les ressources littorales très vulnérables aux intrusions d'eau salée ; cette vulnérabilité va croître avec l'élévation du niveau de la mer (changement climatique), qui modifiera la position de l'interface eau douce / eau salée dans les nappes littorales. Le changement climatique va également avoir un effet sur les températures et les précipitations qui ont une influence prépondérante sur la recharge des nappes d'eau souterraine et par voie de conséquence sur la ressource renouvelable.

On observe une forte évolution dans l'approvisionnement en eau sur les îles hautes, la part des ressources souterraines prenant le pas sur les ressources de surface, extrêmement variables en débit et en qualité ; le rapport eaux de surface/eaux souterraines est passé de 70/30 à 40/60 en moyenne dans les 10 dernières années à Tahiti. La consommation est variable en fonction des îles et des communes : de l'ordre de 150 l/j/hab ou moins dans les atolls, de 250 à 350 l/j/hab. dans les communes faisant payer l'eau, elle peut atteindre 1500 à 2000 l/j/hab pour les communes rurales de Tahiti, soit 10 fois plus que la consommation moyenne en France métropolitaine. Par ailleurs il y a une absence de connaissance des volumes prélevés pour l'agriculture et l'industrie.

En 10 ans, en moyenne sur l'ensemble de la Polynésie, la qualité des eaux potables s'est légèrement améliorée, le pourcentage de résultats conformes passant de 22% en 1995 à 40% en 2005, soit une augmentation de 50% de ces résultats. Mais, ces chiffres traduisent mal la disparité existant entre les îles puisque seules 6 communes sur 48 distribuent de l'eau potable. La mise en place des périmètres de protection des captages se heurte à d'importants problèmes fonciers. Elle n'est toujours pas réglementée correctement et donc pas assurée. Seules 32 communes sur 48 disposent d'un schéma directeur en eau potable. A fin 2006, 10% de la population polynésienne seulement a donc accès à de l'eau potable conforme à 100% ; 23% bénéficient d'une eau de bonne qualité (plus de 90% de résultats conformes), contre 14% en 1996. 46% de la population dispose d'une eau dont les pourcentages de conformité sont inférieurs à 50%. En 10 ans, 23 000 personnes supplémentaires, soit environ 10% de la population, ont eu accès à l'eau potable (à plus de 90% de conformité).

Les eaux souterraines en Polynésie : un potentiel à gérer

Les connaissances sur l'hydrogéologie en Polynésie sont encore très incomplètes dans la mesure où peu de recherches ont été réalisées. Il n'existe donc pas d'inventaire exhaustif des aquifères de toutes les îles. L'hydrogéologie est par contre fortement conditionnée par la géologie : les îles polynésiennes résultent de l'activité volcanique de la ride du Pacifique Est au droit de « points chauds » où l'activité magmatique est forte. On distingue des îles de morphologies variées en fonction de leur âge :

- les îles hautes, constituées uniquement de matériau volcanique et plutôt jeunes (Tahiti par exemple – entre 0.3 et 1.25 Ma) ;
- les îles mixtes qui présentent un édifice volcanique et un récif barrière délimitant un lagon (Bora Bora par exemple – entre 3.2 et 3.8 Ma) ;
- les îles basses ou atolls, constituées d'un récif barrière enserrant un lagon et correspondant aux îles les plus anciennes (Mururoa par exemple – 10 Ma).

Dans les îles hautes, on distingue les aquifères à porosité de fissure au droit des formations volcaniques et les aquifères à porosité d'interstices liées aux formations d'altération. En règle

générale, les niveaux aquifères les plus intéressants sont les coulées volcaniques à l'intérieur desquelles la fracturation joue un rôle prépondérant pour les eaux souterraines dans la mesure où elle assure une continuité entre les différentes coulées. A Tahiti, l'aquifère basal des formations volcaniques, compte tenu de ses bonnes caractéristiques hydrogéologiques, fait l'objet d'une exploitation par de nombreux forages et quelques sources de forte capacité (ex : source du Bain du Roi d'Arue avec un débit de 1000 m³/h). Dans les autres îles hautes, de dimension plus réduite, la puissance de l'aquifère basal n'est généralement pas comparable à celui de Tahiti et l'exploitation peut être plus délicate avec des débits beaucoup plus faibles (moins de 30 m³/h) et des risques accrus de salinisation. Par ailleurs ces îles ayant une altitude moins élevée que l'île de Tahiti, les précipitations plus faibles induisent une recharge plus limitée des nappes d'eau souterraine.

On rencontre également d'autres nappes d'eau souterraines, beaucoup moins productives, dans des aquifères perchés, constitués par trois types de formations, les alluvions torrentielles, les produits d'altération des formations basaltiques et des coulées basaltiques fissurées. Les aquifères perchés des alluvions torrentielles peuvent être localement productifs mais la forte hétérogénéité des formations rend cette productivité très incertaine ; par ailleurs ces aquifères sont particulièrement vulnérables aux risques de pollution.

Les îles mixtes et les atolls ont une structure géologiques très différentes des îles hautes, et par là-même des ressources en eau souterraine beaucoup plus limitées. Les formations volcaniques des atolls ne sont généralement plus visibles (le cône volcanique est situé sous le niveau de la mer) et la surface des atolls est constituée de matériaux d'origine corallienne. Les eaux souterraines se trouvent dans des petits aquifères volcaniques ou dans les formations coralliennes constituant ce que l'on appelle des lentilles d'eau douce en équilibre hydrostatique au-dessus de l'eau de mer qui constitue ainsi le mur de l'aquifère.

L'exploitation des eaux souterraines en Polynésie est fonction de l'abondance des ressources, de la connaissance hydrogéologique et des besoins. A Tahiti et Moorea, le tiers de la production provient déjà des eaux souterraines et ce ratio va vraisemblablement augmenter dans les années à venir, dans la mesure où la ressource est présente. A l'inverse, les îles de taille plus modeste peuvent avoir du mal à subvenir aux besoins de leurs habitants. La ressource est par ailleurs beaucoup plus sensible aux variations climatiques. On a ainsi observé des problèmes d'alimentation en eau sur les îles de Bora Bora et Maupiti suite à des périodes de sécheresse.

Une meilleure connaissance des ressources et une gestion optimisée sont d'ores et déjà indispensables.

La nécessité d'une gestion globale des ressources en eau souterraine

La ressource en eau souterraine de Polynésie est mal connue, y compris à Tahiti. Cette ressource est très variable d'une île à l'autre, en fonction de sa taille, de sa configuration morphologique, géologique et hydroclimatique. Si l'île de Tahiti semble disposer de ressources importantes, il est indispensable de mieux les caractériser afin de les gérer dans une **optique de développement durable**. Il est en particulier impératif d'établir une typologie des aquifères polynésiens, d'approfondir les connaissances sur le fonctionnement des aquifères, et en particulier la localisation des zones d'infiltration et l'estimation quantitative de la recharge afin d'en apprécier l'aspect quantitatif.

Le deuxième élément important à prendre en compte est la **qualité de l'eau souterraine**. Un intérêt majeur des eaux souterraines par rapport aux eaux de surface est qu'elles sont naturellement mieux protégées des pollutions de surface. Cette protection est néanmoins variable dans l'espace en fonction de la configuration de l'aquifère et des terrains qui sont situés au-dessus. Elle peut être caractérisée sous la forme de **cartes de vulnérabilité**. Le croisement de la vulnérabilité et des pressions polluantes permet d'évaluer le risque de pollution d'une nappe d'eau souterraine. Sur l'île de Tahiti, qui concentre l'essentiel de l'activité industrielle et économique, les aquifères exploités ne semblent pas montrer de problèmes de contamination bactérienne mais il est plus difficile d'établir un diagnostic sur leur qualité physico-chimique car le suivi est incomplet. Par ailleurs, l'inertie des nappes combinée au

stockage dans les horizons profonds du sol et de la zone non-saturé peuvent retarder la manifestation de pollutions présentes au niveau du sol, qu'elles soient ponctuelles ou diffuses. Il est ainsi particulièrement important de prévenir les pollutions diffuses liées aux transferts de nitrates et de pesticides.

Dans les petites îles et les atolls, on observe des problèmes de contamination de l'aquifère par l'eau de mer. Ces problèmes sont accentués par une exploitation trop intensive de la lentille d'eau douce qui provoque l'intrusion d'eau salée dans la lentille.

Les programmes de suivi qui se mettent progressivement en place sont indispensables pour pouvoir évaluer l'état quantitatif et qualitatif de la ressource. Il importe par ailleurs de distinguer :

- la **protection des captages/forages** : les études relatives à la mise en place des périmètres de protection relèvent des exploitants (communes ou usagers privés). Ces études, localisées géographiquement, concernent principalement l'exploitation en question.
- et la **protection de la ressource** : elle concerne les zones d'alimentation et recharge des nappes exploitées. Ces zones ne souffrent pas des limites administratives, elles doivent donc être évoquées de manière plus globale, à l'échelle des bassins d'alimentation des captages ou des bassins versants souterrains. Leur protection est indispensable pour la pérennité de la qualité de la ressource.

Ces recommandations recoupent celles du Conseil Economique, Social et Culturel dans un rapport de 2003 sur les ressources en eau en Polynésie française.

Dans les secteurs où la ressource globale est importante, il est nécessaire d'éviter un accroissement anarchique des forages et prévenir de futurs conflits d'usage entre collectivités, industriels et particuliers. Une planification de la gestion des ressources en eau, actuellement absente, doit ainsi être mise en place.

Cette planification permettra de prendre en compte tous les aspects liés à l'eau :

- Caractérisation et évaluation des ressources en eau souterraine
- Prospection des ressources en eau souterraine
- Adéquation entre besoins et ressources (évaluation des consommations, prévision des besoins futurs)
- Suivi quantitatif et qualitatif de la ressource
- Protection de la ressource
- Protection des captages et forage d'eau
- Protection contre les intrusions d'eau marine pour les aquifères côtiers et les atolls
- Contrôle des activités susceptibles de contaminer la ressource en eau souterraine
- Mode d'occupation du sol favorisant l'infiltration des eaux météoriques
- Alimentation artificielle des nappes par des eaux de surface ou par des eaux résiduaires
- Aspects socio-économiques (prix de l'eau, lutte contre le gaspillage, conflits d'usage, responsabilisation des usagers de l'eau, aides aux collectivités, schémas directeurs d'alimentation en eau potable,...)
- Aspects réglementaires (protection de la ressource en eau souterraine, protection des captages d'alimentation en eau potable, eaux embouteillées, autocontrôle, forages, ...)

Actions de la Polynésie française, par la Direction de l'Équipement et le Groupement d'Études de Gestion du Domaine Public en particulier, DEQ-GEGDP :

La Polynésie française est compétente en terme de gestion du domaine public y incluant l'ensemble des cours d'eau, lacs, **eau souterraines et sources**, sols et sous-sol des eaux souterraines. La direction de l'Équipement est le service territorial chargé de la gestion du domaine public. A ce titre, son département, le GEGDP, dispose d'une base de données des études hydrauliques, hydrologiques et hydrogéologiques faisant apparaître une masse importante d'informations, malheureusement disparates dans de nombreux secteurs (météo, foreurs, exploitants privés) et demeurant à valoriser.

Il convient de **promouvoir leur organisation et leur synthèse** pour offrir aux différents décideurs et services une visibilité de l'état des connaissances (antérieures et en cours d'acquisition) de la ressource en eau souterraine sur l'ensemble du vaste territoire polynésien.

La mise en cohérence de l'ensemble des informations disponibles qui provient de différents acteurs locaux peut être opéré par l'intermédiaire d'un système d'informations géographiques des eaux souterraines SIGES. Au préalable les données feront l'objet d'une vérification, notamment sur le réseau hydrographique tahitien. A partir de ces informations corrigées, il est possible de créer une base de données uniforme intégrant tous types d'informations utiles au GEGDP dans la gestion de l'information hydrologique.

Conformément à la requête du GEGDP, il est prévu d'intégrer au SIGES : les forages, sources et captages ainsi que les périmètres de protection associés, les appareils de mesure hydrologiques du GEGDP, les bassins d'orage, le linéaire de berge aménagée.

2. OBJECTIFS

Sur la base de l'état des lieux précédent et considérant la volonté de la Polynésie d'intégrer les eaux souterraines dans sa politique sectorielle de l'eau en vue du développement durable du Pays, le programme de connaissance, de protection et de gestion des eaux souterraines a été défini autour de 4 actions :

1. de **synthèse des connaissances** et de **caractérisation de la typologie** des aquifères polynésiens, avec des observations sur terrain de 5 îles,
2. d'**élaboration d'outils de gestion de la ressource en eau souterraine** sur l'île de Tahiti,
3. d'assistance technique pour une **gestion intégrée et durable de la ressource en eau souterraine** sur l'ensemble de la Polynésie française, incluant le volet de formation et une assistance juridique (qui traitera par exemple de la taxe d'exhaure, de la mise en œuvre de périmètre de protection des forages etc)
4. et de 4 études hydrogéologiques sur 3 îles (une île haute, une île mixte et un atoll) et deux bassins versants de l'île de Tahiti.

Ce programme comprend la connaissance de la ressource en eau, sa gestion et les aspects réglementaires. En effet ces trois domaines sont liés : sans connaissance, il est impossible d'identifier et les anticiper les problèmes, et sans outil réglementaire adapté, il est difficile de mettre en place des politiques de gestion intégrée de la ressource en eau souterraine.

Dans ce cadre :

L'action 1 vise à réaliser un inventaire des données et des connaissances relatives aux principales îles polynésiennes ainsi qu'une synthèse bibliographique sur l'hydrogéologie des milieux volcaniques du même type que la Polynésie (Hawaii, Mayotte, Réunion, Corée, ..). Cette action a pour objectif de fournir les éléments de base pour les études hydrogéologiques détaillées prévues dans l'action 4 et de donner les orientations techniques

L'action 2 vise à créer un système d'information et de gestion des eaux souterraine pour l'île de Tahiti. Ce système permettra de fédérer les données existantes et celles acquises dans le cadre du programme d'action. Il permettra également à tous les gestionnaires de l'eau de disposer d'un référentiel et d'un outil communs, condition indispensable à une gestion rationnelle de la ressource en eau. Le système intégrera les données obtenues dans le cadre de l'action qui s'est achevée en septembre 2012 avec le GEGDP (convention n° 5317/MAE entre le GEGDP et le BRGM).

L'action 3 regroupe des « actions à la carte » qui porteront sur une assistance technique (réalisation de guides méthodologiques, outils, réglementation, expertises à la demande) aux différents services en charge de la gestion de l'eau pour leur permettre de développer une logique de gestion intégrée et à long terme de la ressource. Pour cela, un important volet de formation des acteurs de la gestion de la ressource en eau souterraine : les agents du

Pays, des communes, syndicat ou groupement de communes, notamment les communes urbanisées et celles des archipels qui exploitent préférentiellement la ressource en eau souterraine, est prévu. L'objectif, à terme du programme tri-annuel, sera **d'améliorer l'expertise locale** en terme d'exploitation et de gestion des ressources en eau souterraine, la prospection, l'exploitation des équipements de forages et captages, l'exploitation des données recueillies et leur analyse. Ces volets de formation concerneront les cadres et les techniciens des services techniques du Pays (DEQ-GEGDP, DIREN, CHSP, SAU, etc), du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie Française SPC-PF, des communes urbanisées, des communes des archipels exploitant les ressources en eau souterraine et les groupements de communes ou syndicats de communes. L'ouverture de cette formation pourra être envisagée à d'autres acteurs.

L'action 3 portera également sur la **réalisation d'outils d'accompagnements** tels que des guides méthodologiques techniques (exploitation par exemple) ou des interventions d'expertises réglementaires (protection des ressources, protection des forages/captages, réflexion sur la taxe d'exhaure, etc) ou technique (diagnostic, analyse tierce d'étude, etc).

L'action 4 vise à étudier de manière détaillée des îles aux contextes hydrogéologiques différents : une île haute différente de Tahiti (ex : Moorea), une île mixte (ex : Maupiti ou Bora Bora) et un atoll, ainsi que deux bassins versants de Tahiti. La complexité des hydrosystèmes volcaniques requiert une approche pluridisciplinaire de « haute résolution » pour la compréhension de leur structure et de leur fonctionnement, afin de mettre en évidence leurs ressources en eau et assurer leur gestion et leur protection. Les indices obtenus au moyen d'une seule discipline (géologie ou hydrochimie par exemple) ne peuvent être déterminants ; seule la convergence d'un faisceau d'indices concordants permet de conclure. Dans cette perspective, la mise en oeuvre combinée des différentes disciplines des géosciences est indispensable : géologie du volcanisme, géophysique, hydrogéologie de terrain (contexte d'émergence des sources, relations nappes-cours d'eau), hydrodynamique (piézométrie, interprétation des pompages d'essai, traitement du signal haute fréquence), hydrochimie (majeurs, traces, isotopes). Ces études, impliquant des investigations de terrain, ont pour objectif de mieux connaître la ressource en eau et d'obtenir les éléments nécessaires qui permettront d'orienter plus efficacement les programmes d'exploitation de cette ressource. Elles pourront en outre bénéficier, le cas échéant, des résultats du programme de géophysique aéroportée proposé par ailleurs par le BRGM. Elles permettront aussi d'évaluer quelles sont les approches les plus pertinentes pour appréhender l'hydrogéologie de l'ensemble de la Polynésie, et pour optimiser l'exploitation de la ressource et assurer une gestion durable dans les différentes îles.

3. PROGRAMME D'ACTIONS DETAILLE

Action 1 – Synthèse des connaissances relatives aux aquifères des principales îles polynésiennes et typologie de ces aquifères

Cette action débutera la première année et durera 1 an. Le fonctionnement des aquifères volcaniques est peu connu et globalement peu étudié. Les publications scientifiques sont rares et souvent spécifiques à un ensemble volcanique donné. Deux modèles conceptuels ont été définis pour caractériser leur fonctionnement (cf. Figure 1) : le modèle Canarien pour les Canaries, l'île Maurice et la Réunion, et le modèle Hawaïen pour Hawaï, les Açores, Madère, les Comores et les Galapagos. La Réunion avait d'abord été considérée comme ayant un fonctionnement de type Hawaïen mais de nouvelles données semblent montrer que son fonctionnement serait plutôt de type Canarien. De même, le modèle Hawaïen ne semble pas s'appliquer à toutes les îles Hawaïennes (cf. Figure 2). La Martinique et l'île de Basse-Terre en Guadeloupe d'une part, ainsi que Mayotte d'autre part, ne semblent pas non plus avoir un fonctionnement hydrogéologique correspondant aux deux modèles conventionnels cités ci-dessus. Il n'est pas à exclure qu'un nouveau modèle soit proposé (adaptation des modèles conceptuels) suite aux investigations réalisées dans le cadre de ce programme.

La caractérisation du fonctionnement hydrogéologique d'une île volcanique est donc une étape délicate et nécessite une étude détaillée et approfondie de son contexte géologique, climatique et hydrogéologique permettant de définir un ou des modèles conceptuels adaptés. Grâce à ces modèles, la typologie des aquifères rencontrés pourra être établie, afin d'orienter les futures prospections et de définir des outils de gestion adaptés de la ressource en eau.

Bien que les connaissances sur l'hydrogéologie en Polynésie soient encore très incomplètes, l'objectif de cette action sera d'établir un premier inventaire des types d'aquifères présents sur le territoire polynésien. La zone d'étude couvrira les îles principales¹ des Marquises, des Tuamotu-Gambier, de la Société et australes.

Cette action se déroule en 3 étapes :

a) Synthèse bibliographique des milieux volcaniques insulaires

Une étude bibliographique détaillée sera réalisée afin de synthétiser les connaissances et concepts sur l'hydrogéologie des milieux volcaniques du même type que la Polynésie (Hawaii, Mayotte, Galapagos, Réunion, Corée, ..). Elle permettra de faire la synthèse des approches mises en œuvre pour la prospection hydrogéologique des aquifères volcaniques.

b) Inventaire des données existantes (hors Tahiti) et synthèse des connaissances des îles Polynésiennes

Cet inventaire concernera un **inventaire des sources** (enquête auprès des communes), **inventaire des forages et des données de débits** des principaux cours d'eau. En l'absence de données hydrogéologiques, cet inventaire sera réalisé à partir de données morphologiques, géologiques et climatologiques. Il sera complété par des observations *in-situ* sur des îles qui seront sélectionnées par le comité de suivi de l'étude selon des critères d'enjeux de développement, de pression anthropique notamment.

Ce travail a été réalisé (entre septembre 2011 et octobre 2012) pour Tahiti dans le cadre de l'action commandée par le GEGDP. Il sera complété pour le travail de terrain qui sera réalisé sur les îles sélectionnées par le comité de suivi (représentativité, superficie, problématique d'alimentation en eau...).

Les lacunes à combler pour une meilleure compréhension du fonctionnement hydrogéologique de chaque île seront identifiées et indiquées autant que de besoin.

c) Typologie des aquifères des principales îles polynésiennes

L'objectif de cette tâche sera de proposer une typologie des aquifères des principales îles polynésiennes sur la base de critères définis d'après l'étude des modèles conceptuels des îles volcaniques existant en bibliographie. Cette typologie se basera notamment sur les données topographiques, morphologiques et hydrologiques, complétées par les données hydrogéologiques disponibles.

¹ L'étude s'intéressera exclusivement aux 76 îles habitées de la Polynésie française.

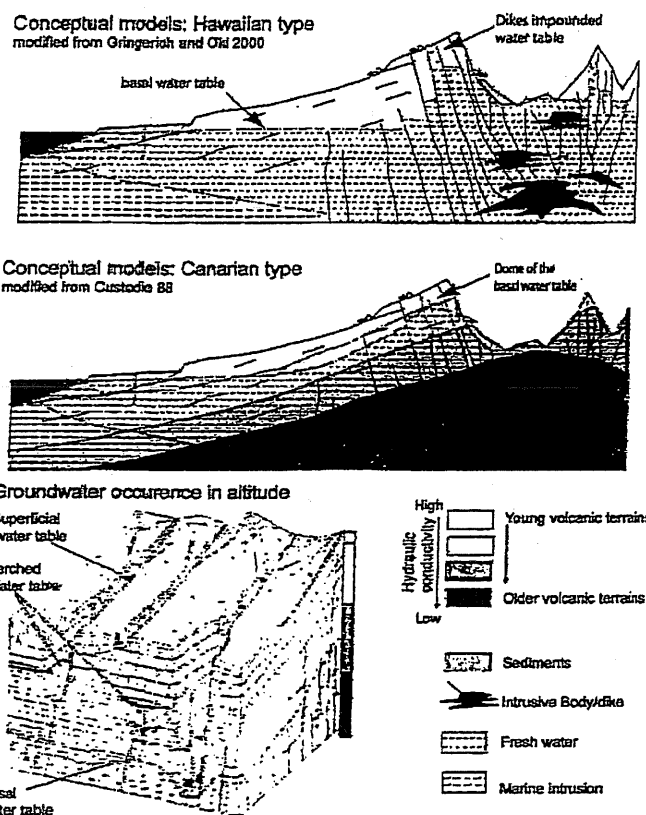


Figure 1 : Modèles conceptuels conventionnels : les modèles Hawaïen et Canarien, d'après Join et al, 2005².

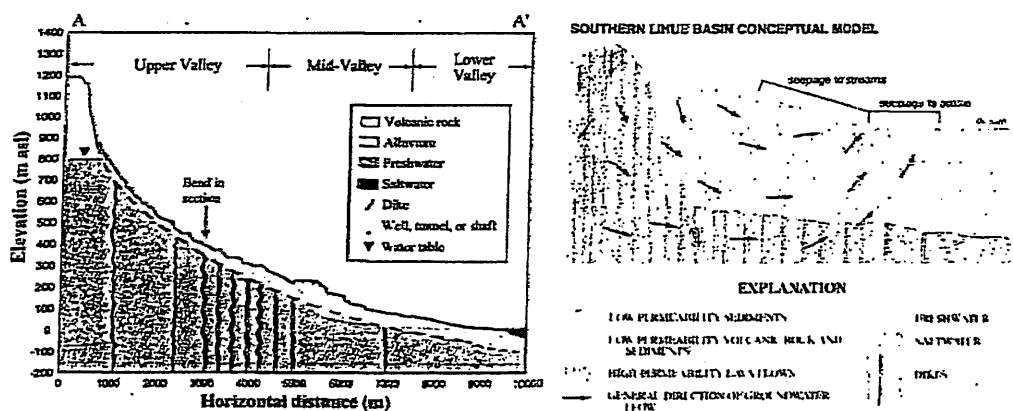


Figure 2 : A gauche, modèle conceptuel de la vallée de Makaha (Hawaï), d'après Mait et Fares, 2011³
A droite modèle conceptuel du bassin de Lihue (Sud Kauai) d'après Isuka et Gingerich⁴

² Join, J.-L., Folio, J.-L., Robineau, B., 2005. Aquifers and groundwater within active shield volcanoes. Evolution of conceptual models in the Piton de la Fournaise volcano. Journal of Volcanology and Geothermal Research 147 (1-2), 187-201.

³ Mair A. et Fares A. (2001) Time series analysis of daily rainfall and streamflow in a volcanic dike-intruded aquifer system, O'ahu, Hawai'i, USA. Hydrogeol. J., 19: 929-944.

⁴ Isuka S.K., Gingerich S.B. (2003) - A thick lens of fresh groundwater in the southern Lihue Basin, Kauai, Hawaii, USA. Hydrogeol. J., 11, p. 240-248.

Un exemple de typologie qui pourrait être utilisé est le suivant :

- aquifère basal des formations basaltiques des îles hautes de grandes dimensions
- aquifère basal des formations basaltiques des îles hautes de petites dimensions
- aquifère perché des alluvions torrentielles
- aquifère perché des produits d'altération des formations basaltiques
- aquifère perché au sein des coulées basaltiques fissurées
- aquifère des alluvions littorales mixtes
- aquifère périalluvial
- aquifère des graves et sables coralliens des atolls

Cette typologie sera adaptée et modifiée autant que de besoin, en fonction des résultats des tâches précédentes. Le BRGM s'appuiera notamment sur les résultats des récents travaux qu'il a réalisés dans des contextes volcaniques insulaires, notamment à la Réunion^{5,6,7,8}, sur l'île de Basse Terre en Guadeloupe⁹, en Martinique^{10,11,12} ou à Mayotte^{13,14}. L'ensemble de ces rapports est disponible en téléchargement sur le site www.brgm.fr.

La caractérisation de la typologie des aquifères exploités permet de prévoir les caractéristiques de la future exploitation de l'eau souterraine (caractéristiques de la prospection, les débits hypothétiques, etc).

Action 2 - Elaboration d'outils de gestion des nappes d'eau souterraines sur l'île de Tahiti

Cette action débutera au second semestre de la première année du programme d'actions et durera 2 ans.

L'île de Tahiti est celle pour laquelle on dispose du plus grand nombre d'informations liées à la ressource souterraine. Les données collectées sur Tahiti par le BRGM pour le compte du GEGDP (2011-2012) seront intégrées dans l'outil qui sera développé dans le cadre de cette action.

Cette action a pour objectif d'intégrer ces données dans un système d'information et de gestion des eaux souterraines commun à tous les services de la Polynésie.

Ce système sera évolutif et aura vocation à devenir pérenne.

Dans la mesure où une gestion opérationnelle de l'eau implique à la fois une approche technique et une approche réglementaire, cette action fera également le point sur les outils réglementaires et de gouvernance de l'eau en Polynésie et dans des pays de contexte similaire.

⁵ STOLLSTEINER P., AUNAY B., DE LA TORRE Y., DELPONT G. (2008) Etude hydrogéomorphologique de la Rivière du Mât et propositions de solutions de gestion. Vol. 1/5 : Inventaire bibliographique. Vol. 2/5 : Evolution géomorphologique. Vol. 3/5 Analyse pluviométrique et hydrologique. Vol. 4/5 Estimation du transport solide. Rapport BRGM/RP-56364-FR.

⁶ AUNAY B., LACHASSAGNE P., STOLLSTEINER P. (2009) Identification des modalités d'exploitation des ressources en eaux souterraines du domaine d'altitude de l'Est de La Réunion - Phase 2. Rapport final. Rapport BRGM/RP-57185-FR.

⁷ GIRARD J.F., MIEHE J.M., COPPO N., AUNAY B. (2008) Méthodologie d'imagerie électrique haute résolution des aquifères côtiers en milieu volcanique à la Réunion. Rapport final. Rapport BRGM/RP-56612-FR.

⁸ AUNAY B., GENEVIER M., LADOUCHE B., MARECHAL J.C. (2010) Analyse fonctionnelle par traitement du signal et approche géochimique des aquifères du nord de la Réunion. BRGM/RP-57955-FR.

⁹ Dumon A., Vittecoq B., Allier D., Mougin B., Ladouche B. (2009) - Contribution à l'évaluation de la ressource en eau souterraine de la Basse-Terre - Guadeloupe. BRGM/RP-56821-FR.

¹⁰ VITTECOQ B., LACHASSAGNE P., TRAINÉAU H. (2008) Hydrogéologie du flanc est de la Montagne Pelée. BRGM/RP-55938-FR.

¹¹ VITTECOQ B., LACHASSAGNE P., LANINI S., LADOUCHE B., MARECHAL J.C., PETIT V. (2007) Elaboration d'un système d'information sur les eaux souterraines de la Martinique : Identification et caractérisations quantitatives. Rapport BRGM/RP-55099-FR.

¹² Allier D., Vittecoq B., Mardel V. (2008) - Evaluation de la vulnérabilité intrinsèque des eaux souterraines de la Martinique. Rapport final. BRGM/RP-56283-FR.

¹³ GUILBERT M., AUNAY B., LACHASSAGNE P., MALARD A., MATHIEU F. (2008) Synthèse hydrogéologique du Nord-Est de Mayotte. Caractérisation des masses d'eau souterraine des secteurs de Petite Terre et de Tsoundzou-Koungou. Rapport BRGM/RP-56600-FR.

¹⁴ JAOUEN T., VITTECOQ B., LIONS J., GOURCY L., WINCKEL A., ALLIER D. (2011) Caractérisation hydrogéologique du potentiel en eau souterraine de Mayotte - Secteur Nord-Ouest. Rapport d'avancement. Rapport BRGM/RP-59621-FR.

2a – Outils réglementaires et de gouvernance de l'eau

L'objectif est de faire le lien entre la connaissance scientifique et technique et la gestion opérationnelle de la ressource :

- Analyse de la situation en Polynésie Française,
- Analyse de la réglementation existante et des problèmes liés à sa mise en œuvre
- Etude de cas sur la réglementation et les structures mises en œuvre à Hawaii (Board of Water Supply par exemple)
- Recherche des modes de gestion et d'organisation de l'eau dans des pays de la zone Pacifique ou dans des contextes similaires

2b – Gestion des données

L'ensemble des données recueillies lors des différentes phases de l'étude seront ainsi stockées et organisées dans une base de données au format SANDRE sur demande du DEQ/GEGDP.

Dans la mesure où le BRGM a développé plusieurs bases de données nationales de référence s'intégrant dans le Système d'Information sur l'Eau, SIE, il est proposé d'utiliser ces bases pour gérer les données de la Polynésie. L'avantage de cette solution est de bénéficier du retour d'expérience, éviter le développement d'une nouvelle base de données et utiliser les bases existantes.

Les bases de données existantes susceptibles d'être utilisées pour gérer les données de Polynésie sont les suivantes :

- Banque des données du Sous-Sol (BSS) : base de données nationale des ouvrages souterrains déclarés sur le territoire français (*code minier, code de l'environnement*). Elle regroupe les informations techniques acquises lors des forages et collectées auprès des foreurs et des maîtres d'ouvrages.
- Banque des données du Sous-Sol EAU (BSS EAU) : extension de la BSS pour points d'eau souterraine (*forages, piézomètres, sources...*) ; elle contient entre autres les données relatives aux essais de débit, les données de quantité et les données de qualité, le descriptif de ces points d'eau (*nature du point d'eau, mode de gisement, propriétaire, caractéristiques hydrodynamiques, appartenance à une entité hydrogéologique, ...*)
- Banque nationale d'Accès aux Données sur les Eaux Souterraines (ADES) : rassemble sur un site Internet public des données quantitatives et qualitatives relatives aux eaux souterraines
- Banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau (BNPE en cours de réalisation) : concerne les prélèvements en eaux de surface continentales, les eaux souterraines et les eaux littorales, pour tous les usages (agricole, industriel, AEP, etc...)
- Base de données des anciens sites industriels et activité de service (BASIAS)

Il existe également d'autres bases, non gérées par le BRGM, et qui offre des interfaces de saisie permettant de les alimenter :

- ✓ Banque HYDRO : stocke les mesures de hauteur d'eau et de débits en provenance des stations de mesure implantées sur les cours d'eau français et permet un accès aux données signalétiques des stations
- ✓ Banque de données Naiades (en cours de réalisation) : banque nationale pour les éléments de qualité biologiques, hydromorphologiques et physico-chimiques des cours d'eau et des plans d'eau

Afin de répondre aux attentes des services bénéficiaires de ces futurs outils, une enquête sera réalisée auprès de chaque service pour préciser les besoins et adapter l'outil de gestion des données aux besoins polynésiens. Cette enquête permettra également de préciser le détail des informations à diffuser dans le SIGES (cf. action 2c).

Les personnes concernées par cette action sont les agents des services suivants:

- La Direction de l'Équipement plus particulièrement le GEGDP,

- la Direction de l'Environnement (DIREN), chargée de proposer et mettre en œuvre des actions visant à la surveillance et la protection des milieux physiques et des ressources naturelles (prévention et réduction des pollutions liées aux activités humaines) et à l'instruction des installations classées pour l'Environnement,
- La Direction de la Santé, en particulier le Centre d'Hygiène et de Salubrité Publique (CHSP) chargé de la protection de la santé en matière de prévention et protection de l'hygiène et la salubrité publique,
- La Direction d'Ingénierie Publique et des Affaires Communales (DIPAC) du Haut-Commissariat, chargée de la conduite d'opération de certains projets hydrauliques communaux,
- Le Syndicat pour la Promotion des Communes (SPC-PF), accompagnant les communes des archipels sur la compétence « Eau potable »,
- la Direction des Affaires Foncières (DAF)
- le Service du Développement Rural (SDR)
- la Direction de l'Équipement
- les communes et groupements de communes
- les gestionnaires des ouvrages de production d'eau

L'outil de gestion des données contiendra les données relatives aux points d'eau, aux aquifères, aux cours d'eau, ainsi que les données climatologiques et les données relatives aux pressions polluantes (*Les données listées ci-dessous sont susceptibles d'alimenter l'outil de gestion sans pour autant présager de leur existence actuelle*).

- Données relatives aux points d'eau :
 - Localisation du point d'eau
 - Données géologiques issues des forages (lithologie, stratigraphie, données structurales),
 - Données hydrogéologiques (niveaux piézométriques, débits de sources, perméabilité, emmagasinement, productivité, débit spécifique, tracages)
 - Données d'exploitation (prélèvements)
 - Données qualité (analyses chimiques)
 - Nature du point d'eau (source, forage, piézomètre, qualitomètre, ...)
 - Usage et exploitation des aquifères (prélèvements pour l'alimentation en eau potable, l'industrie, l'irrigation)
 - Périmètres de protection des captages AEP
 - Références bibliographiques d'études relatives au point d'eau
- Données relatives aux aquifères :
 - Cartes géologiques permettant d'identifier la structure et la géométrie des aquifères et des formations peu perméables
 - Cartes de profondeur des formations (toit et mur des aquifères en particulier)
 - Cartes thématiques réalisées dans le cadre de l'étude
- Données relatives aux cours d'eau :
 - Carte du réseau hydrographique, avec un modèle BD Carthage.
 - Station de suivi du débit des cours d'eau
 - Données de débit (ponctuelles, chroniques)
 - Données de qualité
 - Bassins d'orage
- Données climatologiques
 - Stations météorologiques
 - Données climatiques (précipitations, ETP)
 - Cartes d'isohyètes
- Données relatives aux pressions polluantes
 - Anciens sites industriels
 - Sites et sols pollués

- Sites industriels en activité
- Parcelles agricoles
- Décharges
- Cimetières
- Données réglementaires
 - Périmètres de protection

Ces données seront mises en formes dans la mesure du possible via une interface SIG (ArcGIS) permettant l'élaboration de cartes thématiques par analyse multicritère : typologie des réservoirs aquifères, recharge (ruissellement / infiltration), vulnérabilité, piézométrie, qualité, prélèvements.

Enfin, cet inventaire de données sera également utilisé pour évaluer les lacunes en termes de suivi et proposer des pistes d'amélioration ou la mise en place des réseaux de suivi quantitatif et qualitatif de la ressource en eau.

A la demande particulière du GEGDP, des traitements spécifiques seront réalisés, ainsi qu'une action de formation :

- Mise en forme du réseau hydrographique intégré dans le SIG :
 - création du réseau hydrologique à partir des images photogrammétriques.
 - Mise en place d'une base de données de type Carthage pour le réseau hydrologique.
 - Calcul des bassins versants à partir des modèles numériques de terrain disponibles.
- Formations :
 - Formation des agents du GEGDP à l'utilisation du SIGES, de l'interface.
 - Formation terrain à la prise de points GPS et à leur traitement informatique.
 - Formation à l'ajout d'informations dans la base de données.
 - Formation à la compréhension de la BD Carthage.

- Rapport sur les perspectives que les outils produits peuvent apporter :

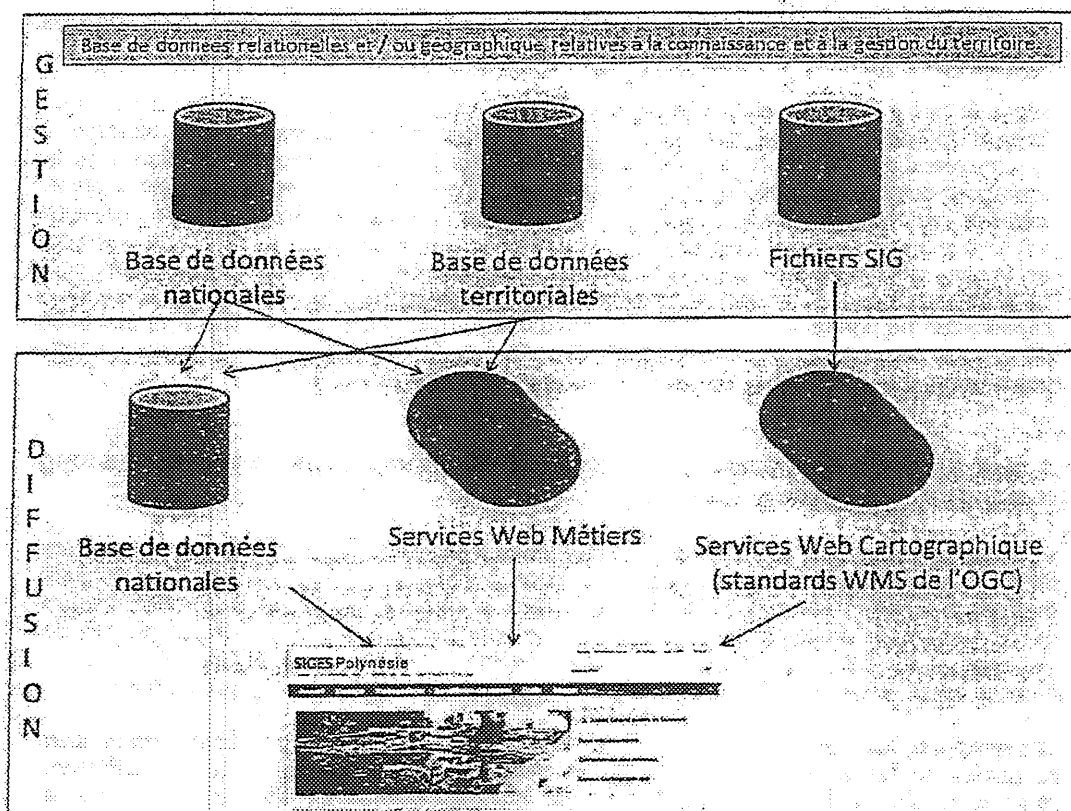
En regard de la qualité des données hydrologiques et météorologiques accessibles, il est envisageable de réaliser des courbes de décharge de bassin versant en fonction de l'évènement pluvieux. Le réseau hydrographique étant vectorisé et standardisé, il est possible de recréer le sens des écoulements par zones. L'ajout des métadonnées au réseau hydrographique permet une localisation et une interaction avec les données du réseau plus efficace et ergonomique en termes de gestion des ressources en eaux. La structuration topologique du réseau hydrographique, le calcul des bassins versants et les données hydrologiques pourront ensuite être utilisés pour une modélisation précise de l'écoulement de des eaux de surface sur l'île de Tahiti.

2c – Diffusion / valorisation des données

Les données seront diffusées et valorisées via un SIGES (Système d'Information pour la Gestion des Eaux Souterraines) spécialement conçu dans le cadre du projet. Le SIGES est le portail thématique d'accès aux données et à l'information sur les eaux souterraines. Il cristallise au travers d'un site internet cartographique les actions et les acteurs de la thématique.

Les sites SIGES, sites web cartographiques, permettent, en aval de la gestion et bancarisation de la connaissance thématique, la valorisation de cette dernière par la diffusion. Le schéma ci-dessous illustre les 2 aspects :

- La gestion de ce qui sera mis en place dans l'action 2.b
- et la diffusion par la mise en place d'une architecture de services web et d'un site web.



Le BRGM possède une expérience des SIGES depuis plus de quinze ans. Depuis la mi-2011 une nouvelle version des SIGES est en ligne, plus claire, mieux structurée, le graphisme et l'ergonomie des nouveaux sites SIGES facilitent la navigation et renforcent la lisibilité.

Les SIGES offrent ainsi des accès adaptés aux préoccupations et au niveau de connaissance de l'internaute. Ils offrent des contenus identifiés par des pictogrammes, qui permettent une approche enrichissante, exhaustive et compréhensible par tous, de l'expert au scolaire et au grand public. La nouvelle version des SIGES offre ainsi à l'internaute une meilleure visibilité de la connaissance hydrogéologique.

Ces sites portés par le BRGM et ses partenaires (collectivités, établissements publics...) s'inscrivent dans une démarche commune : charte graphique commune à l'ensemble des sites ce qui permet de véhiculer une image et une identité commune aux SIGES. Cela permet également de développer une identité forte sur le territoire.

Les sites donnent la priorité à la communication via :

- un graphisme, une ergonomie qui facilitent la navigation et renforcent la lisibilité ;
- différents niveaux de lecture à destination de différentes cibles : experts, scolaires et grand public ;
- sa prise en compte de l'accessibilité ;
- ses possibilités d'animation directement par les thématiciens sans intervention technique des services informatiques.

Le SIGES peut évoluer de manière pérenne grâce à la possibilité d'évolution et de maintenance des sites. Un catalogue géosource v2.7 fait partie de l'architecture applicative du site et permet de valoriser la bibliographie mais aussi les banques de données par un catalogage des métadonnées en respect des normes d'interopérabilité ISO19115 mais aussi par des protocoles de moisson comme les CSW et l'OAIPMH. Le catalogue sera ouvert aux partenaires et il sera à

Programme d'action pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines en Polynésie française

minima rempli par les références du BRGM sur le territoire polynésien pour la thématique eau souterraine.

Dans le cadre de l'élaboration du SIGES de Tahiti, il est prévu de s'appuyer sur l'animation des projets SIGES que le BRGM pilote afin de bénéficier d'une structure de site existante et approuvée. Le détail de l'outil et des livrables sera précisé au cours de l'action avec les membres du comité de pilotage en fonction des données recueillies et des besoins exprimés détaillés par l'enquête des services. L'outil devra avoir un caractère évolutif et sera accessible via un site internet de la Polynésie française (DIREN ou autre). Il respectera la charte graphique en vigueur pour les interfaces informatiques de l'intranet. Le projet prévoit la réalisation, dans un premier temps, d'un prototype qui sera soumis aux utilisateurs pour essai, avant de réaliser l'application proprement dite. Enfin, il est prévu une formation des futurs utilisateurs aux outils de gestion des nappes d'eau souterraines sur l'île de Tahiti réalisés dans le cadre de cette action ainsi que la production d'outils méthodologiques à son utilisation.

Action 3 - Assistance technique et formation pour une gestion intégrée et à long terme de la ressource en eau

Cette action démarrera dès le début du programme d'actions et s'étendra sur la durée entière du programme d'actions. **Cette action a vocation à s'adapter aux besoins de la Polynésie française, certains sont d'ores et déjà identifiés, d'autres émergeront au fur et à mesure de l'avancement du programme d'actions.** Ce volet sera donc relativement souple afin de s'adapter au fur et à mesure des avancées aux besoins de la Polynésie française. Ainsi, le détail de l'action se précisera au fur et à mesure de l'avancement du programme.

Elle regroupe des « actions à la carte » qui porteront sur une assistance technique (réalisation de guides méthodologiques, outils, réglementation, expertises à la demande) aux différents services en charge de la gestion de l'eau pour leur permettre de développer une logique de gestion intégrée et à long terme de la ressource.

a) au plan technique :

Sur le plan technique un fort **besoin de formation** est d'ores et déjà identifié et prioritaire pour le pays. Il s'agit notamment d'**actions de formation des acteurs de la gestion de la ressource en eau souterraine : les agents du Pays, des communes, syndicat ou groupement de communes**, notamment les communes urbanisées et celles des archipels qui exploitent préférentiellement la ressource en eau souterraine, est prévu.

Les formations porteront notamment sur des informations en hydrogéologie, l'hydrogéologie locale des îles polynésiennes, l'exploitation des outils de gestion des nappes (réseau piézométrique), la formation à l'exploitation des forages, etc.

L'objectif est **d'améliorer l'expertise locale** en terme d'exploitation et de gestion des ressources en eau souterraine, de la prospection, de l'exploitation des équipements de forages et captages, de l'exploitation des données recueillies et leur analyse.

Ces volets de formation concerneront les cadres et les techniciens des services techniques du Pays (DEQ-GEGDP, DIREN, CHSP, SAU, etc), du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie Française SPC-PF, des communes urbanisées, des communes des archipels exploitant les ressources en eau souterraine et les groupements de communes ou syndicats de communes. L'ouverture de cette formation pourra être envisagée à d'autres acteurs. Le détail de cette action sera défini précisément par le comité de suivi ainsi que le calendrier d'exécution. Cette action de formation pourra se dérouler la première année et se poursuivre tout au long du programme, en fonction des interventions in-situ notamment.

Il s'agira également de mettre en place des guides méthodologiques et des outils adaptés aux différents contextes hydrogéologiques permettant à la Polynésie française de développer une logique de gestion intégrée et à long terme de la ressource par :

- la réalisation de guides méthodologiques adaptés au contexte de la Polynésie relatifs à la protection des captages/forages, l'encadrement de la recherche de nouvelles ressources, la prospection, modalité d'exploitation des ressources, etc
- des interventions à la demande (ex : tierces expertises d'études conduites par des bureaux d'études, appui à maîtrise d'ouvrage territoriale et ou communale)
- l'élaboration de cahiers des charges types pour des études de périmètres de protection
- l'appui aux services en charge de traiter les dossiers de nouveaux captages et de protection de ces captages (périmètres de protection, aire d'alimentation de captage)
- la définition de zones potentiellement intéressantes pour la protection de la ressource en eau souterraine

Durant toutes ces opérations, une formation tant théorique que pratique sera fournie aux personnels polynésiens impliqués dans ces actions.

Les premières discussions avec les partenaires du projet (DEQ-GEGDP, DIREN et SPC-PF) ont déjà permis de cibler des actions fléchées sur certaines thématiques :

- Forages
 - Préconisations pour la réalisation d'un forage
 - Prospection géophysique pour l'implantation de forages
 - Diagnostic sur l'état d'un forage et préconisations de travaux de réhabilitation
- Intrusions salines
 - Mécanismes
 - Etudes de cas : Rikitea, Rimatara, Huahine
- Galeries drainantes
 - Modalités d'exploitation dans les formations alluviales
 - Bonnes pratiques
 - Impact sur le cours d'eau
- Retenues collinaires

b) au plan réglementaire :

La réglementation dans le domaine de l'eau apparaît incomplète ou inadaptée. Un travail d'analyse réglementaire pourra porter sur :

- L'évaluation de la faisabilité technique de mise en œuvre de nouvelles réglementations, telles que la protection des forages/captages, la protection de la ressource,
- La réflexion de l'évaluation de la taxe d'exhaure applicable en Polynésie française, (demande de la vice Présidence)
- L'amélioration la coordination technique entre les services acteurs de la gestion de la ressource en eau souterraine

La flexibilité de ce volet d'actions impose la souplesse dans leur gestion. Ainsi, les détails des actions et des livrables seront définis par les membres du comité de suivi en considérant les besoins locaux. Les membres du comité valideront également les devis des actions inscrites dans cette action d'assistance technique et de formation.

Une somme a été provisionnée pour les interventions à la demande. Des devis détaillés seront fournis pour chaque intervention. Dans le cas où ces devis dépasseraient le montant provisionné pour l'action 3, il est prévu, dans la convention qui liera la Polynésie française au BRGM, la possibilité de varier dans des proportions limitées à + ou - 20% le montant total de cette action par prélèvement sur les ressources financières d'une autre action. Dans le cas où le montant total cumulé des devis n'atteindrait pas le montant total de l'action, seront rémunérés uniquement les prestations validées et réalisées. Le comité de suivi sera l'instance décisionnelle de ces choix.

Action 4 – Etudes hydrogéologiques détaillées

Cette action démarrera au début de la deuxième année du plan d'actions et durera 2 ans.

L'action 4 vise à étudier de manière détaillée des îles aux contextes hydrogéologiques très différents :

- une île haute différente de Tahiti,
- une île mixte
- un atoll,
- et deux bassins versants de Tahiti.

Le choix des sites sera effectué par le comité de suivi du programme d'actions qui s'efforcera de sélectionner des sites pour lesquels les besoins seront avérés en terme de problèmes d'exploitation et de besoins

Ces études, impliquant des investigations de terrain, ont pour objectif d'**orienter le plus efficacement possible les programmes d'exploitation et de gestion des ressources locales par une meilleure connaissance de la ressource**. Elles permettront aussi d'évaluer les approches les plus pertinentes pour appréhender l'hydrogéologie de l'ensemble de la Polynésie, pour optimiser l'exploitation de la ressource et pour assurer une gestion durable dans les différentes îles.

La connaissance de la ressource concerne la structure et le fonctionnement des aquifères, en matière d'évaluation des différents termes du bilan et en termes de potentiel d'exploitation (*estimation de la recharge, problématique liée aux nappes superposées, concentration des captages dans certains secteurs, vulnérabilité*).

Le dimensionnement des études détaillées sur des sites sélectionnés est global car il sera adapté au cas par cas à la zone étudiée (superficie de la zone, accessibilité, contexte géologique et hydrogéologique, données disponibles, etc.).

Le détail des travaux (dont le choix de sites) sera précisé au cours de l'action avec les membres du comité de suivi en fonction des données recueillies, des besoins exprimés et des ressources financières. Le montant total des travaux et études ne pourra dépasser le volume prévisionnel prévu pour cette partie de l'action, sauf si des ressources supplémentaires y sont consacrées par transfert de ressource d'une autre action ou auprès d'autres financeurs (collectivités).

4a) Etude hydrogéologique détaillée d'une île haute et d'une île mixte

Les prospections hydrogéologiques en milieu volcanique et tropical se confrontent à plusieurs difficultés : (i) complexité des structures géologiques, parce que les édifices volcaniques sont composés d'une superposition de formations de natures très variées qui en font un milieu discontinu hétérogène ; (ii) hétérogénéité du comportement hydrogéologique des formations, très fortement lié à leur état de fracturation et d'altération, difficile à apprécier lors des investigations ; et (iii) difficultés d'accès liées à la densité végétale et aux reliefs accidentés. Face à ces contraintes, une méthodologie adaptée doit être mise en œuvre par des investigations spécifiques et complémentaires, menées à des échelles croissantes.

Les reconnaissances de terrain mises en œuvre se décomposeront en trois principales tâches : (i) des prospections géologiques et hydrogéologiques de terrain, (ii) la réalisation de mesures géophysiques, (iii) la réalisation de prélèvements d'eau pour analyses. **Un programme similaire sera mis en œuvre pour chacune des deux îles.**

i. Reconnaissances géologiques et hydrogéologiques de terrain

L'objectif de cette première étape est de réaliser les reconnaissances géologiques et hydrogéologiques de terrain, notamment en remontant les principales ravines et rivières sur le site et ses environs (dans la limite des conditions d'accès et des conditions climatiques). Les formations géologiques seront identifiées avec précision, ainsi que leur structure, leur degré de fissuration/fracturation et l'état d'altération des formations superficielles sus-jacentes. En complément, des mesures de conductivité, température, pH et débit seront menées sur les cours d'eau et sources dans le but d'appréhender la contribution des eaux souterraines aux écoulements de surface. Des logs de conductivité / température seront réalisés sur les forages pour positionner l'interface eau douce / eau salée.

Ces reconnaissances géologiques et hydrogéologiques de terrain permettront de dresser des cartes précises des secteurs ciblés, pour ensuite proposer des hypothèses quant aux écoulements souterrains suspectés dans les aquifères ciblés, sous forme de modèles conceptuels. Le déterminisme géologique étant prédominant dans l'hydrogéologie en contexte volcanique, la réalisation de cartes géologiques détaillées sera un des points clés de la réussite des prospections à venir.

Si les conditions le permettent, des pompages d'essai pourraient être réalisés sur quelques forages AEP afin de définir avec précision les paramètres hydrodynamiques des aquifères captés (transmissivité, emmagasinement), ainsi que des logs de conductivité / température sur les forages.

ii. Campagne de mesures géophysiques

L'objectif de cette deuxième étape est de réaliser des prospections géophysiques par panneaux électriques. La méthode de prospection par panneaux électriques est une méthode géophysique dont le but est de décrire les variations de résistivité en profondeur le long d'un profil. Elle réalise à la fois une investigation en profondeur comme un sondage électrique et une investigation en profil comme un traîné électrique.

Ainsi, dans le cadre du transfert de compétences techniques, les acteurs locaux utilisant les prospections électriques seront autant que possible associés à ces campagnes, pour permettre leur formation et favoriser l'acquisition des méthodes d'interprétation.

Des procédures d'acquisition et des équipements spécifiques commandés par microprocesseur ont été mis au point pour réduire les difficultés et les coûts de mise en œuvre. L'interprétation des résultats, qui est réellement une interprétation 2D, fait appel à des algorithmes spécifiques de calcul tenant compte, notamment, des variations d'altitude le long du profil.

Les profils seront réalisés à l'aide de 96 électrodes avec un espacement inter-électrode de 10 m pour assurer la meilleure résolution des anomalies superficielles et un espacement maximal suffisant pour pouvoir atteindre une profondeur comprise entre 50 et 100 m. Sur chacun de ces profils, deux dispositifs électriques seront mis en œuvre : soit le dipôle-dipôle et le Wenner-Schlumberger, soit le dipôle-dipôle et le gradient généralisé (selon la longueur du profil 500 m ou 1000 m).

Les prospections seront réalisées en 3 semaines de terrain. Au préalable, le BRGM procédera au balisage des profils sélectionnés et au layonnage (débroussaillage léger permettant le passage d'une personne) le long de ces derniers.

iii. Prélèvements, analyse et caractérisation de la qualité des eaux

Les principales sources, forages et rivières (à l'étiage) seront prélevées afin de caractériser les faciès hydrochimiques des aquifères et de mieux comprendre leur fonctionnement et interactions grâce aux éléments majeurs (Ca, Na, K, Mg, Cl, HCO₃, NO₃, SO₄, SiO₂, NO₂,

PO₄, NH₄, F). En complément, les éléments traces (Ag, Al, As, Ba, Be, Cd, Co, Cr, Cu, Fe, Li, Mn, Ni, Pb, Sr et Zn) seront analysés pour caractériser le fond géochimique¹⁵, ainsi que quelques produits phytosanitaires pour évaluer la pollution agricole.

Des analyses isotopiques seront également réalisées afin d'améliorer la caractérisation et la différenciation des eaux souterraines étudiées¹⁶. Le rapport isotopique du strontium (⁸⁷Sr/⁸⁶Sr) permet de caractériser les processus d'interaction eau/roche. Les variations isotopiques tracent également l'origine et les proportions de mélange du Sr dissous provenant de différents réservoirs. Les isotopes de l'hydrogène et de l'oxygène de l'eau seront également analysés pour caractériser le cycle de l'eau et identifier les bassins versants contribuant à la recharge des eaux souterraines considérées. En effet, les isotopes stables de l'oxygène (¹⁸O) et de l'hydrogène (²H) ont des signatures qui correspondent à des environnements et des épisodes hydroclimatiques spécifiques ou des altitudes de recharges différentes. Les isotopes de l'eau se comportent donc comme des traceurs conservatifs et reflètent le mélange des différentes recharges ayant alimenté les eaux souterraines considérées.

Enfin, les CFC¹⁷ seront analysés pour dater les eaux, estimer leur temps de renouvellement et compléter ainsi les analyses précédentes.

15 échantillons seront prélevés et analysés pour chaque île.

iv. Synthèse des prospections

A l'issue de ces prospections de terrain, un rapport sera réalisé afin de synthétiser les observations et mesures, et de proposer un ou des modèles conceptuels adapté(s) à l'île étudiée.

Ce rapport contiendra notamment :

- la cartographie des itinéraires parcourus et des points d'observation (affleurements, sources, etc.) ;
- la description des affleurements représentatifs (photographies associées) ;
- les mesures de conductivité et de débit réalisées *in situ* (rivières et sources) ;
- les points prélevés pour analyse chimique et les interprétations réalisées dans la tâche 4.1.3
- l'implantation argumentée des panneaux électriques (tenant compte des conditions d'accessibilité)
- les coupes géo-électriques résultant des panneaux électriques et leur description ;
- l'interprétation hydrogéologique à l'échelle du site (modèles conceptuels) ;
- des propositions d'implantation de forages de reconnaissance.

L'évaluation des termes du bilan hydrologique à l'échelle des différents bassins versants de l'île (précipitations, précipitations efficaces, écoulements rapides, infiltration) sera également réalisée afin de proposer une première estimation des volumes potentiellement exploitable pour l'AEP¹⁸.

Cette étude aura à la fois un intérêt opérationnel évident, mais elle est aussi proposée pour des raisons d'ordre méthodologique. La démarche adoptée, les techniques d'investigation mises en œuvre ainsi que les résultats obtenus pourront être transposés à d'autres îles équivalentes.

¹⁵ LIONS.J., VITTECOQ.B., PINSON.S., ALLIER.D. (2008) Identification des zones à risque de fond géochimique élevé dans les cours d'eau et les eaux souterraines de la Martinique. Rapport BRGM-RP-56748-FR.

¹⁶ BRENOT A., VITTECOQ B., NEGREL P., MARDHEL V. (2008) Caractérisation et différenciation géochimique des eaux souterraines de la Martinique. Rapport BRGM/RP-56266-FR.

¹⁷ GOURCY L., BARAN N., VITTECOQ B., SALQUEBRE D. (2009) Utilisation des outils CFC et SF₆ pour la datation des eaux souterraines dans divers contextes hydrogéologiques français. Géologue N°159 (Janvier 2009), pages 30 à 38.

¹⁸ Le BRGM a mené une approche similaire en MARTINIQUE avec un maillage kilométrique, ce qui permet d'évaluer la ressource bassin versant par bassin versant : VITTECOQ.B., LACHASSAGNE.P., LANINI.S., LADOUCHE.B., MARECHAL.J.C., PETIT.V. (2007) Elaboration d'un système d'information sur les eaux souterraines de la Martinique : identification et caractérisations quantitatives. Rapport BRGM/RP-55099-FR.

4b) Etude hydrogéologique détaillée d'un atoll

Le seul aquifère présent sur les atolls serait constitué par une lentille d'eau douce située au sein des graves et sables coralliens, reposant en équilibre hydrostatique au-dessus de l'eau de mer. Cette lentille peut atteindre, en fonction des atolls, de quelques mètres à quelques dizaines de mètres d'épaisseur, et elle se vidange naturellement sur tout le périmètre de l'atoll.

L'objectif de cette action est d'étudier dans le détail le fonctionnement de la lentille d'eau douce d'un atoll, choisi en concertation avec le comité de pilotage, afin de proposer des outils et méthode de gestion de la ressource en eau souterraine des atolls.

i. Reconnaitssances hydrogéologique et hydrochimique de terrain

L'objectif de cette première étape est de réaliser les reconnaissances géologiques et hydrogéologiques de terrain, notamment afin de recenser les forages qui pourraient être utilisés pour réaliser un pompage d'essai, et de localiser les sources littorales, exutoires de la lentille d'eau douce. Des logs de conductivité / température seront réalisés sur les forages pour positionner l'interface eau douce / eau salée. Les principales sources, forages et rivières (à l'étiage) seront prélevées afin de caractériser les faciès hydrochimiques des aquifères et de mieux comprendre leur fonctionnement et interactions grâce aux éléments majeurs (Ca, Na, K, Mg, Cl, HCO₃, NO₃, SO₄, SiO₂, NO₂, PO₄, NH₄, F). En complément, les éléments traces (Ag, Al, As, Ba, Be, Cd, Co, Cr, Cu, Fe, Li, Mn, Ni, Pb, Sr et Zn) seront analysés pour caractériser le fond géochimique¹⁹ ainsi que quelques produits phytosanitaires pour évaluer la pollution agricole, si cela se justifie. 15 échantillons seront prélevés et analysés pour l'atoll étudié..

Si les conditions le permettent, des pompages d'essai pourraient être réalisés sur quelques forages AEP afin de définir avec précision les paramètres hydrodynamiques des aquifères captés (transmissivité, emmagasinement) ainsi que des logs de conductivité / température sur les forages et des analyses des éléments majeurs, traces et isotopiques afin de caractériser les risques et la cinétique des intrusions d'eau salée. A défaut, des sondages à la tarière à main seront réalisés afin de cartographier le niveau piézométrique de la lentille et réaliser des mesures de conductivité pour caractériser l'évolution de la salinité près du littoral.

ii. Campagne de mesures géophysiques

L'objectif de cette deuxième étape est de réaliser des prospections géophysiques par panneaux électriques selon la même méthode que celle présentée en 4a. Ces prospections par panneaux électriques devraient permettre de cartographier avec précision la lentille d'eau douce et de déterminer notamment son épaisseur et son extension latérale. Si des forages sont en exploitation sur l'atoll, ces mesures devraient permettre d'imager avec précision les intrusions salines sous l'effet des pompages.

Les prospections seront réalisées en 2 semaines de terrain. Au préalable, le BRGM procédera au balisage des profils sélectionnés et au layonnage le long de ces derniers.

iii. Modèle conceptuel et modélisation

A l'issue de ces prospections de terrain, un rapport sera réalisé afin de synthétiser les observations et mesures, et de proposer un ou des modèles conceptuels adapté(s) à l'île étudiée.

L'évaluation des termes du bilan hydrologique de l'atoll (précipitations, précipitations efficaces, écoulements rapides, infiltration) sera également réalisée afin de proposer une première estimation des volumes potentiellement exploitables pour l'AEP.

¹⁹ LIONS.J., VITTECOQ.B., PINSON.S., ALLIER.D. (2008) Identification des zones à risque de fond géochimique élevé dans les cours d'eau et les eaux souterraines de la Martinique. Rapport BRGM-RP-56748-FR.

Un modèle maillé sera ensuite réalisé afin de modéliser les écoulements et déterminer les modalités de gestion de la lentille d'eau douce. La faisabilité d'une recharge artificielle à partir des eaux usées traitées sera également étudiée afin d'optimiser la gestion de la ressource^{20,21}.

Comme pour les îles hautes, cette étude aura un intérêt opérationnel évident, mais elle est aussi proposée pour des raisons d'ordre méthodologique. La démarche proposée, les techniques d'investigation mises en œuvre ainsi que les résultats obtenus pourront être transposés à d'autres atolls équivalents.

4c) Etude hydrogéologique détaillée de deux bassins versants de Tahiti

La première phase (étude d'une île haute) aura permis d'étudier à l'échelle d'une île son fonctionnement hydrogéologique et de déterminer un modèle conceptuel des îles hautes polynésiennes. L'objectif de cette action est d'étudier, à une échelle plus fine et précise, deux bassins versants de Tahiti. Le choix des deux bassins versants qui seront étudiés sera défini en comité de pilotage, sur la base de plusieurs propositions établies par le BRGM. Il pourra par exemple s'agir d'étudier un bassin versant de la cote au vent (débits spécifiques des cours d'eau élevé) et un de la cote sous le vent (débit spécifique plus faible).

Cette action sera découpée selon le même principe que l'étude de l'île haute.

i. Reconnaitssances géologique et hydrogéologique de terrain

L'objectif de cette première étape est de réaliser les reconnaissances géologiques et hydrogéologiques de terrain, notamment en remontant les principales ravines et rivières du bassin versant. Les formations géologiques seront identifiées avec précision, ainsi que leur structure, leur degré de fissuration/fracturation et l'état d'altération des formations superficielles sus-jacentes. En complément, des mesures de conductivité et de débit seront menées sur les cours d'eau et sources dans le but d'appréhender la contribution des eaux souterraines aux écoulements de surface. Des logs de conductivité / température seront réalisés sur les forages pour positionner l'interface eau douce / eau salée.

ii. Campagne de mesures géophysiques

L'objectif de cette deuxième étape est de réaliser des prospections géophysiques par panneaux électriques selon la même méthode que celle présentée précédemment. Les prospections seront réalisées en 2 semaines de terrain (une semaine par site). Au préalable, le BRGM procédera au balisage des profils sélectionnés et au layonnage le long de ces derniers.

iii. Prélèvements, analyse et caractérisation de la qualité des eaux

Les principales sources, forages et rivières (à l'étiage) seront prélevés afin de caractériser les faciès hydrochimiques des aquifères et de mieux comprendre leur fonctionnement et interactions grâce aux éléments majeurs (Ca, Na, K, Mg, Cl, HCO₃, NO₃, SO₄, SiO₂, NO₂, PO₄, NH₄, F) et traces (Ag, Al, As, Ba, Be, Cd, Co, Cr, Cu, Fe, Li, Mn, Ni, Pb, Sr et Zn) ainsi que quelques produits phytosanitaires pour évaluer la pollution agricole. Les CFC seront également analysés pour estimer l'âge des eaux et les temps de renouvellement et compléter ainsi les analyses précédentes.

15 échantillons seront prélevés et analysés pour chaque bassin versant.

²⁰ AZAROUALM, CASANOVAJ., Rampnoux.N. (2010) Maîtrise des processus physico-chimiques et biogéochimiques majeurs déclenchés lors de la recharge artificielle des aquifères par des eaux usées traitées, in GIRE3D Congress - 23-23/03/2010 - Agadir - Maroc

²¹ CASANOVAJ., BECHUE., BOUZIT.M., LEROY.P., MATON.L., PETTENATLM. (2008) Appui au projet de REcharge artificielle et Gestion Active des nappes Littorales (REGAL). Rapport BRGM/RP-56836-FR

iv. Synthèse des prospections

A l'issue de ces prospections de terrain, un rapport sera réalisé afin de synthétiser les observations et mesures, et de proposer un ou des modèles conceptuels adaptés à l'île étudiée. L'évaluation des termes du bilan hydrologique à l'échelle du bassin versant (précipitations, précipitations efficaces, écoulements rapides, infiltration) sera également réalisée.

Cette étude aura un intérêt opérationnel évident, mais elle est proposée pour des raisons d'ordre méthodologique. La démarche proposée, les techniques d'investigation mises en œuvre ainsi que les résultats obtenus pourront être transposés à d'autres îles équivalentes. Les données acquises dans le cadre de cette action seront intégrées au SIGES (cf. action 2).

Action 5 – Encadrement de l'action et Volontariat de Service Civique (VSC)

Cette action durera sur toute la durée du programme. L'encadrement des 4 actions sera effectué depuis Orléans. Sur place, la présence sur place d'un VSC, volontaire de service civique, est programmée et l'ouverture d'une antenne locale est également envisagée dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme. La Polynésie française y est favorable en vue de favoriser le transfert de compétences techniques et le dialogue technique avec le BRGM.

4. CHRONOGRAMME

Le programme d'action se déroulera sur trois ans, selon le détail présenté ci-après.

PLANNING GLOBAL

année mois	1												2												3												
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34			
Suivi du projet																																					
VSC																																					

5. DELIVRABLES

Les rapports seront fournis en 5 exemplaires papier et un exemplaire en format pdf, word ; excel et power point pour les présentations et supports de formation notamment.

Les cartes élaborées dans le cadre du programme seront fournies au format ArcGIS.

5.1. Suivi du projet

- Rapport de démarrage du projet
- Rapports annuels d'avancement relatif au suivi du programme et de l'assistance technique

5.2. Action 1

- Rapport de synthèse sur l'hydrogéologie des îles volcaniques similaires à celles de la Polynésie, les approches mises en œuvre pour la prospection hydrogéologique de ce type d'aquifères, les connaissances sur l'hydrogéologie de la Polynésie et une typologie des aquifères des principales îles de Polynésie
- Rapport de synthèse sur les données existantes (Tahiti et les îles sélectionnées en début de projet)

5.3. Action 2

- Rapport sur les outils réglementaires
- Notice explicative du fonctionnement de l'outil
- Document décrivant la structure de l'outil (en particulier les bases de données utilisées)
- Mode opératoire pour la mise à jour des données.

5.4. Action 3

- Guides méthodologiques et de bonnes pratiques
- Supports de formation et rapports bilan des formations
- Cahiers des charges types
- Rapports d'expertise

5.5. Action 4

- Rapport d'étude détaillée d'une île haute
- Rapport d'étude détaillée d'une île mixte
- Rapport d'étude détaillée d'un atoll
- Rapport d'étude détaillée de deux bassins versants de Tahiti

5.6. Synthèse

- Rapport de synthèse de l'ensemble du projet

5.7. Calendrier prévisionnel de rendu des livrables

Année d'exécution		Avancement des actions	Livrables attendus en cours d'année d'exécution
Année 1	Début du 1 ^{er} semestre	Démarrage de l'action	Rapport de démarrage du projet présentant le détail des actions prévisionnelles de la première année
	Fin du 2 nd semestre	Fin action 1 & 2a	rapport de la fin action 1 (2 types de rapports) 1 rapport intermédiaire sur les données existantes disponibles (action 2) rapport d'avancement suivi du programme et Assistance Technique
Année 2	Fin du 1 ^{er} semestre	Fin action 2b	rapport définitif de la phase « gestion des données » Document technique du SIGES rapport d'avancement suivi du programme et Assistance Technique
	Fin du 2 nd semestre	Fin action 4b	rapport étude hydrogéologique de l'étude du cas de l'atoll rapport d'avancement suivi programme + rapport annuel AT
Année 3	Fin du 1 ^{er} semestre	Fin action 3b (SIGES) Fin actions 4a & 4c	Rapport pour les études hydrogéologiques d'une île haute, d'une île mixte et 2 bassins versants de Tahiti rapport étape de l'Assistance Technique et du suivi du programme
	Fin du 2 nd semestre Novembre 2013	Fin actions 3 (a&b) fin actions 4	Validation définitive des rapports issus des actions 3 & 4 Rapport synthèse de l'ensemble du projet

ANNEXE FINANCIERE

Montant du programme

		Montant (€ HT)	Montant (XFP HT)
Action 1	Synthèse des connaissances et typologie des aquifères avec des observations sur terrain de 5 îles au moins	240 725	28 726 134
Action 2	Elaboration d'outils de gestion de la ressource en eau souterraine sur l'île de Tahiti	304 610	36 349 642
Action 3	Assistance technique pour une gestion intégrée et durable de la ressource en eau souterraine y inclus formation	426 730	50 922 434
Action 4	Etude hydrogéologique détaillée d'une île haute, d'une île mixte, d'un atoll et de deux bassins versants de Tahiti	851 215	101 576 969
Action 5	Encadrement des actions + VSC	306 720	36 601 432
	Total HT	2 130 000	254 176 611
	Total TTC (TVA à 13%)	2 406 900	287 219 570

Un budget détaillé a été élaboré pour chaque action

Financement du programme

Le BRGM financera 20% du programme sur ses crédits de Service public (cf. page suivante, lettre d'intention du président du BRGM)

ANNEXE LETTRE D'INTENTION DU BRGM



Orléans, le 4 novembre 2013

Le Président

Lettre d'intention

Projet : Programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines de la Polynésie.

Le BRGM propose la réalisation d'un programme de connaissance, de protection et de gestion des eaux souterraines de la Polynésie avec le Gouvernement de la Polynésie française. Ce projet commun s'élève à un montant total de 254 176 611 F CFP, et le BRGM s'engage à en financer 20 %. Après finalisation de l'obtention des financements requis auprès des partenaires, ce projet pourra débuter dès janvier 2014.

À ce titre, je soussigné Vincent Lafèche, Président du BRGM, certifie que la ressource devant être programmée par le BRGM au titre de l'opération « Programme d'actions pour l'exploitation et la gestion des eaux souterraines de la Polynésie », est d'un montant de 50 835 322 F CFP HT (426 000 € HT), soit cinquante millions huit cent trente-cinq mille trois cent vingt-deux francs CFP hors taxes (quatre cent vingt-six mille euros hors taxes).

Ce financement complète le montage financier de l'opération tel que présenté ci-dessous :

Financiers	Montants financés HT F CFP	Montants financés HT €	%/coût total opération
Gouvernement de Polynésie et Etat Français (Contrat de Projet Etat-Polynésie)	203 341 289	1 704 000	80 %
Total financements publics	203 341 289	1 704 000	80 %
Financement BRGM	50 835 322	426 000	20 %
TOTAL OPÉRATION	254 176 611	2 130 000	100%

Le financement de la part du BRGM sera apporté par la Subvention pour Charges de Service Public versée annuellement par le Ministère chargé de la Recherche.

Fait pour valoir ce que de droit,
Vincent LAFLECHE.

Annexe 2.1

ANNEXE 2 à la convention n°
MODELE DE RELEVÉ DES DEPENSES REALISEES
 (sur papier à en tête du BRGM)

ETAT RECAPITULATIF
ACTION N° XX

TOTAL DES TRAVAUX REALISES du début du contrat au xx/xx/xxxx

	Quantités (en jours)	Prix unitaires (en euros)	Total HT (en euros)	Total HT (en FCP)
Frais de Personnel :				
Chef de projet				
Ingénieur senior				
Ingénieur confirmé				
Ingénieur d'études				
Technicien confirmé				
Autres dépenses :				
Consommable				
Missions et déplacements				
Sous-traitance				
...				
TOTAL en Euros Hors Taxes >				
Total en FCP Hors Taxes >				

Certifié exact et sincère,
le Directeur de la Division Comptable, Monsieur l'Agent Comptable du BRGM

Date :

Signature :

Annexe 2.2

ANNEXE 2 à la convention n°
MODELE DE JUSTIFICATIF DES DEPENSES REALISEES PAR ACTION
 (sur papier à en tête du BRGM)

ETAT SEMESTRIEL
PERIODE DU xx/xx/xxxx AU xx/xx/xx
DEVIS N° X : "INTITULE X"

Action n° X	Devis initial (HT) (En FCP)	Rappel des dépenses antérieures HT (En FCP)	Dépenses HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx	Dépenses totales HT en FCP $C = A + B$
Poste 1 : "intitulé 1" Poste 2 : "intitulé 2" Poste n : "intitulé n"		A	B	
Missions déplacements				
Divers - autres charges				
TOTAL en FCP Hors Taxes				
TOTAL en Euro Hors Taxes				

certifié exact et sincère, le Contrôleur de gestion du BRGM

date :

signature :

Annexe 2.3

ANNEXE 2 à la convention n°
MODELE DE JUSTIFICATIF DES DEPENSES REALISEES
 (sur papier à en tête du BRGM)

ETAT RECAPITULATIF SEMESTRIEL DU PROGRAMME
PERIODE DU xx/xx/xxxx AU xx/xx/xx

Action	Devis initial (HT) (FCP)	Rappel des dépenses antérieures HT (FCP) A	Dépenses HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx B	Dépenses totales HT en FCP C = A + B
Action n° 1a Action n° 1b Action n° 1c Action n° 1d Action n° 2a Action n° 2b Action n° 2c Action n° 3a Action n° 3b Action n° 4a Action n° 4b Action n° 4c Action n° 5a Action n° 5b				
TOTAL en FCP Hors Taxes				
TOTAL en Euro Hors Taxes				

Certifié exact et sincère, le Contrôleur de gestion du BRGM

Date :

Signature :

Annexe 2.4

ANNEXE 2 à la convention n°
MODELE D'ETAT PREVISIONNEL REACTUALISE DES DEPENSES SEMESTRIELLES
 (sur papier à en tête du BRGM)

ETAT PREVISIONNEL RECAPITULATIF
DU PROGRAMME

TOTAL DES TRAVAUX A REALISER POUR LA PERIODE du xx/xx/xxxx au xx/xx/xxxx

Actions	Devis Initial HT en FCP	Dépenses antérieures HT période du xx/xx/xx au xx/xx/xx en FCP	Dépenses du semestre écoulé HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx		Dépenses prévisionnelles réactualisées du semestre à venir HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx	TOTAL HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx
			Prévisionnel	Réalisé		
Action n° 1a						
Action n° 1b						
Action n° 1c						
Action n° 1d						
Action n° 2a						
Action n° 2b						
Action n° 2c						
Action n° 3a						
Action n° 3b						
Action n° 4a						
Action n° 4b						
Action n° 4c						
Action n° 5a						
Action n° 5b						
TOTAL en FCP Toutes Taxes						
TOTAL en Euro Hors Taxes						

FINANCEMENT DES TRAVAUX (en FCP) HT

Répartition						
Financement Pays	80%					
Financement BRGM	20%					
Total des Financements						

FINANCEMENT DES TRAVAUX (en Euro) HT

Répartition						
Financement Pays	80%					
Financement BRGM	20%					
Total des Financements						

**ANNEXE 2 à la convention n°
MODELE D'APPEL DE FONDS**

APPEL DE FONDS N° n
Pour la période du xx/xx/xxxx au xx/xx/xxxx

	Montants HT	
	en CFP	en Euro
a - Dépenses prévisionnelles semestre précédent du xx/xx/xx au xx/xx/xx		
b - Dépenses réelles semestre précédent du xx/xx/xx au xx/xx/xx		
c - Solde au xx/xx/xx (a - b)		
d - Dépenses prévisionnelles du semestre du xx/xx/xx au xx/xx/xx		
e - Montant nécessaire pour le semestre du xx/xx/xx au xx/xx/xx (d - c)		
f - Pour mémoire : participation Financière du BRGM (HORS TAXES)		
g - Montant HT de l'appel de fond n° n (e - f)		
h - TVA à xxx à appliquer au montant HT de l'appel de fond (g * 1.xx)		
i - Montant TTC de l'appel de fond n° n (g+h)		

	Montants TTC		N° de Mandat	Date de versement
	en CFP	en Euro		
Montants déjà perçus (rappel) :				
- Avance à la signature				
- 1er appel de fond : période du xx/xx/xxxx au xx/xx/xx				
- 2ème appel de fond : période du xx/xx/xx au xx/xx/xx				
- 3ème appel de fond : période du xx/xx/xx au xx/xx/xx				
- - (n-1)ème appel de fond : période du xx/xx/xx au xx/xx/xx				
Total perçu au xx/xx/xx				

Annexe 2.6

ANNEXE 2 à la convention n°
MODELE D'ETAT PREVISIONNEL REACTUALISE DES DEPENSES SEMESTRIELLES
 (sur papier à en tête du BRGM)

ETAT PREVISIONNEL
ACTION N° X : "INTITULE X"
TOTAL DES TRAVAUX A REALISER POUR LA PERIODE du xx/xx/xxxx au xx/xx/xxxx

Action n° X "Intitulé X"	Devis Initial HT en FCP	Dépenses antérieures HT période du xx/xx/xx au xx/xx/xx en FCP	Dépenses du semestre écoulé HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx		Dépenses prévisionnelles réactualisées du semestre à venir HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx	TOTAL HT en FCP période du xx/xx/xx au xx/xx/xx
			Prévisionnel	Réalisé		
Poste 1 : "Intitulé 1"						
Poste 2 : "Intitulé 2"						
.....						
Poste n : "Intitulé n"						
Missions déplacements						
Divers - autres charges						
Matériel						
TOTAL en FCP Toutes Taxes						
TOTAL en Euro Hors Taxes						

FINANCEMENT DES TRAVAUX (en FCP) HT

Répartition						
Financement Pays	80%					
Financement BRGM	20%					
Total des Financements						

FINANCEMENT DES TRAVAUX (en Euro) HT

Répartition						
Financement Pays	80%					
Financement BRGM	20%					
Total des Financements						

OBSERVATION : Il sera établi un état prévisionnel réactualisé semestriel des dépenses par devis programme et un état prévisionnel récapitulatif

Annexe 2.6

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 325 CM du 24 mars 2016 relatif à la commercialisation de la farine de froment panifiable conditionnée en emballage de plus de 2 kilogrammes, importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 25 février 2016.

NOR : DAE1600174AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la loi du pays n° 2012-13 du 18 juin 2012 relative à la dénomination "boulangier" et l'enseigne commerciale "boulangerie" ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 178 CM du 18 février 1994 modifié instituant une procédure d'appel d'offres à l'importation de certains produits de première nécessité ;

Vu l'arrêté n° 179 CM du 18 février 1994 modifié instituant une procédure d'appel d'offres à l'importation de farine de froment, relevant du numéro de nomenclature douanière 11.01.00.20 ;

Vu l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 modifié relatif à la commercialisation du pain en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— En Polynésie française, la commercialisation de la farine panifiable importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 25 février 2016 est réglementée dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Le prix de gros maximal de la farine de froment panifiable de marques Image Moulin, Pain doré, Pain du monde, importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 25 février 2016, au stade de l'importateur attributaire du marché, est fixé à 19,30 F CFP par kilogramme pour l'ensemble des boulangers de Polynésie française.

La farine de froment panifiable d'appel d'offres est destinée uniquement à la fabrication des pains à prix réglementés tels que définis par l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 modifié susvisé.

Art. 3.— Les prix de gros maximaux de la farine précitée, au stade de l'importateur attributaire du marché, sont fixés en F CFP par kilogramme, comme suit :

- pour les autres utilisateurs ou revendeurs des îles autres que Tahiti et Moorea : 19,30 ;
- pour les navires exerçant une activité commerciale dite de "vente à l'aventure" : 19,30.

Le prix de revente "à l'aventure" ou par les commerces des îles de la farine précitée ne peut excéder 23,30 F CFP par kilogramme.

Art. 4.— Les boulangers de Tahiti et de Moorea, fabriquant des baguettes de pain telles que définies par l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 modifié susvisé, doivent transmettre à la direction générale des affaires économiques une déclaration sur l'honneur.

Cette déclaration mentionne leur production mensuelle de baguettes de pain et leurs besoins mensuels en farine d'appel d'offres, sur la base d'un seuil minimum de 220 baguettes de pain par sac de 50 kilogrammes de farine citée à l'article 2 ci-dessus et conformément au modèle joint en annexe au présent arrêté.

Toute modification des informations figurant dans la déclaration sur l'honneur doit être portée à la connaissance de la direction générale des affaires économiques dans un délai maximum de deux mois. Le déclarant doit être à même de justifier par tous moyens, sous quinze jours, des informations indiquées sur la déclaration sur l'honneur sur simple demande des agents habilités de la direction générale des affaires économiques.

Toute déclaration indiquant une production de baguette supérieure de 5 % à celle réellement réalisée l'année précédente pourra être revue à la baisse par l'administration, en l'absence de justification du déclarant validée par la direction générale des affaires économiques.

Art. 5.— Les boulangers précités sont tenus de communiquer à la direction générale des affaires économiques, pour visa préalable, leur projet de commande de farine conformément aux besoins exprimés dans la déclaration définie à l'article 4 ci-dessus.

La direction générale des affaires économiques procède à une vérification de la cohérence entre les commandes reçues et la déclaration prévue à l'article 4 ci-dessus, puis communique aux importateurs attributaires les commandes après visa lorsque cette cohérence existe.

Art. 6. — Le montant de l'écart entre le prix de gros de la farine de froment panifiable d'appel d'offre défini aux articles 2 et 3 ci-dessus et le prix de soumission de l'attributaire du marché est imputable au budget général de la Polynésie française, chapitre 966, sous-chapitre 966-04, article 652.

Art. 7. — Le montant de cette prise en charge est réglé à l'attributaire du marché sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le directeur des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ;
- certificat administratif délivré par la direction générale des affaires économiques.

Art. 8. — Est puni de la peine prévue pour les contraventions de la 5^e classe, soit une amende de 178 997 F CFP par infraction, le fait de ne pas respecter les prix de gros maximaux et les prix de revente prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 9. — Est puni d'une amende administrative de 20 000 F CFP par sac de farine le fait d'utiliser la farine panifiable d'appel d'offres à des fins autres que celles énoncées au dernier alinéa de l'article 2 ci-dessus. Au-delà de vingt sacs, l'amende administrative est portée à 40 000 F CFP par sac.

Est puni d'une amende administrative de 50 000 F CFP par manquement constaté, le fait de ne pas communiquer ou de communiquer en retard à la direction générale des affaires économiques les informations prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Est puni d'une amende administrative de 30 000 F CFP le fait, pour les importateurs attributaires du marché, de fournir à un boulanger un sac de farine de froment panifiable d'appel d'offre sans avoir obtenu au préalable le visa mentionné à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 10. — L'auteur d'un des manquements, visés aux deux premiers alinéas de l'article précédent, lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une des amendes administratives précitées encourt, dans le cas où de nouveaux manquements sont constatés dans un délai de trois ans, une suspension temporaire de quinze jours de fourniture de farine panifiable d'appel d'offres.

Art. 11. — Les infractions à l'article 8 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés de la direction générale des affaires économiques.

Art. 12. — Les manquements énumérés aux articles 9 et 10 du présent arrêté sont recherchés et constatés par les agents de la direction générale des affaires économiques.

Tout manquement constaté à la présente réglementation est notifié à l'auteur des faits qui dispose d'un délai de quinze jours pour se justifier. Au-delà de ce délai, et à défaut de justification valable, l'autorité compétente lui notifie l'amende administrative.

Le montant de l'amende, versé au budget de la Polynésie française, est recouvré comme les créances non fiscales de celle-ci.

Art. 13. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

Annexe à l'arrêté n° 325 CM du 24 mars 2016

Déclaration sur l'honneur

Conformément à l'arrêté n° 325 CM du 24 mars 2016.

Je soussigné(e),
M., Melle, Mme :
responsable de la boulangerie :
Numéro de Tahiti : N° RC :
N° Téléphone : , N° Fax :
e-mail :
située à :

déclare sur l'honneur :

- produire baguettes de pain de 250 g mensuellement (y compris les pâtes crues), ce qui nécessite l'achat de sacs de farine panifiable chaque mois.
- avoir pris connaissance des dispositions réglementaires relatives à la commercialisation de la farine de froment panifiable et notamment les articles ci-après indiqués.

Je m'engage à informer dans les meilleurs délais la direction générale des affaires économiques de toute modification des informations ci-dessus mentionnées ou indiquées.

Fait à le
Signature

Art. 8. — Est puni de la peine prévue pour les contraventions de la 5^e classe, soit une amende de 178 997 F CFP par infraction, le fait de ne pas respecter les prix de gros maximaux et les prix de revente prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 9.— Est puni d'une amende administrative de 20 000 F CFP par sac de farine le fait d'utiliser la farine panifiable d'appel d'offres à des fins autres que celles énoncées au dernier alinéa de l'article 2 ci-dessus. Au-delà de vingt sacs, l'amende administrative est portée à 40 000 F CFP par sac.

Est puni d'une amende administrative de 50 000 F CFP par manquement constaté, le fait de ne pas communiquer ou de communiquer en retard à la direction générale des affaires économiques les informations prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Est puni d'une amende administrative de 30 000 F CFP le fait, pour les importateurs tributaires du marché, de fournir à un boulanger un sac de farine de froment panifiable d'appel d'offre sans avoir obtenu au préalable le visa mentionné à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 10.— L'auteur d'un des manquements, visés aux deux premiers alinéas de l'article précédent, lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une des amendes administratives précitées encoure, dans le cas où de nouveaux manquements sont constatés dans un délai de trois ans, une suspension temporaire de quinze jours de fourniture de farine panifiable d'appel d'offres.

Art. 11.— Les infractions à l'article 8 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés de la direction générale des affaires économiques.

Art. 12.— Les manquements énumérés aux articles 9 et 10 du présent arrêté sont recherchés et constatés par les agents de la direction générale des affaires économiques.

Tout manquement constaté à la présente réglementation est notifié à l'auteur des faits qui dispose d'un délai de quinze jours pour se justifier. Au-delà de ce délai, et à défaut de justification valable, l'autorité compétente lui notifie l'amende administrative.

Le montant de l'amende, versé au budget de la Polynésie française, est recouvré comme les créances non fiscales de celle-ci.

ARRETE n° 326 CM du 24 mars 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa pour le financement d'une formation des élèves de Bac pro électrotechnique de l'AMJ, en France.

NOR : DEE1600160AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention Etat-Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré et l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa pour l'exercice 2016 en date du 2 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) en faveur du lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa pour le financement d'une formation des élèves Bac pro électrotechnique de Uturoa, en France.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-05, article 657-4, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention sur le compte du lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), sur justification de relevés de mandats en 3 exemplaires.

Art. 4.— Le lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa s'engage à produire avant le 31 décembre 2016, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée technologique et professionnel Anne-Marie-Javouhey Uturoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 327 CM du 24 mars 2016 portant affectation de la terre Paturua 7, lot B de la parcelle B (surplus), cadastrée commune de Takaroa, section H n° 465, au profit de la commune de Takaroa.

NOR : DAF1620100AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1338 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française du 19 juin 2015 ;

Vu l'arrêté n° 1339 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française du 19 juin 2015 ;

Vu la lettre n° 98 annexe PPT/uth du 3 novembre 2015 de la commune de Takaroa ;

Vu la lettre n° 23 MAIRIE/MKM/cl du 11 janvier 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1535 CM du 6 octobre 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Paturua 7, cadastrée commune de Takaroa, section H n° 466, au profit de la commune de Takaroa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la commune de Takaroa, la terre Paturua 7, lot B de la parcelle B (surplus), cadastrée commune de Takaroa, section H n° 465, d'une superficie de 9 952 mètres carrés, telle qu'elle figure sur le plan produit par la commune et l'extrait de plan cadastral en date du 3 décembre 2015 détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la construction de deux logements pour instituteurs, la gestion et l'entretien du site.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Les valeurs comptable et vénale du bien affecté sont identiques et estimées à *quatre millions neuf cent soixante-seize mille francs CFP* (4 976 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Takaroa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— L'article 2 de l'arrêté n° 1535 CM du 6 octobre 2015 est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— Cette affectation est destinée à la construction d'une cantine scolaire, la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation”.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Takaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 328 CM du 24 mars 2016 portant modification du code de la route de la Polynésie française concernant les véhicules destinés à l'apprentissage de la conduite et aux examens du permis de conduire.

NOR : DTT1620272AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Polynésie française et ses arrêtés d'application (code de la route de la Polynésie française) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 147 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° Au deuxième alinéa du I, les mots : “II à VI” sont remplacés par les mots : “II à VI *bis*” ;
- 2° Au V, les mots : “les véhicules utilisés pour l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur,” sont supprimés ;
- 3° Après le VI, il est inséré un VI *bis* rédigé ainsi qu'il suit : “VI *bis* - Tout véhicule à moteur ou remorque utilisé pour l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur ou pour l'examen du permis de conduire est soumis à un contrôle technique périodique renouvelé tous les ans.”

Art. 2.— L'article 156-17 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° Au premier alinéa, le titre est complété par les mots : “Et les examens du permis de conduire” ;
- 2° Au quatrième alinéa, les mots : “ou de l'accompagnateur, d'un rétroviseur intérieur et d'un rétroviseur ou dispositif de rétrovision équivalent latéral extérieur droit” sont remplacés par les mots : “, deux rétroviseurs bilatéraux et un rétroviseur intérieur supplémentaires” ;
- 3° Au cinquième alinéa, les mots : “ou de l'accompagnateur” sont supprimés ;
- 4° Après le huitième alinéa, il est inséré un alinéa rédigé ainsi qu'il suit : “Les véhicules utilisés pour les examens du permis de conduire sont soumis aux obligations définies par le présent article.”

Art. 3.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 329 CM du 29 mars 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, commune de Punaauia, PK 13, au profit de Mme Hina Tumahai.

NOR : DEQ1600208AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 190 CM du 7 mars 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public routier à Punaauia, au profit de Mme Hina Tumahai ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 8 février 2015 de Mme Hina Nelly Tumahai ;

Vu l'avis de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement par lettre n° 5543-15 STT du 8 octobre 2015 ;

Vu l'avis de la commune de Punaauia par lettre n° 2015-197450 SEA/hl du 24 septembre 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Hina Nelly Tumahai, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, au droit d'une parcelle, d'une partie de la terre propriété Bohl, cadastrée section O n° 362, sise dans la commune de Punaauia, PK 13, tel que le tout figure sur le plan de

délimitation du domaine public routier n° 986-090-20-13978 du 10 août 2015, joint au dossier du bénéficiaire et détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2.— Le renouvellement de l'occupation précitée est destiné à l'implantation d'un local technique d'une superficie de 20 mètres carrés devant accueillir notamment une station de pompage.

Art. 3.— La présente autorisation est consentie pour une période de neuf (9) années consécutives, à compter du 7 mars 2015, sous les clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il se conformera aux prescriptions que pourrait lui faire tenir la direction de l'équipement, notamment en ce qui concerne la matérialisation de l'emplacement dont l'occupation est autorisée ;
- 2° Il est chargé d'entretenir régulièrement l'ensemble de la parcelle sus-citée ;
- 3° Les constructions et les aménagements sont subordonnés à la délivrance d'un permis de construire conformément à la réglementation en vigueur ;
- 4° Il sera seul tenu à toutes les garanties que ces occupations et ces installations pourraient entraîner à l'égard des tiers. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation, sans l'accord exprès du conseil des ministres ;
- 6° Enfin, à l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire sera tenu d'enlever, à ses frais, toutes les installations qu'il aura établies sur l'emplacement.

Art. 4.— La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques à Papeete, immeuble Te Fenua, rue Dumont-d'Urville, Orovini, est fixée à *soixante mille francs CFP* (60 000 F CFP).

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public.

Néanmoins, la Polynésie française se réserve le droit de fixer, par la suite, une autre redevance en cas d'adoption d'un nouveau texte réglementaire. Le montant de cette redevance sera fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre correspondant aux redevances dont la Polynésie française a été frustrée durant l'occupation de l'emplacement du domaine public routier d'une superficie de 20 mètres carrés, au droit d'une parcelle, d'une partie de la terre propriété Bohl, cadastrée section O n° 362, sise dans la commune de Punaauia, PK 13, est exigible pour la période du 7 mars 2015 jusqu'à l'approbation du présent arrêté.

Cette indemnité pour occupation sans titre est payable dès la publication du présent arrêté.

Art. 6.— Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six mois au moins avant la date d'échéance de l'autorisation. Cette demande est adressée par simple lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete, Tahiti), accompagnée notamment d'un plan de récolement et, le cas échéant, du certificat de conformité délivré par le service en charge d'urbanisme et/ou de l'équipement ainsi qu'un justificatif attestant le paiement à jour des redevances domaniales dues.

Art. 7.— La présente autorisation n'est accordée qu'à titre personnel et précaire. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des recommandations de la direction de l'équipement entraîne la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 9.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 333 CM du 29 mars 2016 fixant les modalités d'application du chapitre III du titre II du livre II de la partie V du code du travail (partie législative) relatif au dispositif "L'aide au contrat de travail" (ACT).

NOR : EMP1600231AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles LP. 5223-1 et suivants du code du travail ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le chapitre III du titre II du livre II de la partie V du code du travail (partie réglementaire) est remplacé par les dispositions suivantes :

"CHAPITRE III

L'AIDE AU CONTRAT DE TRAVAIL (ACT)

Section 1

Les mécanismes de l'aide au contrat de travail

Sous-section 1

Le dossier de demande

Article A. 5223-1.— Le service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) est chargé de la mise en œuvre du dispositif "Aide au contrat de travail" (ACT).

Article A. 5223-2.— Les employeurs qui sollicitent une ACT doivent déposer au SEFI un dossier complet dans un délai maximum, à compter de la date d'effet du contrat de travail, de :

- 40 jours pour les embauches situées dans l'archipel de la Société ;
- 50 jours pour les embauches situées dans les autres archipels.

Article A. 5223-3.— Ce dossier est constitué des pièces suivantes :

- 1° Un formulaire de demande ACT dûment renseigné ;
- 2° Trois exemplaires originaux de la convention ACT complétés et visés par l'employeur ;
- 3° Un avis de situation au répertoire des entreprises datant de moins de trois mois, délivré par l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;
- 4° Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom de l'employeur ;
- 5° Un extrait K ou Kbis récent délivré par le greffe du tribunal du commerce pour les employeurs ayant l'obligation de s'inscrire au registre du commerce et des sociétés ou la composition du dernier bureau en cours de validité pour les associations ;
- 6° Une attestation de régularité du paiement des cotisations sociales délivrée par la Caisse de prévoyance sociale ou une attestation de non affiliation pour les employeurs n'ayant jamais eu de salarié ;
- 7° Une attestation sur l'honneur de l'employeur certifiant :
 - qu'il n'a pas licencié pour cause économique dans les douze mois précédant la demande ;
 - que l'embauche sous ACT ne porte pas sur un poste de travail d'un salarié qui a fait l'objet d'un licenciement ;

- que l'embauche sous ACT ne concerne pas un ancien salarié ayant quitté depuis moins d'un an, l'employeur ou toute société dans lesquelles l'employeur détient des participations ;
- 8° Une copie du contrat à durée indéterminée (CDI) du salarié pour lequel l'ACT est sollicitée. Ce contrat transmis sous la responsabilité de l'employeur doit être conforme à la législation du travail en vigueur ;
- 9° Une copie d'une pièce d'identité du salarié ;
- 10° Une attestation d'inscription de demandeur d'emploi au SEFI ou, le cas échéant, une attestation de licenciement économique délivrée par la direction du travail ;
- 11° Un relevé de compte cotisant maladie (formulaire KC40) ou retraite (formulaire KC41) du salarié, des douze derniers mois précédant l'embauche, délivré par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;
- 12° Une "attestation d'affiliation" du salarié indiquant l'historique de ses employeurs, délivrée par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

Sous-section 2 L'aide financière

Article A. 5223-4.— L'octroi de l'ACT est formalisé par voie de convention, dont le modèle type est annexé au présent arrêté, entre l'employeur concerné et le SEFI.

Article A. 5223-5.— L'aide financière s'élève à *trente-six mille francs CFP* (36 000 CFP) par mois pour un temps plein.

Elle est versée au titre d'un trimestre civil au *pro rata* du temps de travail du salarié concerné, sans dépasser toutefois le montant fixé *supra* après justification du paiement des salaires et des charges sociales correspondants.

Article A. 5223-6.— Les pièces justificatives du paiement des salaires et des charges sociales sont constituées :

- 1° Des copies des bulletins de salaires du trimestre civil précédant la demande de remboursement, dûment visés par l'employeur et le salarié ;
- 2° Des copies des ordres de recettes correspondants émis par la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

Ces pièces doivent être déposées au SEFI dans un délai maximum de deux mois à compter de l'échéance de chaque trimestre civil.

Sous-section 3 Limitation

Article A. 5223-7.— Le nombre maximum d'ACT dont un employeur peut bénéficier simultanément est fixé à :

- cinq pour les employeurs dont l'effectif, au jour de la demande (à l'exclusion du (des) salarié(s) dont le bénéfice d'ACT est demandé), est inférieur ou égal à vingt ;
- dix pour les employeurs dont l'effectif, au jour de la demande (à l'exclusion du (des) salarié(s) dont le bénéfice d'ACT est demandé), est supérieur à vingt et inférieur ou égal à cinquante ;
- quinze pour les autres employeurs.

Section 2

Rupture de la convention et modalités de remplacement

Article A. 5223-8.— En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'exécution de la convention ACT, l'employeur est tenu d'informer le SEFI dans un délai de quinze jours en indiquant la date et les motifs de rupture et de produire tout justificatif (lettre de licenciement, lettre de démission, etc.).

Article A. 5223-9.— L'employeur dispose de trois mois pour procéder au remplacement du salarié pour lequel une convention ACT a été établie et fournir les documents nécessaires à l'établissement d'un avenant à la convention initiale à savoir les pièces spécifiées aux tirets 8 à 12 de l'article A. 5223-3.

A défaut de remplacement dans le délai imparti, la convention ACT devient caduque et l'employeur ne peut solliciter une nouvelle demande ACT avant le terme initial de la convention ACT devenue caduque."

Art. 2.— Par dérogation à l'article A. 5223-2, le délai prescrit pour déposer une demande d'ACT est porté à 60 jours à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail,
des solidarités et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

CONVENTION N° / MTS / SEFI du

Relative à l'octroi d'une Aide au Contrat de Travail (ACT)

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles LP. 5223-1 et suivants et A. 5223-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté n° 147/PR du 8 mars 2016, relatif aux attributions du Ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu l'arrêté n° 2013/MTS du 11 mars 2016 portant délégation de signature au chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du Service de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion professionnelles, représentée par son chef Madame Hina GREPIN-LOUISON , ci-après désigné « S.E.F.I »,

d'une part,

ET :

Nom ou Raison sociale :
 Forme juridique :
 Enseigne commerciale :
 Numéro Tahiti : Numéro RC :
 Adresse :
 Représenté par :
 ci-après désigné « l'employeur »,

d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :**Article 1er. - Objet**

La présente convention est conclue en vertu de la réglementation susvisée et relative à l' « Aide au Contrat de Travail ».

Elle a pour objet de préciser les engagements de chaque cocontractant et les modalités pratiques du versement de l'aide financière à la charge de la Polynésie française.

Article 2. - Obligations des parties**1) Obligations de l'employeur**

L'employeur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions réglementaires susvisées relatives à l' « Aide au Contrat de Travail » et s'engage à respecter vis-à-vis du salarié concerné les conditions prévues à la présente convention et au contrat de travail qui y est associé.

L'employeur accepte que les agents du S.E.F.I. accèdent à ses locaux pour vérifier, en tant que de besoin, la bonne exécution de la présente convention.

Dans le cadre de la présente convention, l'employeur s'engage à :

- produire au S.E.F.I. une copie du contrat à durée indéterminée d'une durée de heures par mois (*minimum de 80 heures*) signé avec le salarié ci-après désigné à compter du :
.. pour le poste de

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance :/...../..... à **N° DN :**

- procéder ponctuellement à terme échu au règlement mensuel du salaire ainsi qu'à celui des charges sociales correspondantes ;
- produire régulièrement au S.E.F.I. dans un délai maximum de deux mois à compter de l'échéance du trimestre civil :
 - copies des bulletins de salaire, visées par l'employeur et le(s) salarié(s) du trimestre concerné ;
 - copie des ordres de recettes de la Caisse de Prévoyance Sociale du trimestre concerné.

Ces pièces seront conservées par le S.E.F.I.

2) Obligations de la Polynésie française

La Polynésie française s'engage, à compter de la date d'effet de la présente convention, à effectuer sur le compte bancaire désigné par l'employeur, le versement de l'aide financière trimestrielle dont le montant plafonné est fixé par l'article A. 5223-5 du code du travail.

Cette aide est versée en fonction du volume horaire mensuel du contrat de travail tel que précisé à l'article 2 de la présente convention et au prorata du temps de travail effectif du salarié concerné.

Article 3. - Rupture du contrat de travail et remplacement

En cas de rupture du contrat de travail pendant la période d'exécution de la convention ACT, l'employeur est tenu de produire au S.E.F.I., dans un délai de quinze jours à compter de la rupture en question :

1. un courrier indiquant la date et le motif de cette dernière ;
2. une copie de la lettre de démission ou de licenciement pour faute grave du salarié.

L'employeur a la possibilité de procéder, au maximum deux fois, au remplacement du salarié pendant la période d'exécution de la convention restant à courir. Ce remplacement s'opère par voie d'avenant.

L'employeur dispose de trois mois à compter de la rupture du contrat de travail pour procéder au remplacement du salarié et fournir les pièces justificatives au S.E.F.I (Article A. 5223-9).

A défaut, la présente convention est rendue caduque et l'employeur ne peut solliciter une nouvelle demande d'A.C.T. pour le même poste de travail avant le terme initial de l'A.C.T. devenu caduque.

Article 4. - Sanctions

A défaut de production des pièces justificatives du paiement des salaires et des charges sociales dans le délai imparti de deux mois, le SEFI peut procéder à la résiliation unilatérale de la convention.

Dans le cas où l'employeur ne respecte pas ses obligations, le SEFI suspend le versement de l'aide financière jusqu'à régularisation et au maximum pendant une durée de deux mois à l'issue de laquelle le SEFI peut résilier la convention et faire procéder à l'émission d'un ordre de reversement au titre des sommes éventuellement perçues indûment par l'employeur.

Article 5. - Imputation budgétaire

Les dépenses sont imputées sur le fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur de la Polynésie française.

Article 6. - Dispositions finales

Cette convention est conclue pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter du (réservé au SEFI) :

Rendu exécutoire à Papeete, en trois exemplaires originaux, le

Fait à , le

L'employeur¹

Fait à , le

Pour Le Ministre
du travail, des solidarités
et de la condition féminine
et par délégation,
Le chef du service
de l'emploi, de la formation et de l'insertion
professionnelles

.....

Hina GREPIN LOUISON

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature
Convention n° :

ARRETE n° 335 CM du 30 mars 2016 portant modification de l'arrêté n° 810 CM du 23 mai 2014 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est et cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

NOR : DEQ1620219AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 810 CM du 23 mai 2014 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la rivière de Tevihonu située à Afaahiti dans la commune de Taiarapu-Est et cessibles les parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu les fiches de mutations n° 4700105 et n° 4700106 du 15 janvier 2016 de la direction des affaires foncières, division du cadastre ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les lignes n° 26 et n° 28 du tableau contenu à l'article 3 de l'arrêté n° 810 CM du 23 mai 2014 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Plans	Références cadastrales des parcelles	Terres	Emprises à exproprier en m²	Propriétaires
26	AS n° 202 ancienne référence cadastrale AS n° 25	TEVIHONU Lot A1 Partie	639	LEHARTEL Emmanuel, Veteari né le 08/09/1954 à Afaahiti époux de HUTIA Carole née le 26/03/1964 à Uturoa - Raiatea (Nue-propriété) -PICARD Gislaine, Céline, Maeva née le 09/07/1937 à Afaahiti épouse de LEHARTEL Paul, France, Tehei dit "Poulet" né le 14/09/1934 à Papeete (Usufruit)
28	AS n° 204 ancienne référence cadastrale AS n° 10	TEVIHONU Parcelle B du Lot 1	550	MENDELSON Berthe, Margarita née le 03/04/1934 à Papeete veuve RAIHAUTI Eugène né le 20/12/1927 à Punaauia

Art. 2. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

NOR : EVT1600202AC

Par arrêté n° 330 CM du 29 mars 2016. — Est rendue exécutoire la délibération n° 2 EVT 2016 du 4 février 2016 du conseil d'administration de l'établissement public Vanille de Tahiti portant fixation du taux de commissionnement de l'établissement public Vanille de Tahiti sur la vente des produits placés en dépôt-vente.

DELIBERATION N°02/EVT/2016

portant fixation du taux de commissionnement de l'établissement public « Vanille de Tahiti » sur la vente des produits placés en dépôt-vente

**Le Conseil d'Administration de l'Etablissement public
« Vanille de Tahiti »**

- Vu la loi organique n°2004-192- du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2009-193 du 27 février 2007 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2003-68/APF du 15 mai 2003 portant création d'un Etablissement Public dénommé "Vanille de Tahiti " ;
- Vu l'arrêté n° 1115/CM modifié du 06 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM modifié du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 1124/CM du 13 août 2008 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu l'arrêté n° 536/CM du 06 mai 2015 portant nomination de Mme Carine YIP-VAIRAAROA en qualité de directrice de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la note de présentation n° 02-2016/EVT/DIR.

Le conseil d'administration en ayant délibéré dans sa séance du : 4 février 2016

A D O P T E

Article 1 : Dans le cadre de ses missions au titre du développement de la production, de la commercialisation et de la promotion de la « Vanille de Tahiti », l'établissement est autorisé à commercialiser des gousses de vanille préparée ou produits dérivés placés en dépôt-vente auprès de sa boutique, notamment par les producteurs, préparateurs et/ou négociants de Polynésie française.

A ce titre, l'établissement applique un commissionnement dont les taux sont fixés comme suit :

- ❖ **+ 30% du prix de vente HT** pour tout dépôt de produits destinés à la vente en Polynésie française. Les produits sont livrés dans les locaux de l'établissement par le déposant.
- ❖ **+ 40% du prix de vente HT** pour tout dépôt de produits mis en vente hors Polynésie française notamment lors de la participation de l'établissement aux manifestations commerciales. Les frais liés aux transports et aux formalités administratives (expertise, certificat phytosanitaire...) des produits jusqu'au point de vente sont à la charge du déposant.

Article 2 : Dans le cadre de la commercialisation de ces produits, les frais de transports hors île de Tahiti liés à la vente des produits sont facturés aux clients.

Art. 3. — La délibération n° 1 EVT 2011 du 31 janvier 2011 rendue exécutoire par l'arrêté n° 171 CM du 11 février 2011 est abrogée.

Art. 4. — La directrice et l'agent comptable, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

Le président,

NOR : EVT1600203AC

Par arrêté n° 331 CM du 29 mars 2016. — Est rendue exécutoire la délibération n° 3 EVT 2016 du 4 février 2016 modifiant la délibération n° 2 EVT 2014 modifiée du 27 janvier 2014 du conseil d'administration de l'établissement public Vanille de Tahiti portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins de l'établissement Vanille de Tahiti.

DELIBERATION N°03/EVT/2016

Modifiant la délibération n°02/EVT/2014 modifiée du 27 janvier 2014
portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins
de l'établissement Vanille de Tahiti

Le Conseil d'Administration de l'Etablissement public
« Vanille de Tahiti »

- Vu la loi organique n°2004-192- du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2009-193 du 27 février 2007 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2003-68/APF du 15 mai 2003 portant création d'un Etablissement Public dénommé "Vanille de Tahiti " ;
- Vu l'arrêté n° 1115/CM modifié du 06 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM modifié du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 1124/CM du 13 août 2008 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu l'arrêté n° 368/CM du 04 mars 2014 rendant exécutoire la délibération n°02/EVT/2014 du 27 janvier 2014 portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et de locations d'engins de l'établissement public Vanille de Tahiti ;
- Vu l'arrêté n° 536/CM du 06 mai 2015 portant nomination de Mme Carine YIP-VAIRAAROA en qualité de directrice de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Vanille de Tahiti » ;
- Vu l'arrêté n° 368/CM du 04 mars 2014 rendant exécutoire la délibération n°02/EVT/2014 du 27 janvier 2014 portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins de l'établissement Vanille de Tahiti ;
- Vu l'arrêté n° 387/CM du 02 avril 2015 rendant exécutoire la délibération n°03/EVT/2015 du 05 février 2015 modifiant la délibération n°02/EVT/2014 du 27 janvier 2014 portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins de l'établissement Vanille de Tahiti ;
- Vu la note de présentation n° 03-2016/EVT/DIR.

Le conseil d'administration en ayant délibéré dans sa séance du : 4 février 2016

A D O P T E

Article 1 : Les articles 1-6, 1-10 et 1-11 de la délibération n°02/EVT/2014 modifiée du 27 janvier 2014 sont ainsi rédigés :

PRODUITS**ARTICLE 1 – 6: KIT PACKAGING GOURMAND**

Article 1-6 : En marge de la cession à titre gratuit de packaging dans le cadre de la promotion, les tarifs de vente des kits packagings gourmands « Vanille de Tahiti » sont fixés à :

- En Polynésie française :

Le kit packaging gourmand mis en vente en Polynésie française est composé de cinq (5) gousses de vanille préparée mesurant entre 16 et 18 cm de longueur, conditionnées en sachet sous-vide.

Son tarif de vente « public » est fixé à 2 328 F.CFP HT.

Son tarif de vente « revendeur » est fixé à 2 069 F.CFP HT.

- Hors Polynésie française :

Le kit packaging gourmand mis en vente hors Polynésie française lors d'un déplacement de l'établissement en foire ou salon grand public et/ou professionnel est composé de trois (3) gousses de vanille préparée mesurant entre 16 et 18 cm de longueur, conditionnées en sachet sous-vide.

Son tarif de vente « public » est fixé à 2 263 F.CFP HT soit 18,97 € HT.

ARTICLE 1 - 10 : KIT MINI COFFRET

Article 1-10 : Le tarif de vente du kit mini coffret est fixé comme suit :

- Le kit mini coffret mis en vente en Polynésie française et hors Polynésie française lors d'un déplacement de l'établissement en foire ou salon grand public et/ou professionnel est composé :
 - de deux (2) gousses de vanille préparée mesurant entre 14 et 16 cm, conditionnées en sachet sous-vide et,
 - d'une fiole de 20ml en plastique remplie d'extrait ou de poudre de vanille.
- En Polynésie française :
 Son tarif de vente « public » est fixé à 1 724 F.CFP HT.
 Son tarif de vente « revendeur » est fixé à 1 552 F.CFP HT.
- Hors Polynésie française :
 Son tarif de vente « public » est fixé à 2 572 F.CFP HT soit 21,55 € HT.
- Pour les préparateurs et négociants en Vanille de Tahiti :
 Le tarif de vente du mini coffret sans les gousses de vanille avec la fiole en plastique de 20ml vide est fixé à 539 F.CFP HT.

ARTICLE 1 - 11 : SAC PROMOTIONNEL « VANILLE DE TAHITI »

Article 1-11 : Le sac promotionnel « Vanille de Tahiti » de dimensions 26 x 8 x 30.

- En Polynésie française :
 Son tarif de vente « public » est fixé à 259 F.CFP HT.
 Son tarif de vente « revendeur » est fixé à 224 F.CFP HT.
- Hors Polynésie française :
 Son tarif de vente « public » est fixé à 381 F.CFP HT soit 3,19 € HT.
- Pour les préparateurs et négociants en Vanille de Tahiti :
 Le tarif de vente du sac promotionnel « Vanille de Tahiti » est fixé à 224 F.CFP HT.

Les autres dispositions restent inchangées.

Art. 2. — La directrice et l'agent comptable, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

Le président,

NOR: EVT1600204AC

Par arrêté n° 332 CM du 29 mars 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 4 EVT 2016 du 4 février 2016 du conseil d'administration de l'établissement public Vanille de Tahiti portant adoption du budget primitif de l'établissement public Vanille de Tahiti pour l'exercice 2016.

Le budget est arrêté à la somme de trois cent quarante-quatre millions quatre cent cinquante-cinq mille deux cent cinquante-quatre francs CFP (344 455 254 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	272 536 821	10 000 000	282 536 821
Dépenses	272 536 821	71 918 433	344 455 254
Résultat	0	-61 918 433	-61 918 433

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de 61 918 433 F CFP.

DELIBERATION N° 04/EVT/2016

Portant adoption du budget primitif
de l'Etablissement public « Vanille de Tahiti » pour l'exercice 2016

Le Conseil d'Administration de l'Etablissement public « Vanille de Tahiti »

- Vu la loi organique n°2004-192- du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2009-193 du 27 février 2007 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2003-68/APF du 15 mai 2003 portant création d'un Etablissement Public dénommé "Vanille de Tahiti" ;
- Vu l'arrêté n° 1113/CM modifié du 06 août 2003 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM modifié du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 1124/CM du 13 août 2008 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu l'arrêté n° 536/CM du 06 mai 2015 portant nomination de Mme Carine YIP-VAIRAAROA en qualité de directrice de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la note de présentation n° 04-2016/EVT/DIR.

Après en avoir délibéré dans sa séance du 4 février 2016

A D O P T E

Article 1. Le budget primitif de l'établissement public « Vanille de Tahiti » pour l'exercice 2016, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 344 455 254 XPF (TROIS CENT QUARANTE QUATRE MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE CINQ MILLE DEUX CENT CINQUANTE QUATRE XPF), est approuvé.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	TOTAL
Recettes (en XPF)	272 536 821	10 000 000	282 536 821
Dépenses (en XPF)	272 536 821	71 918 433	344 455 254
Résultat (en XPF)	0	-61 918 433	-61 918 433

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de 61 918 433 F CFP.

Art. 2.— La directrice et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

Le président,

BUDGET PRINCIPAL
ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI
BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2016

OPE_EPPROBUD15 V5.4

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 27/01/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
60					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS					
	6				ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	14 430 638	13 052 731	14 280 638	- 150 000	
					Sous-total 606	14 430 638	13 052 731	14 280 638	- 150 000	
	7				ACHATS DE MARCHANDISES	4 600 000	2 831 886	3 100 000	- 1 500 000	
					Sous-total 607	4 600 000	2 831 886	3 100 000	- 1 500 000	
					Total chapitre 60.....	19 030 638	15 884 617	17 380 638	- 1 650 000	
61					ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES					
	3				LOCATIONS	400 000	343 245	400 000	0	
					Sous-total 613	400 000	343 245	400 000	0	
	5				TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	4 807 704	3 976 979	4 807 704	0	
					Sous-total 615	4 807 704	3 976 979	4 807 704	0	
	6				PRIMES ASSURANCES	1 892 023	1 113 115	1 892 023	0	
					Sous-total 616	1 892 023	1 113 115	1 892 023	0	
	8				DIVERS	944 527	116 401	344 527	- 600 000	
					Sous-total 618	944 527	116 401	344 527	- 600 000	
					Total chapitre 61.....	8 044 254	5 549 740	7 444 254	- 600 000	
62					AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI					
	2				REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	4 028 810	1 158 346	2 328 810	- 1 700 000	
					Sous-total 622	4 028 810	1 158 346	2 328 810	- 1 700 000	
	3				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	5 071 332	4 727 185	5 071 332	0	
					Sous-total 623	5 071 332	4 727 185	5 071 332	0	
	4				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	5 711 793	3 024 588	4 711 793	- 1 000 000	
					Sous-total 624	5 711 793	3 024 588	4 711 793	- 1 000 000	
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	1 825 117	1 716 395	3 725 117	1 900 000	
					Sous-total 625	1 825 117	1 716 395	3 725 117	1 900 000	
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	2 013 100	1 712 401	2 013 100	0	
					Sous-total 626	2 013 100	1 712 401	2 013 100	0	
	7				SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	110 000	64 204	360 000	250 000	
				Sous-total 627	110 000	64 204	360 000	250 000		
8				CHARGES EXTERNES DIVERSES	54 229 030	16 892 272	55 898 282	1 669 252		
					Sous-total 628	54 229 030	16 892 272	55 898 282	1 669 252	
					Total chapitre 62.....	72 989 182	29 295 391	74 108 434	1 119 252	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 27/01/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
63					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES					
	1				IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERA	625 927	561 793	625 927	0	
					Sous-total 631	625 927	561 793	625 927	0	
	5				AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..	152 000	39 315	152 000	0	
					Sous-total 635	152 000	39 315	152 000	0	
	7				AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	5 000	0	5 000	0	
					Sous-total 637	5 000	0	5 000	0	
					Total chapitre 63.....	782 927	601 108	782 927	0	
64					CHARGES DE PERSONNEL					
	1				REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	125 181 293	119 810 530	120 681 293	- 4 500 000	
					Sous-total 641	125 181 293	119 810 530	120 681 293	- 4 500 000	
	5				CHARGES SOCIALES CPS	36 334 332	34 405 819	35 334 332	- 1 000 000	
					Sous-total 645	36 334 332	34 405 819	35 334 332	- 1 000 000	
	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	280 702	280 450	320 702	40 000	
					Sous-total 647	280 702	280 450	320 702	40 000	
					Total chapitre 64.....	161 796 327	154 496 799	156 336 327	- 5 460 000	
65					AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
	1				REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	565 741	60 611	165 741	- 400 000	
					Sous-total 651	565 741	60 611	165 741	- 400 000	
	4				CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	5 000 000	0	0	- 5 000 000	
					Sous-total 654	5 000 000	0	0	- 5 000 000	
					Total chapitre 65.....	5 565 741	60 611	165 741	- 5 400 000	
66					CHARGES FINANCIERES					
	6				PERTES DE CHANGE	100 000	55 381	100 000	0	
					Sous-total 666	100 000	55 381	100 000	0	
					Total chapitre 66.....	100 000	55 381	100 000	0	
68					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS					
	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
					Sous-total 681	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
					Total chapitre 68.....	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
69					IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES					
	5				IMPOTS SUR LES BENEFICES	3 218 500	2 797 000	6 218 500	3 000 000	
					Sous-total 695	3 218 500	2 797 000	6 218 500	3 000 000	
					Total chapitre 69.....	3 218 500	2 797 000	6 218 500	3 000 000	

OPE_EPPROBUD15 V5.4

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 27/01/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
63					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
	1				IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES					
					IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERA	625 927	561 793	625 927	0	
					Sous-total 631	625 927	561 793	625 927	0	
	5				AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..	152 000	39 315	152 000	0	
					Sous-total 635	152 000	39 315	152 000	0	
	7				AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	5 000	0	5 000	0	
					Sous-total 637	5 000	0	5 000	0	
					Total chapitre 63.....	782 927	601 108	782 927	0	
64					CHARGES DE PERSONNEL					
	1				REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	125 181 293	119 810 530	120 681 293	- 4 500 000	
					Sous-total 641	125 181 293	119 810 530	120 681 293	- 4 500 000	
	5				CHARGES SOCIALES CPS	36 334 332	34 405 819	35 334 332	- 1 000 000	
					Sous-total 645	36 334 332	34 405 819	35 334 332	- 1 000 000	
	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	280 702	280 450	320 702	40 000	
					Sous-total 647	280 702	280 450	320 702	40 000	
					Total chapitre 64.....	161 796 327	154 496 799	156 336 327	- 5 460 000	
65					AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
	1				REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	565 741	60 611	165 741	- 400 000	
					Sous-total 651	565 741	60 611	165 741	- 400 000	
	4				CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	5 000 000	0	0	- 5 000 000	
					Sous-total 654	5 000 000	0	0	- 5 000 000	
					Total chapitre 65.....	5 565 741	60 611	165 741	- 5 400 000	
66					CHARGES FINANCIERES					
	6				PERTES DE CHANGE	100 000	55 381	100 000	0	
					Sous-total 666	100 000	55 381	100 000	0	
					Total chapitre 66.....	100 000	55 381	100 000	0	
68					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS					
	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
					Sous-total 681	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
					Total chapitre 68.....	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
69					IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES					
	5				IMPOTS SUR LES BENEFICES	3 218 500	2 797 000	6 218 500	3 000 000	
					Sous-total 695	3 218 500	2 797 000	6 218 500	3 000 000	
					Total chapitre 69.....	3 218 500	2 797 000	6 218 500	3 000 000	

OPE_EPPROBUD15 V5.4

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 27/01/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	292 500 812	227 874 261	272 536 821	- 19 963 991	

OPE_EPPROBUD15 V5.4

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuille 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 27/01/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
					SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
13					SUBVENTION INVESTISSEMENT					
	1				SUBVENTION EQUIPEMENT	47 084 066	20 000 000	27 084 066	- 20 000 000	
					Sous-total 131	47 084 066	20 000 000	27 084 066	- 20 000 000	
	9				SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE AU CPTÉ RESULTAT	13 088 358	11 454 930	37 424 367	24 336 009	
					Sous-total 139	13 088 358	11 454 930	37 424 367	24 336 009	
					Total chapitre 13.....	60 172 424	31 454 930	64 508 433	4 336 009	
20					IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	5				CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES....	0	0	410 000	410 000	
					Sous-total 205	0	0	410 000	410 000	
					Total chapitre 20.....	0	0	410 000	410 000	
21					IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	3				CONSTRUCTIONS	7 815 696	6 117 160	0	- 7 815 696	
					Sous-total 213	7 815 696	6 117 160	0	- 7 815 696	
	5				INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	8 433 582	7 326 434	0	- 8 433 582	
					Sous-total 215	8 433 582	7 326 434	0	- 8 433 582	
	8				AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 771 360	1 460 056	7 000 000	5 228 640	
					Sous-total 218	1 771 360	1 460 056	7 000 000	5 228 640	
					Total chapitre 21.....	18 020 638	14 903 650	7 000 000	- 11 020 638	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	78 193 062	46 358 580	71 918 433	- 6 274 629	

OPE_EPPROBUD15 V5.4

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 27/01/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
13	1				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					SUBVENTION INVESTISSEMENT					
					SUBVENTION EQUIPEMENT					
					Sous-total 131	10 000 000	4 716 418	0	- 10 000 000	
					Total chapitre 13.....	10 000 000	4 716 418	0	- 10 000 000	
21	3				IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
					CONSTRUCTIONS					
					Sous-total 213	135 753	135 753	0	- 135 753	
					Total chapitre 21.....	135 753	135 753	0	- 135 753	
28	0 1 4				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 562 959	1 970 449	1 992 201	- 570 758	
					Sous-total 280	2 562 959	1 970 449	1 992 201	- 570 758	
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 606 816	15 359 700	6 459 928	- 10 146 888	
					Sous-total 281	16 606 816	15 359 700	6 459 928	- 10 146 888	
					AMMORT IMMOB CORPOR CHARGE RENOUV NON A L'ETABL	1 803 468	1 803 465	1 547 871	- 255 597	
					Sous-total 284	1 803 468	1 803 465	1 547 871	- 255 597	
					Total chapitre 28.....	20 973 243	19 133 614	10 000 000	- 10 973 243	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	31 108 996	23 985 785	10 000 000	- 21 108 996	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	17 380 638	70	VENTES DE MARCHANDISES	42 950 551	
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	7 444 254	74	SUBVENTION EXPLOITATION	190 000 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	74 108 434	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 161 903	
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	782 927	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	37 424 367	
64	CHARGES DE PERSONNEL	156 336 327				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	165 741				
66	CHARGES FINANCIERES	100 000				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	10 000 000				
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES	6 218 500				
	Total des DEPENSES	272 536 821		Total des RECETTES	272 536 821	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)		
	Montant TOTAL	272 536 821		Montant TOTAL	272 536 821	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES		Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	64 508 433	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	410 000	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 000 000	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	10 000 000
	Total des DEPENSES	71 918 433		Total des RECETTES	10 000 000
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement			Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	61 918 433
	Montant TOTAL	71 918 433		Montant TOTAL	71 918 433
	TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	344 455 254		TOTAL BRUT DES RECETTES	344 455 254
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)			A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	
	TOTAL NET DES DEPENSES	344 455 254		TOTAL NET DES RECETTES	344 455 254

En charge de l'égalité des territoires, du partenariat avec les collectivités, du développement des archipels, des postes et télécommunications, des affaires internationales et intérieures, ainsi que le développement de l'agriculture et de l'artisanat

Etablissement Vanille de Tahiti

SITUATION DE L'EFFECTIF BUDGETAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016
(Arrêté n°1270/CM du 26 novembre 1996 et circulaire 839/MEF du 13 février 2012)

EFFECTIF BUDGETAIRE				PERSONNEL EN PLACE				Date prochain avancement	OBSERVATIONS	Poste vacant	Poste pourvu et rémunéré sur le budget EVT
Numéro d'ordre	Numéro de poste	Catégorie	Intitulé du poste	Noms Prénoms	MAD	privé	Catégorie	Echelon			
1) Direction générale :											
1	1DIR	A	- Directeur général (Emploi fonctionnel)	Carine YIP épouse VAIRAAROA		1	A		01/02/2016		1
2	3DIR	B	- Secrétaire de direction	Milton PARAUE		1	C		10/06/2016		1
3	3DAF	C	- Secrétaire /Planton	Ariiveheata HART		1	B		27/10/2016		1
4	5DIR	A	- Chargé de mission marchés publics et RH							1	
5	1DAF	A	- Chargée de promotion et commercialisation	Laiza VONGEY		1	B		17/04/2016		1
6	4DAF	C	- Aide comptable	Raimoana BENNETT		1	B		02/02/2016		1
7	6DAF	C	- Aide comptable	Léontine TUMARAE		1	B		17/01/2016		1
8	7DIR	A	- Comptable	Meheata TEMARII		1	A		13/06/2016		1
2) Production :						19					
9		A	- Directeur technique	Ariinaunahia TERIIPAIA		1	A		15/01/2018		1
10	1FVT	A	- Responsable d'antenne								
11	3FVT	C	- Secrétaire	Ramona IOANE		1	D		06/10/2016		1
12	5FVT	C	- Vulgarisateur de niveau 3	Ahimana NAORE		1	C		06/10/2016		1
13	6FVT	C	- Vulgarisateur de niveau 3	François TETAUIRA		1	D		06/10/2016	Responsable d'antenne	1
14	8FVT	D	- Ouvrier	Henere TIHOPU		1	E		01/02/2016		1
15	9FVT	D	- Ouvrier chef d'équipe	Maire MAIARII		1	D		03/11/2016		1
16	1FVR	A	- Responsable d'antenne	Georges BROTHERRSON	1		B			En position de MAD jusqu'au 30/10/2016	1
17	3FVR	C	- Secrétaire	Line TAVITA épouse TEAHU		1	B		20/10/2016		1
18	5FVR	C	- Vulgarisateur de niveau 2	Teremu TEIHOTU		1	B		20/10/2016		1
19	6FVR	C	- Vulgarisateur de niveau 3	Wilfred REVA		1	D		20/10/2016		1
20	3DRD	C	- Vulgarisateur de niveau 1	Mihimana AMIOT		1	C		20/10/2016		1
21	7FVR	D	- Ouvrier	Yannick PUAHIO		1	E		20/10/2016		1
22	8FVR	D	- Ouvrier	François TERIITAUMIHAIU		1	E		01/04/2016		1
23	2DIR	A	- Responsable d'antenne	Hareau BROTHERRSON		1	A		01/03/2017		1
24	3FVH	C	- Secrétaire	Julianna LU épouse VAIHO		1	C		20/10/2016		1
25	5FVH	C	- Vulgarisateur de niveau 2	Heimana TIATIA		1	B		13/10/2016		1
26	6FVH	C	- Vulgarisateur de niveau 3	Ferdinand LEMAIRE		1	C		13/10/2016		1
27	1DAA	A	- Responsable d'antenne et chargée des aides	Kathy GAUDOT épouse MARAMA		1	C		06/10/2016		1
28	1IDV	C	- Vulgarisateur de niveau 3	Jean PATII		1	C		04/05/2016		1
29	03IDV	C	- Vulgarisateur de niveau 3	Richard TEPA		1	E		25/05/2016		1
4) Recherche :						02					
30	5DRD	B	- Technicien de culture in vitro	Chloe PELLISSIER épouse BRANDER		1	B		20/10/2016		1
31	7DRD	A	- Chercheur en génétique	Sandra ANDRZEJEWSKI épouse LEPERS		1	A		02/12/2016	Responsable de département	1
32	12DRD	C	- Aide laborantin	Eliane BRODIEN épouse MOU THAM		1	C		20/10/2016		1
33	03DCS	B	- Technicien en laboratoire	Sarah CLABAUX		1	B		01/02/2016		1
34	04DCS	A	- Ingénieur en virologie	Timéri ATUAHIVA		1	A		01/12/2016		1
35	16DRD	D	- Ouvrier	Fernand MANUEL		1	E		20/10/2016		1
Nombre Total d'agents					1	32				2	33

**TABEAU DES AMORTISSEMENTS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2016**

Imputation budgétaire	Immobilisations	Valeur d'origine matériels affectés	Valeur d'origine matériels acquis	Acquisition de l'année	Sorties/Cess ions de l'année	Total des acquisitions	Amortissements cumulés au 31/12/15	Dotations de l'année	Reprises de l'année	Amortissements cumulés au 31/12/2016	Valeur net comptable au 31/12/2016
203	Frais de recherche et développement		130 200			130 200	26 040	26 040	-	52 080	78 120
205-31	Logiciels acquis ou sous traités		16 931 735			16 931 735	12 825 780	1 373 651		14 199 431	2 732 304
205-8	Autres Brevet, licences, marques,....		114 797			114 797	114 797	-		114 797	-
211-16	Terrains nus reçus en dotation	6 414 000				6 414 000	-	-	-	-	6 414 000
211-26	Terrains aménagés reçus en dotation	41 838 000				41 838 000	-	-	-	-	41 838 000
212-16	Aménagement		18 034 667			18 034 667	10 376 807	1 579 763	-	11 956 630	6 078 037
213-51	Installations générales, agencements, aménagements		37 077 027			37 077 027	27 156 990	2 612 268	-	29 769 258	7 307 769
215-3	Installations à caractère spécifique		5 204 263			5 204 263	5 036 613	58 825		5 095 438	108 825
215-4	Matériel industriel		57 769 764			57 769 764	52 758 010	3 269 574		56 027 584	1 742 180
218-2	Matériel de transport		52 182 006			52 182 006	52 182 006	-		52 182 006	-
218-26	Matériel de transport reçu en dotation	17 357 300				17 357 300	17 357 300	-		17 357 300	-
218-3	Matériel de bureau et Matériel informatique		10 893 946			10 893 946	10 505 023	340 163		10 845 186	48 760
218-4	Mobilier		5 842 550			5 842 550	5 365 277	259 091		5 624 368	218 182
218-86	Matériels divers reçus en dotation	17 848 400				17 848 400	17 848 400	-		17 848 400	-
Total		83 457 700	204 180 955	-	-	287 638 655	211 553 103	9 519 375	-	221 072 478	66 566 177

PARC AUTOMOBILE AU 31/12/2015
(Arrêté n°749/CM du 23 mai 2013)

VEHICULE N°	Carte grise	Type	Marques	Assurance	Police n°	Date de mise en service	Etat du véhicule (bon ou mauvais)		Ne circule plus (motif)	Epave	Observations (1)		
							Carrosserie	Moteur					
892 YA	LPRSE081000507645	Scooter	YAMAHA	QBE	1719	05/07/2006	bon	bon			Acquis	TAHITI	SIEGE
207 462 P	WLTNR51JVWR1U0359957	Pathfinder	NISSAN	QBE	1719	14/09/2010	bon	bon			Acquis	TAHITI	SIEGE
156 126 P	MMBJNK7704D010238	4X4	Mitsubishi L200	QBE	1719	30/10/2003	bon	mauvais	Moteur HS		Acquis	TAHITI	A REFORMER
PAS IMMAT.	SARL CHANSON IMPORT	Remorque		QBE	1719	09/07/2004	bon	bon			Acquis	TAHITI	FV
208718 P	4FMUS1610AR023817	Broyeur	BANDIT	QBE	1719	24/11/2010	bon	bon			Acquis	TAHITI	FV
207 752 P	MNCLSFE98BW880547	4X4	FORD	QBE	1719	14/09/2010	bon	bon			Acquis	TAHITI	FV
166 642 P	1VRU111A741004414	Broyeur	VERMEER	QBE	1719	09/03/2005	bon	bon			Acquis	RAIATEA	FV
158 178 P	SALLDHH8WA145499	4X4	Land Rover 90	QBE	1719	25/06/1998	bon	bon			Affecté	HUAHINE	FV
6009 D	58260	Tracteur Gyrobroyeur	KUBOTA	QBE	1719	29/07/2003	bon	bon			RETOUR PAYS CF ARRETE 9292/MLV/DAF du 19 oct 2015		
6019 D	VF9GVL460BR169211	Remorque	DEVES	QBE	1719	06/08/2003	bon	bon					
PAS IMMAT.	SARL CHANSON IMPORT	Remorque		QBE	1719	30/04/2004	bon	bon			Acquis	HUAHINE	FV
208 426 P	KMCGK17CPAC148067	Camion à benne	HYUNDAI	QBE	1719	04/11/2010	bon	bon			Acquis	TAHAA	FV
208 658 P	VNCE21OAF9V000005	ECLM	SAELEN	QBE	1719	22/11/2010	bon	bon			Acquis	HUAHINE	FV
207 751 P	MNCLSFE98BW824330	4X4	FORD	QBE	1719	29/09/2010	bon	bon			Acquis	HUAHINE	FV
158 172 P	SALLDVAF81A611319	4X4	LAND ROVER	QBE	1719	23/05/2001	bon	bon			Affecté	RAIATEA	FV
207 753 P	MNCLSFE98BW880553	4X4	FORD	QBE	1719	29/09/2010	bon	bon			Acquis	RAIATEA	FV
5958 D	57936	Tracteur Gyrobroyeur	Kubota	QBE	1719	06/02/2003	bon	bon			Affecté	RAIATEA	HAMOA
158 551 P	SAOODHAF83A669643	4X4	LAND ROVER	QBE	1719	24/02/2004	bon	bon			Acquis	RAIATEA	HAMOA
		Remorque		QBE	1719		bon	bon			Acquis	RAIATEA	HAMOA
30275/005		Broyeur	Vermeer BC1000	QBE	1719	04/10/2006	bon	bon			Acquis	TAHAA	HAMOA
PAS IMMAT.		Monitor	Aussa - Intermat	QBE	1719		bon	bon			Acquis	RAIATEA	HAMOA
208 427 P	KMCGK17CPAC149265	Camion à benne	HYUNDAI	QBE	1719	04/11/2010	bon	bon			Acquis	RAIATEA	HAMOA
208719 P	4FMUS1610AR023853	Broyeur	BANDIT	QBE	1719	24/11/2010	bon	bon			Acquis	TAHAA	HAMOA
166 470 P	SALLDVAF85A690927	4X4	Land Rover 110	QBE	1719	28/02/2005	bon	bon			Acquis	RAIATEA	LABO
158 176 P	SALLDVAF83A651510	4X4	Land Rover 90	QBE	1719	24/03/2003	bon	bon			Affecté	TAHAA	FV
6018 D	58291	Tracteur Gyrobroyeur	KUBOTA	QBE	1719	06/08/2003	bon	bon			Affecté	TAHAA	FV
6020 D	11866	Remorque	WEEK	QBE	1719	11/08/2003	bon	bon			Affecté	TAHAA	FV
160 762 P	CATOA28DABMT02977	Chargeur excavateur	CATERPILLAR	QBE	1719	16/06/2004	bon	bon			Acquis	TAHAA	FV
208 659 P	VNCE21OAF9V000007	ECLM	SAELEN	QBE	1719	22/11/2010	bon	bon			Acquis	TAHAA	FV
207 754 P	MNCLSFE98BW879940	4X4	FORD	QBE	1719	29/09/2010	bon	bon			Acquis	TAHAA	FV

**ARRETES DU PRESIDENT
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

PRESIDENCE

ARRETE n° 194 PR du 30 mars 2016 portant nomination de Mme Josiane Muth épouse Howell en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Mme Josiane Muth épouse Howell est nommée en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine à compter du 8 mars 2016.

Art. 2.— Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, des solidarités
et de la condition féminine,
Priscille Tea FROGIER.*

**MINISTERE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 2460 MTF/SDT du 30 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaipahi, à Mataiea, au profit de M. Steve Lirand dit Poreho.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 433 CM du 12 avril 2002 portant affectation au profit du service du tourisme du site du jardin de Vaipahi sis à Mataiea ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 248 CM du 10 mars 2016 fixant les tarifs des redevances d'occupation temporaire des emplacements et des dépendances des domaines affectés au service du tourisme, d'une durée supérieure à trois mois ;

Vu la demande de M. Steve Lirand dit Poreho en date du 21 mai 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire transmis par lettre n° 170-15 TIU du 5 juin 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission du domaine public lors de sa séance du 30 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement d'une superficie de 15 mètres carrés, du domaine public de Vaipahi à Mataiea, situé côté mer, est autorisée au profit M. Steve Lirand dit Poreho, né le 12 juin 1968, résidant à Mataiea, PK 47,800, côté mer, n° TAHITI 687673, BP 15543, 98726, Mataiea, dénommé le bénéficiaire dans le présent arrêté, et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

Art. 2. — L'espace désigné à l'article 1er ci-dessus est destiné à être utilisé pour y installer un fare de style local, permettant la location de pirogue à voile, pédalos, paddles et kayaks, du lundi au dimanche de 8 heures à 17 heures.

Art. 3. — Le bénéficiaire est autorisé à installer un fare décoré et aménagé selon un style local, en tout cas de façon agréable et qui ne nuise pas à la vocation des lieux, à l'emplacement indiqué sur le plan joint.

Il aura la faculté de réaliser un accès à la mer en pente douce de 2 mètres x 2 mètres.

Art. 4. — Pendant toute la durée de la présente autorisation d'occupation, le bénéficiaire devra se conformer aux textes et règlements fixant les conditions d'exercice de ses activités. Il lui appartiendra de se pourvoir des autorisations administratives nécessaires.

Le bénéficiaire jouira des lieux en bon père de famille et prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent à la date de leur occupation.

Art. 5. — La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. A défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Art. 6. — La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 7. — Le service du tourisme est chargé du suivi et de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

- 3° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. A cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il est tenu de s'acquitter de tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;
- 6° Il lui est permis d'indiquer l'emplacement attribué par une signalisation au moyen de panneau ;
- 7° Il n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé en dehors de ce qui est précédemment indiqué. Aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après l'exercice de son activité ;
- 8° Il doit procéder à toutes opérations indispensables à la surveillance de son emplacement et doit prendre toutes les mesures nécessaires à sa sécurisation durant l'occupation des lieux ;
- 9° Il est tenu de prendre à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient être imposées de façon à prévenir tout sinistre ou accident.

Art. 9. — La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable.

En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 10. — Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 11. — L'autorité compétente peut résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin. Pour cela, elle en informe le bénéficiaire au préalable qui est tenu de libérer l'emplacement. La suspension ou la résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par tout moyen.

Art. 12. — Le bénéficiaire qui souhaite renouveler son autorisation devra en faire la demande 6 mois avant le terme de la présente autorisation.

Art. 13. — La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 10 000 F CFP (*dix mille francs CFP*). La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette-conservation des hypothèques (direction des affaires foncières) à Papeete, Tahiti, BP 114.

En cas de versement tardif, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 14. — Le bénéficiaire de la présente autorisation est exonéré du paiement de la redevance précitée, durant le premier mois, le temps d'installer son fare et le matériel d'exploitation.

Art. 15. — En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage

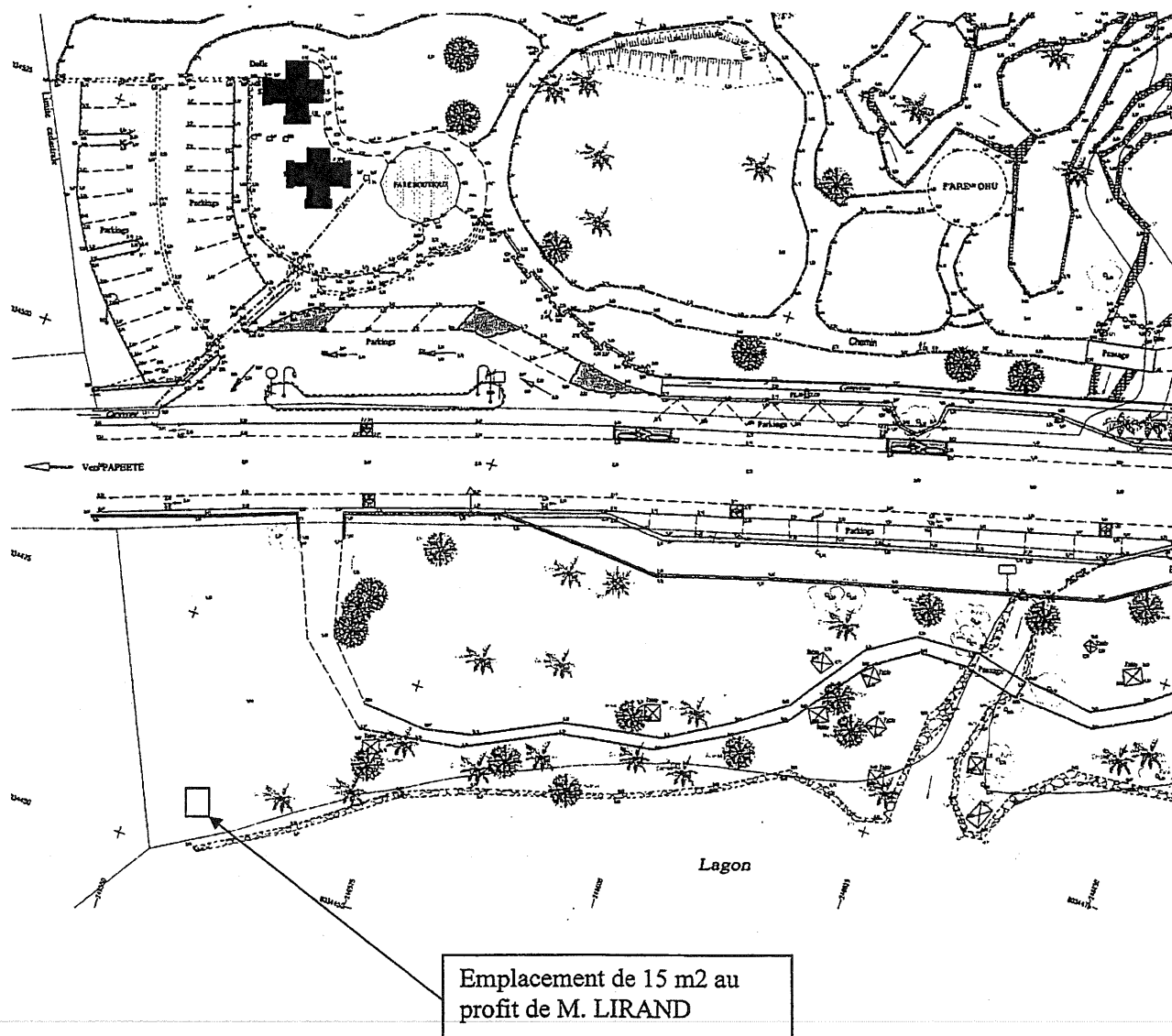
de l'emplacement autorisé pendant une durée de trois (3) mois consécutif, l'autorité compétente pourra résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 16. — Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.

Jean-Christophe BOUISO.

VAIPAHI – MATAIEA



ARRETE n° 2461 MTF/SDT du 30 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de la pointe Vénus, sis à Mahina, île de Tahiti, au profit de Mlle Vaitiare Tavaearii, pour y exercer une activité de restauration de type rapide.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 8072 MLA du 14 octobre 2013 portant affectation de plusieurs parcelles cadastrées commune de Mahina, constituant le site de la pointe Vénus, au profit du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 248 CM du 10 mars 2016 fixant les tarifs des redevances d'occupation temporaire des emplacements et des dépendances des domaines affectés au service du tourisme, d'une durée supérieure à trois mois ;

Vu la demande de Mlle Vaitiare Tavaearii réceptionnée le 10 novembre 2015 au service du tourisme,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de la pointe Vénus, sis à Mahina, île de Tahiti, d'une superficie de 20 mètres carrés, est autorisée au profit de Mlle Vaitiare Tavaearii, née le 29 juillet 1992 à Papeete, Tahiti, enseignante commerciale "Papy Jules", n° TAHITI A26945, domiciliée à Mahina, quartier Tuauru, PK 10,500, dénommée le bénéficiaire dans le présent arrêté.

Et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

Art. 2. — Cette occupation est destinée à l'exercice d'une activité de restauration de type rapide (vente de grillades, casse-croûtes, boissons) au moyen d'une roulotte tractable, ouverte exclusivement les week-ends et jours fériés, de 8 heures à 17 heures.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. A défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Art. 4. — La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente autorisation.

Art. 6. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. A cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il est tenu de s'acquitter de tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;
- 6° Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué. Toutefois, il pourra afficher sur un panneau le numéro de la présente autorisation ainsi que les horaires d'occupation ;
- 7° L'installation de son activité et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé. Aucune infrastructure ni aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après exercice d'activité ;
- 8° Aucune huile et eaux ménagères ne devront être déversées dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales (caniveau, avaloirs) ou dans l'environnement naturel ;

- 9° Il n'empiétera pas sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et s'installera selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration ;
- 10° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de commerce et consommation des boissons autorisés aux marchands ambulants.

Art. 7.— La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable.

En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 8.— Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 9.— L'autorité compétente peut résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin. Pour cela, elle en informe le bénéficiaire au préalable, qui est tenu de libérer l'emplacement. La suspension ou la résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par tout moyen.

Art. 10.— Le bénéficiaire qui souhaite renouveler son autorisation devra en faire la demande 6 mois avant le terme de la présente autorisation.

Art. 11.— La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 15 000 F CFP (*quinze mille francs CFP*). La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette-conservation des hypothèques (direction des affaires foncières) à Papeete, Tahiti, BP 114.

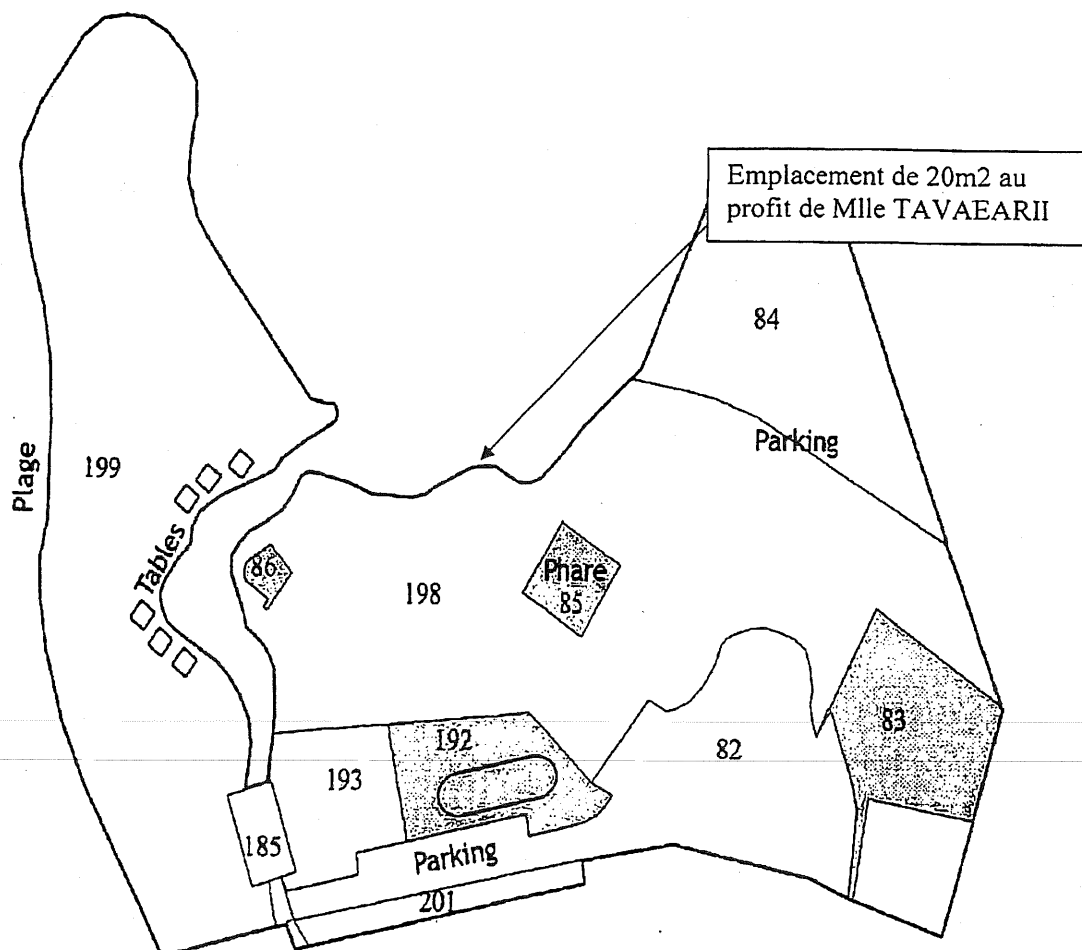
En cas de versement tardif, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 12.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage de l'emplacement autorisé pendant une durée de trois (3) mois consécutif, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 13.— Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

POINTE VENUS - MAHINA



**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,
DE L'ÉCONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 2444 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 245 MRM du 16 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Taero Tetua Taitua Ratia veuve Pohue.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'acte de décès de Mme Taero Tetua Taitua Ratia veuve Pohue du 5 octobre 2014, réceptionné le 7 décembre 2015 ;

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 245 MRM du 16 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Taero Tetua Taitua Ratia veuve Pohue, est abrogé à compter du 5 octobre 2014.

Art. 2. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux ayants droit et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2445 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 6289 MRM du 22 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de Mme Nathalina Terava Tegakau épouse Poherui.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Nathalina Terava Tegakau épouse Poherui du 12 janvier 2016 reçue le 15 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 6289 MRM du 22 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de Mme Nathalina Terava Tegakau épouse Poherui est abrogé à compter du 15 janvier 2016.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, Mme Nathalina Terava Tegakau épouse Poherui dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2446 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 9937 MRM du 16 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de Mme Monika Tetaitua Williams veuve Tokoragi.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Monika Tetaitua Williams veuve Tokoragi du 14 janvier 2016 reçue le 15 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9937 MRM du 16 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de Mme Monika Tetaitua Williams veuve Tokoragi est abrogé à compter du 15 janvier 2016.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, Mme Monika Tetaitua Williams veuve Tokoragi dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2447 MEI du 29 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 6326 MRM du 23 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Tahanea, commune de Anaa, au profit de M. Mareto Tufaunui.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Mareto Tufaunui du 30 novembre 2015, reçue le 11 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 6326 MRM du 23 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2)

emplacements du domaine public maritime sis à Tahanea, commune de Anaa, au profit de M. Mareto Tufaunui est abrogé à compter du 11 janvier 2016.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, M. Mareto Tufaunui dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2448 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Anau, commune de Bora Bora, au profit de M. Oltoni Emile Tonio Ariitai-Manutahi (exploitant n° 29).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Oltoni Emile Tonio Ariitai-Manutahi du 9 février 2015, réceptionnée le 18 mai 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Bora Bora en date du 2 mars 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent en date du 26 mars 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 7 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de M. Oltoni Emile Tonio Ariitai-Manutahi, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Anau, commune de Bora Bora.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à 600 mètres au Nord de la pointe Puhia sis à Anau et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 6 juin 2016. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— L'arrêté n° 2402 MRM du 7 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faanui, commune de Bora Bora, au profit de M. Oltoni Emile Tonio Ariitai-Manutahi, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2449 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Tamahere Alfred Lorenzo Mauati (exploitant n° 156).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Tamahere Alfred Lorenzo Mauati du 27 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Katiu en date du 27 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 7 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 7 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de M. Tamahere Alfred Lorenzo Mauati, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 315 mètres carrés sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans le hoa Toketoke et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 15 mai 2018. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— L'arrêté n° 3878 MRM du 16 mai 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Tamahere Alfred Lorenzo Mauati, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.

Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 2450 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua (exploitant n° 112).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua du 28 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Katiu en date du 28 février 2015 ;

Vu l'avis défavorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 7 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 7 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 337 mètres carrés sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans la passe de Pakata, vers le milieu et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 15 mai 2018. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — L'arrêté n° 3882 MRM du 16 mai 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Daniel Ismaël Tuamea Takotua, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2451 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de Mme Heiragi Thérèse Myère Takotua (exploitant n° 167).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Heiragi Thérèse Myère Takotua du 28 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Katiu en date du 28 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 7 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 7 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de Mme Heiragi Thérèse Myère Takotua, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 65 mètres carrés sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans la partie Est de la passe Pakata, face à la terre Tetamanu et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 4 mai 2019. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — L'arrêté n° 3956 MRM du 5 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de Mme Heiragi Thérèse Myère Takotua, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2452 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Vito William Williams (exploitant n° 140).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Vito William Williams du 26 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Katiu en date du 26 février 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 7 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 7 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de M. Vito William Williams, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 299 mètres carrés sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de trois (3) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 375 mètres carrés, dans la passe Okarare, côté tribord ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 87 mètres carrés, dans la passe Okarare, côté tribord ;
- le 3e parc à poissons d'une superficie de 837 mètres carrés, dans le hoa, à l'ouest du motu Tuitui.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 15 mai 2018. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons, 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons et 15 000 F CFP pour le 3e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— L'arrêté n° 3886 MRM du 16 mai 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Vito William Williams, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2453 MEI du 29 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Augustine Rahera Paheroo épouse Deane (exploitant n° 450).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Augustine Rahera Paheroo épouse Deane du 28 avril 2015 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Ahe en date du 28 avril 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 4 août 2015 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 7 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de Mme Augustine Rahera Paheroo épouse Deane, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 074 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 886 mètres carrés, devant la terre Tamaruga ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 188 mètres carrés, dans la passe Tiareroa, côté tribord.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 15 janvier 2018. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de cette redevance est révisable d'office en cas de modification des tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— L'arrêté n° 251 MRM du 16 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Augustine Rahera Paheroo épouse Deane, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Teva ROHFRIETSCH.

ARRETE n° 2462 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant extension des renouvellements de 46 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-5 du 5 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 46 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2016-05 du 05/02/2016

Date de la déclaration de renouvellement : 28 SEPTEMBRE 2015
Déclarant : CONFORAMA HOLDING, Société Anonyme, 80 Boulevard du Mandinet, Lognes, 77432 MARNE LA VALLEE Cedex 2
No SIREN : 582 014 445
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 27 874 - 175 404
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 322 276
Marque française
Signe concerné : CONFO LE PAYS OU LA VIE EST MOINS CHERE
Date du dépôt : 5 SEPTEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/29
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 11, 20, 21, 24, 27.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 OCTOBRE 2015
Déclarant : KABUSHIKI KAISHA KODEN SEISAKUSHO, Société de droit japonais, 13-24, Tamagawa 2-Chome, Ota-Ku, TOKYO, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. HIRSCH Marc Roger, 137 Rue de l'Université, 75007 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 326 714
Marque française
Signe concerné : KODEN (semi-figurative)
Date du dépôt : 14 OCTOBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/19
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : THE WELLA CORPORATION, société de droit américain régie sous les lois du Delaware, 6109 De Soto avenue, WOODLAND HILLS, CA 91367, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 501 383
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 326 754
Marque française
Signe concerné : CELLOSHAMPOO
Date du dépôt : 14 OCTOBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39

Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : LANCEL INTERNATIONAL SA, Société de droit suisse, 10 Route des Biches, 1752 VILLARS-SUR-GLANE, Suisse
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 454 547
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Le Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 329 091
Marque française
Signe concerné : L (semi-figurative)
Date du dépôt : 31 OCTOBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 18.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 OCTOBRE 2015
Déclarant : SILBERLINE MANUFACTURING CO., INC., Société organisée selon les lois de l'Etat de l'Indiana, 130 Lincoln Drive, TAMAQUA, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Novagraaf France, Mme Maucarré Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 329 546
Marque française
Signe concerné : S
Date du dépôt : 4 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 OCTOBRE 2015
Déclarant : SILBERLINE MANUFACTURING CO., INC., Société organisée selon les lois de l'Etat de l'Indiana, 130 Lincoln Drive, TAMAQUA, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Novagraaf France, Mme Maucarré Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 329 547
Marque française
Signe concerné : SILBERLINE MANUFACTURING CO., INC.
Date du dépôt : 4 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/38
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : BABYLISS SARL, Société à responsabilité limitée, 99 Avenue Aristide Briand, 92120 MONTRouGE
No SIREN : 612 021 923
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 DLA Piper France LLP, Mme Disdier-Mikus Karine, 27 rue Laffitte, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 330 359
Marque française
Signe concerné : BODYFORM
Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 10, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : PIERRE FABRE DERMO-COSMETIQUE, Société par Actions Simplifiée, 45 Place Abel Gance, 92100 BOULOGNE
No SIREN : 319 137 576
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 PIERRE FABRE, S.A., M. ROUSSEAU Plerick, 17 Avenue Jean Moulin, 81106 CASTRES CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 331 532
Marque française
Signe concerné : CYTELUM
Date du dépôt : 19 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015
Déclarant : CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE
No SIREN : 542 052 766
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CHANEL, Département des Marques, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 331 631
Marque française
Signe concerné : VOILE PARFUME
Date du dépôt : 20 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/05
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
Déclarant : FRANCE QUICK SAS, Société par actions simplifiée à associé unique, Parc des portes de Paris, 50 avenue du Président Wilson, Bat 123, 93214 LA PLAINE ST-DENIS CEDEX
No SIREN : 950 026 914
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 GEVERS FRANCE, Mme DAMBREVILLE Lucie, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 331 842
Marque française
Signe concerné : LONGBURGER
Date du dépôt : 21 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/29
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
Déclarant : GROUPE SAMUELIAN, SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, CENTRE COMMERCIAL PLAN DE CAMPAGNE, BP 47, 13751 LES PENNES MIRABEAU CEDEX
No SIREN : 451 070 254
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 282 461 - 293 591 - 344 945 - 381 043 - 421 524
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme ETIENNE KARINE, 232 AVENUE DU PRADO, 13008 MARSEILLE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 332 659
Marque française
Signe concerné : OLD RIVER
Date du dépôt : 26 NOVEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/45
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 18, 21, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 JUILLET 2015
Déclarant : MONDADORI MAGAZINES FRANCE, Société par actions simplifiée, 8 rue François Ory, 92543 MONTRouGE CEDEX
No SIREN : 452 791 262
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 424 536
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 NOVAGRAAF FRANCE, Conseil en Propriété Industrielle, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 335 139
Marque française
Signe concerné : DIAPASON
Date du dépôt : 16 DÉCEMBRE 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/46
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 28, 35, 38, 39, 41.

Renouvellement effectué en même temps qu'un nouveau dépôt de la même marque sous une forme modifiée ou pour d'autres produits et services : 15 4 197 597

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015

Déclarant : AURILIS GROUP, Société Anonyme, 14-16 rue Pierre Boulanger, 63100 CLERMONT-FERRAND

No SIREN : 321 774 150

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme CONTENSOU Agnès, 12 rue Boileau, 69006 LYON.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 349 605

Marque française

Signe concerné : AUTO CONSEIL

Date du dépôt : 31 OCTOBRE 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/10

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 25, 35, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015

Déclarant : magicJack VocalTec Ltd, société organisée selon les lois de l'Etat d'Israël, 222 Lakeview Avenue, Suite 1600, West Palm Beach, FLORIDA 33480, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Bouchara & Avocats, 11 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 581 520

Marque française

Signe concerné : INTERNET PHONE

Date du dépôt : 21 JUILLET 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 21 OCTOBRE 2015

Déclarant : Bangsue Chia Meng Rice Mill Company Limited, société de droit thaïlandais, 102 Soi Rimthangrodfaibangsue, Bangsue Sub-District, 10800 BANGSUE DISTRICT, Bangkok, Thaïlande

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Wilson & Berthelot, Mme Wilson Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 591 612

Marque française

Signe concerné : GOLDEN PHOENIX (semi-figurative)

Date du dépôt : 9 OCTOBRE 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 21 OCTOBRE 2015

Déclarant : Bangsue Chia Meng Rice Mill Company Limited, société de droit thaïlandais, 102 Soi Rimthangrodfaibangsue, Bangsue Sub-District, 10800 BANGSUE DISTRICT, Bangkok, Thaïlande

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Wilson & Berthelot, Mme Wilson Claire, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 591 613

Marque française

Signe concerné : figurative

Date du dépôt : 9 OCTOBRE 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015

Déclarant : NETGEM, Société anonyme, 10 Avenue de l'Arche, 92419 COURBEVOIE CEDEX

No SIREN : 408 024 578

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, M. LASSEMBLEE-LEON François-Guillaume, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 593 030

Marque française

Signe concerné : NETGEM

Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 35, 38, 39, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015

Déclarant : NETGEM, Société anonyme, 10 Avenue de l'Arche, 92419 COURBEVOIE CEDEX

No SIREN : 408 024 578

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, M. LASSEMBLEE-LEON François-Guillaume, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 593 031

Marque française

Signe concerné : NETBOX

Date du dépôt : 18 OCTOBRE 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/14

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 35, 38, 39, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015
Déclarant : BOCCHIOTTI S.P.A SOCIETA' PER L'INDUSTRIA ELETOTECNICA, société de droit Italien, Via Dei Valtorta 48, 20127 MILANO, Italie
Mandataire ou destinataire de la correspondance : JACOBACCI & PARTNERS, Mme REDON Séverine, 23-25 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 593 243
Marque française
Signe concerné : TBA ART
Date du dépôt : 19 OCTOBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/25
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : OFFICE DEPOT, INC., société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), 6600 North Military Trail, Boca Raton, FLORIDA 33496, ETATS-UNIS D'AMERIQUE
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET PLASSERAUD, 52, RUE DE LA VICTOIRE, 75440 PARIS CEDEX 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 593 525
Marque française
Signe concerné : LOW PRICE GUARANTEE EVERYDAY (figurative)
Date du dépôt : 20 OCTOBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2, 9, 16, 20, 28, 35, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 21 OCTOBRE 2015
Déclarant : ALCATEL LUCENT, SOCIETE ANONYME, 148/152 ROUTE DE LA REINE, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
No SIREN : 542 019 096
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 232 810 - 238 612
Mandataire ou destinataire de la correspondance : ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL, M. THIERRY STEPHANE, 148-152 ROUTE DE LA REINE, 92100 BOULOGNEBILLANCOURT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 595 298
Marque française
Signe concerné : DIGICOM D25
Date du dépôt : 31 OCTOBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
Déclarant : INSTITUT GUSTAVE-ROUSSY, Centre de lutte contre le cancer, Ordonnance du 1er octobre 1945, 39 rue Camille DESMOULINS, 94805 VILLEJUIF CEDEX
Mandataire ou destinataire de la correspondance : DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 599 175
Marque française
Signe concerné : IGR (semi-figurative)
Date du dépôt : 27 NOVEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/26
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : CAPCOM CO., LTD, Société de droit japonais, 3-1-3 Uchihiranomachi, Chuo-ku, OSAKA, Japon
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme TISSOT Marianne, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 599 463
Marque française
Signe concerné : RED EARTH
Date du dépôt : 29 NOVEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 SEPTEMBRE 2015
Déclarant : MARIUS MOREL FRANCE SAS, société par actions simplifiée, 117 route des Buclets, 39400 MORBIER
No SIREN : 646 350 231
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 465 514
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49 avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 95 601 820
Marque française
Signe concerné : REBEL
Date du dépôt : 19 DÉCEMBRE 1995
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : HUGO BOSS TRADE MARK MANAGEMENT GMBH & CO KG, société de droit allemand, Dieselstrasse 12, 72555 METZINGEN, Allemagne
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 426 066
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 96 612 675
Marque française
Signe concerné : HUGO HUGO BOSS WOMAN
Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1996
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/06
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 OCTOBRE 2015
Déclarant : ROTH Johnny, Le Pic Rouge, Tipaerui, BP 4480, Papeete, 98713 PAPEETE
Mandataire ou destinataire de la correspondance : M. ROTH Johnny, Le Pic Rouge, Tipaerui, BP 4480, Papeete, 98713 PAPEETE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 382 438
Marque française
Signe concerné : KA ZO
Date du dépôt : 21 SEPTEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/11
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 6, 8, 9, 11, 14, 17, 19, 20, 24, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015
Déclarant : RADIO NOSTALGIE, Société par actions simplifiée, 22 Rue Boileau, 75016 PARIS
No SIREN : 331 014 225
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Mme SEDGWICK Anna, Le Centralis, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 383 985
Marque française
Signe concerné : NOSTALGIE LA LEGENDE
Date du dépôt : 5 OCTOBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/10
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 25, 28, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
Déclarant : SPHERE, Société anonyme, 3 rue Scheffer, 75116

PARIS
No SIREN : 306 591 249
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Le Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA REINE.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 388 476
Marque française
Signe concerné : BIOSPHERE
Date du dépôt : 26 OCTOBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 1, 3, 6, 8, 9, 16, 17, 20, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : BABYLISS SARL, Société à responsabilité limitée, 99 Avenue Aristide Briand, 92120 MONTRouGE
No SIREN : 612 021 923
Mandataire ou destinataire de la correspondance : DLA Piper France LLP, Mme Disdier-Mikus Karine, 27 rue Lafitte, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 594
Marque française
Signe concerné : PRO LISS
Date du dépôt : 3 NOVEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 8, 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
Déclarant : BABYLISS SARL, Société à responsabilité limitée, 99 Avenue Aristide Briand, 92120 MONTRouGE
No SIREN : 612 021 923
Mandataire ou destinataire de la correspondance : DLA Piper France LLP, Mme Disdier-Mikus Karine, 27 rue Lafitte, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 597
Marque française
Signe concerné : PRO CURL
Date du dépôt : 3 NOVEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3, 8, 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015
Déclarant : CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE
No SIREN : 542 052 766
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CHANEL, Département des Marques, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 139
 Marque française
 Signe concerné : CHANCE FOLLE
 Date du dépôt : 7 NOVEMBRE 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
 Déclarant : INTERNATIONAL SUPERMARKET STORES, Société Anonyme, Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 59170 CROIX
 No SIREN : 674 801 329
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 PONTET ALLANO & ASSOCIES, SELARL, M. LESIRE Denis, Parc Les Algorithmes - Bâtiment Platon, CS 70003, Saint Aubin, 91192 GIF SUR YVETTE CEDEX.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 200
 Marque française
 Signe concerné : SIMPLY MARKET
 Date du dépôt : 7 NOVEMBRE 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 16, 35, 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 OCTOBRE 2015
 Déclarant : chambre syndicale des courtiers d'assurance, Syndicat Professionnel, 91 rue Saint Lazare, 75009 PARIS
 No SIREN : 489 472 696
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 476 605
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 chambre syndicale des courtiers d'assurance, M. de SAINT CERAN Romain, 91 rue Saint Lazare, 75009 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 540
 Marque française
 Signe concerné : Chambre Syndicale des Courtiers d'Assurances - CSCA
 Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 35, 36, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 OCTOBRE 2015
 Déclarant : Sim Licensing Ltd, Société de droit chypriote, Chrysanthou Mylona, 3, P.C., 3030 LIMASSOL, Chypre
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 511 204
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Dennemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des

Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 392 856
 Marque française
 Signe concerné : ES ELIE SAAB (semi-figurative)
 Date du dépôt : 14 NOVEMBRE 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 3, 14, 18, 20, 24, 26.

Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015
 Déclarant : COMPTOIR DE BONNETERIE RAFCO, Société par actions simplifiées, 78 rue d'aboukir, 75002 PARIS
 No SIREN : 542 081 054
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet BOUCHARA & Avocats, Mme Bouchara Vanessa, 17 rue du Colisée, 75008 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 164
 Marque française
 Signe concerné : LOVÉA
 Date du dépôt : 13 DÉCEMBRE 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
 Déclarant : GELPECHE, Société par actions simplifiée, 8 rue René FONCK D2A NANTES ATLANTIQUE, 44860 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU
 No SIREN : 331 258 772
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 765
 Marque française
 Signe concerné : CAP'GAMBAS
 Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20
 Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
 Demande d'extension : Polynésie française.
 Classes de produits et de services : 29, 30, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015
 Déclarant : GELPECHE, Société par actions simplifiée, 8 rue René FONCK, D2A NANTES ATLANTIQUE, 44860 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU
 No SIREN : 331 258 772
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :
 Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.
 Enregistrement concerné
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 766
 Marque française

Signe concerné : Figurative**Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné****Demande d'extension : Polynésie française.****Classes de produits et de services : 29, 30, 31.****Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015****Déclarant : GELPECHE, Société par actions simplifiée, 8 rue René FONCK D2A NANTES ATLANTIQUE, 44860 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU****No SIREN : 331 258 772****Mandataire ou destinataire de la correspondance :****Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.****Enregistrement concerné****No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 767****Marque française****Signe concerné : GEL-PÊCHE****Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné****Demande d'extension : Polynésie française.****Classes de produits et de services : 29, 30, 31.****Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015****Déclarant : CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE****No SIREN : 542 052 766****Mandataire ou destinataire de la correspondance :****CHANEL, Département des Marques, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.****Enregistrement concerné****No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 787****Marque française****Signe concerné : PERLES DE CHANEL****Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné****Demande d'extension : Polynésie française.****Classes de produits et de services : 14.****Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015****Déclarant : CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE****No SIREN : 542 052 766****Mandataire ou destinataire de la correspondance :****CHANEL, Département des Marques, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.****Enregistrement concerné****No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 788****Marque française****Signe concerné : ICONES DE CHANEL****Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné****Demande d'extension : Polynésie française.****Classes de produits et de services : 14.****Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015****Déclarant : CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE****No SIREN : 542 052 766****Mandataire ou destinataire de la correspondance :****CHANEL, Département des Marques, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.****Enregistrement concerné****No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 790****Marque française****Signe concerné : COROMANDELS****Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné****Demande d'extension : Polynésie française.****Classes de produits et de services : 14.****Date de la déclaration de renouvellement : 21 OCTOBRE 2015****Déclarant : SOPRA HR SOFTWARE, Société par actions simplifiée unipersonnelle, PAE Les Glaisins, 74940 ANNECY LE VIEUX****No SIREN : 519 319 651****No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au****Registre National des Marques : 644 346 - 652 433****Mandataire ou destinataire de la correspondance :****Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme REY Laurence, 12 rue Boileau, 69006 LYON.****Enregistrement concerné****No national ou No d'enregistrement : 05 3 398 888****Marque française****Signe concerné : HR ACCESS****Date du dépôt : 20 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/21, 09/13****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné****Demande d'extension : Polynésie française.****Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 41, 42.****Date de la déclaration de renouvellement : 20 OCTOBRE 2015****Déclarant : LABORATOIRES M ET L, Société Anonyme, Zone Industrielle Saint Maurice, 04100 MANOSQUE****Mandataire ou destinataire de la correspondance :****Brandstock AG, Mme Morris Laura, Rückertstrasse 1, 80336 MUNICH, Allemagne.****Enregistrement concerné****No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 477****Marque française****Signe concerné : L'OCCITANE EN PROVENCE BAVX****Date du dépôt : 28 DÉCEMBRE 2005****No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/28****Portée du renouvellement****Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et**

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 OCTOBRE 2015
Déclarant : Thierry & Pascale Matrot, SARL, 12 rue de Martray, 21190 MEURSAULT
No SIREN : 429 460 066
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Thierry & Pascale Matrot, Mme Matrot Pascale, 12 rue de Martray, 21190 MEURSAULT.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 556
Marque française
Signe concerné : NOBLESSE DU TERROIR
Date du dépôt : 20 DÉCEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/22
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 30, 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 21 JANVIER 2015
Déclarant : FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, Organisme de droit privé, 27 rue Saint Guillaume, 75007 PARIS
Mandataire ou destinataire de la correspondance : ATMARK, M. DEGRAVE Christophe, 16 rue Milton, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 07 3 539 103
Marque française
Signe concerné : SCIENCES PO
Date du dépôt : 22 NOVEMBRE 2007
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/17
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 9, 14, 16, 18, 22, 25, 28, 34, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 45.

Renouvellement effectué en même temps qu'un nouveau dépôt de la même marque sous une forme modifiée ou pour d'autres produits et services : 15 4 150 241

Date de la déclaration de renouvellement : 28 SEPTEMBRE 2015
Déclarant : RUGBY WORLD CUP LIMITED, Société de droit irlandais, World Rugby House, 8-10 Pembroke Street Lower, DUBLIN 2, IRLANDE
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 382 478
Marque française
Signe concerné : RUGBY COUPE DU MONDE (semi-figurative)
Date du dépôt : 27 SEPTEMBRE 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/17
Portée du renouvellement
Renouvellement limité aux produits et services suivants : Papier et carton (brut, mi-ouvré ou pour la papeterie) ; produits de l'imprimerie ; articles pour reliures ; photographies ;

papeterie ; adhésifs (matières collantes pour la papeterie et le ménage) ; matériel pour les artistes ; pinceaux ; machines à écrire et articles de bureau (à l'exception des meubles) ; matériel d'instruction et d'enseignement (à l'exception des appareils) ; caractères d'imprimerie ; clichés. Vêtements (habillement), chaussures (à l'exception des chaussures orthopédiques) ; chapellerie. Jeux, jouets ; articles de gymnastique et de sport (à l'exception des vêtements, tapis, chaussures) ; décorations pour arbres de Noël. Publicité ; gestion des affaires commerciales ; administration commerciale ; travaux de bureau. Télécommunications. Transport ; emballage et entreposage de marchandises ; organisation de voyages. Education ; formation ; divertissement ; activités sportives et culturelles. Services médicaux ; services vétérinaires ; soins d'hygiène et de beauté pour êtres humains ou pour animaux ; services d'agriculture, d'horticulture et de sylviculture.
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 25, 28, 35, 38, 39, 41, 44.

DECISION n° 2463 ME/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3389288.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3389288 publiée au BOPI n° 2016-5 du 5 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3389288 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 2464 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3406520.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3406520 publiée au BOPI n° 2016-5 du 5 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3406520 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 2465 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3406522.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3406522 publiée au BOPI n° 2016-5 du 5 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3406522 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 2466 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3394321.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la

promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3394321 publiée au BOPI n° 2016-5 du 5 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3394321 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 2467 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3399535.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété

industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3399535 publiée au BOPI n° 2016-5 du 5 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour le marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3399535 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

DECISION n° 2468 MEI/DAE du 30 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3398730.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques, et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3398730 publiée au BOPI n° 2016-5 du 5 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les actes portant sur des titres de propriété industrielle déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que les actes de dépôt, de renouvellement, de prorogation déposés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux postérieurs au 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3398730 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

**MINISTRE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 2410 MLV du 29 mars 2016 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Manua et Faataufafao, cadastrée commune de Punaauia, section AB n° 208, au profit du musée de Tahiti et des îles.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 144 PR du 7 mars 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu la communication en conseil des ministres du 10 octobre 2014 ;

Vu le marché de maîtrise d'œuvre n° 5588 en date du 3 septembre 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectées au profit du musée de Tahiti et des îles, la parcelle dépendant de la terre Manua et Faataufafao, cadastrée commune de Punaauia, section AB n° 208, d'une superficie de 36 487 mètres carrés, ainsi que les constructions y édifiées, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 26 février 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur du musée de Tahiti et des îles et du site.

Art. 3. — La valeur vénale du bien affecté hors constructions est estimée à *un milliard deux cent soixante-dix-sept millions quarante-cinq mille francs CFP* (1 277 045 000 F CFP), soit 35 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — En tant que de besoin, les services du pays autres que le musée de Tahiti et des îles, peuvent, conformément à leurs missions et en accord avec l'affectataire, réaliser des travaux et procéder à des opérations liées à la protection, la conservation et la valorisation des biens affectés.

Art. 5. — Le service affectataire sera informé au préalable par écrit par les services concernés de toutes les interventions ou opérations dont la réalisation serait projetée. Ces opérations devront faire l'objet d'un descriptif au moins sommaire adressé à l'affectataire. Le musée de Tahiti et des îles se décharge de toute responsabilité qui pourrait découler de ces interventions.

Art. 6. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 7. — Le ministre de la culture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 8. — L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 9. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 10.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 11.— L'arrêté n° 1433 CM du 6 décembre 2006 portant affectation des terres Manua et Faataufafao, cadastrées commune de Punaauia, section AB n° 208, et des constructions y édifiées, au profit du musée de Tahiti et des îles, Te Fare Manaha, est abrogé.

Art. 12.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au musée de Tahiti et des îles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.

Pour le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine, absent :

*Le ministre du travail,
des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

*Le ministre
de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement,*
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

ARRETE n° 2487 MLV du 30 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis à Raiatea, commune de Tumaraa, commune associée de Vaiaau, au profit de M. Julien Durie.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 23 septembre 2015 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Tumaraa en date du 13 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 77 mètres carrés, cadastré section CC n° 14 attenant à la parcelle Farevai, cadastrée section CC n° 13 sise à Raiatea, commune de Tumaraa, commune associée de Vaiaau, est autorisée au profit de M. Julien Durie, à des fins d'habitation.

Tel qu'il figure sur le plan parcellaire CC-14 dressé le 24 septembre 2015 par le cabinet d'architecte Raromatai Architecture, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et M. Julien Durie fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5.— Le concessionnaire est tenu d'établir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à dix mille francs CFP (10 000 F CFP).

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980 susvisé.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre correspondant aux redevances dont la Polynésie française a été frustrée durant l'occupation des emplacements du domaine public d'une superficie totale de 77 m², est exigible pour la période courant à compter du 25 juin 2015.

L'indemnité pour occupation sans titre est payable à la signature de la convention visée à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sauf avis contraire de l'autorité compétente.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2488 MLV du 30 mars 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 7433 MLA du 24 septembre 2013 portant affectation de la parcelle dépendant du lotissement Papeete Nui lot 8, cadastrée commune de Papeete, section CV n° 16, au profit du service des parcs et jardins.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 66 PR/SPJP du 29 février 2016 du service des parcs et jardins et de la propreté,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7433 MLA du 24 septembre 2013 portant affectation de la parcelle dépendant du lotissement Papeete Nui lot 8, cadastrée commune de Papeete, section CV n° 16, au profit du service des parcs et jardins, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service des parcs et jardins et de la propreté et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

ARRETE n° 2442 MET du 29 mars 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire St X Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Hao lors son voyage n° 7-2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Société de navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire St X Maris-Stella IV sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest ;

Vu la demande de la Société de navigation des Tuamotu en date du 10 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 susvisé, le navire St X Maris-Stella IV est autorisé à desservir l'atoll de Hao lors son voyage n° 7-2016 à la demande de la société JL Polynésie, afin d'y acheminer une grue de 45 tonnes et rapatrier du matériel vers Tahiti.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2443 MET du 29 mars 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Hawaiki Nui à desservir l'île de Moruroa lors de son voyage n° 21 de 2016 par dérogation à sa ligne régulière.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 7904 MET du 22 août 2014 portant octroi d'une licence d'armateur à la SAS Société de navigation polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Hawaiki Nui sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de la SAS Société de navigation polynésienne (SNP) en date du 10 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 7904 MET du 22 août 2014, le navire Hawaiki Nui est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'île de Moruroa lors de son voyage n° 21 de 2016.

Art. 2.— L'armateur effectuera une communication appropriée (affichage, presse...) afin d'informer les usagers de sa ligne, des modifications de son programme habituel.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mars 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2458 MET du 30 mars 2016 portant renouvellement de l'agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire (régularisation).

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, de l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, et les textes subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 9368 MET du 22 octobre 2015 portant délégation de signature au profit de Mlle Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 modifié portant création du certificat de pilote lagonaire, en fixant les prérogatives, le règlement des examens ainsi que les conditions générales de sa délivrance ;

Vu l'arrêté n° 604 CM du 9 mai 2012 relatif à la formation et de certification ainsi qu'aux modalités générales conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire ;

Vu l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012 portant agrément des structures de formation professionnelle maritime ;

Vu l'arrêté n° 1467 MET/DPAM du 18 février 2015 portant agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément du 18 février 2016 présentée par le Centre des métiers de la mer de Polynésie française et les compléments du 10 mars 2016 ;

Sur proposition de la directrice polynésienne des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— Le Centre des métiers de la mer de Polynésie française est agréé pour dispenser la formation conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire.

Art. 2.— Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 605 CM du 9 mai 2012 susvisé, l'agrément du Centre des métiers de la mer de Polynésie française est renouvelé pour une période annuelle soit du 14 décembre 2015 au 13 décembre 2016 inclus.

Cet agrément est renouvelé annuellement, sur demande expresse, sous réserve que les conditions ayant présidé à sa délivrance demeurent remplies et que les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté précité soient respectées.

Art. 3.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.

Albert SOLIA.

ANNEXE I

A L'ARRETE N° 2458 MET DU 30 MAR. 2016

**LISTE DES FORMATEURS AGREES
ET DE L'ENSEIGNEMENT QU'ILS DISPENSENT**

Les enseignements agréés et les modules sont précisés
par l'arrêté n° 604/CM du 9 mai 2012 relatif aux programmes de formation, et de certification
ainsi qu'aux modalités générales conduisant à la délivrance du certificat de pilote lagonaire

	NOM et Prénom(s) des formateurs agréés	Modules et enseignements agréés
1	TAHARU Zéphyrin	<ul style="list-style-type: none">- Module 1.1 « Techniques individuelles de survie »- Module 2 « Conduite du navire »- Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire »- Module 4 « Prestataire de transports »
2	CARPENTIER Frédéric	<ul style="list-style-type: none">- Module 1.1 « Techniques individuelles de survie »- Module 2 « Conduite du navire »- Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire »- Module 4 « Prestataire de transports »
3	PURENI Tunui	<ul style="list-style-type: none">- Module 1.1 « Techniques individuelles de survie »- Module 2 « Conduite du navire »- Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire »- Module 4 « Prestataire de transports »
4	LEJEUNE Daniel	<ul style="list-style-type: none">- Module 1.1 « Techniques individuelles de survie »- Module 2 « Conduite du navire »- Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire »- Module 4 « Prestataire de transports »

5	PIEL Boris	<ul style="list-style-type: none"> - Module 1.1 « Techniques individuelles de survie » - Module 2 « Conduite du navire » - Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire » - Module 4 « Prestataire de transports »
6	MACAIGNE Jean-Michel	<ul style="list-style-type: none"> - Module 1.1 « Techniques individuelles de survie » - Module 2 « Conduite du navire » - Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire » - Module 4 « Prestataire de transports »
7	TEMATUANUI Yul	<ul style="list-style-type: none"> - Module 1.1 « Techniques individuelles de survie » - Module 2 « Conduite du navire » - Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire » - Module 4 « Prestataire de transports »
8	MARAETRFAU Yul	<ul style="list-style-type: none"> - Module 1.1 « Techniques individuelles de survie » - Module 2 « Conduite du navire » - Module 3 « Contrôle de l'exploitation du navire » - Module 4 « Prestataire de transports »
9	CMMPF / Fédération Polynésienne de Protection civile	<ul style="list-style-type: none"> - Module 1.2 « Premiers Secours Elémentaires »

ARRETE n° 2459 MET du 30 mars 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial à la direction de l'équipement (subdivision territoriale de Tahiti).

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2023 CM du 14 décembre 2015 constatant l'état de calamité naturelle des sinistres ;

Vu la demande en date du 22 décembre 2015 formulée par la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1° La direction de l'équipement (subdivision territoriale de Tahiti), BP 85, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire deux cent mètres cubes (200 m³) de tout-venant, dans le cadre du curage de la rivière Vairaa au niveau du pont de la RC et s'étendant sur 100 mètres en aval, sise à Tiarei, PK 24,100, commune de Hitia'a O Te Ra, île de Tahiti.


- 2° Les matériaux sont destinés à des travaux de réfection du réseau public routier.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par des camions de la subdivision territoriale de Tahiti et d'engins de location d'entreprises privées.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures et le vendredi de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-224-107 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines.
- 7° Le bénéficiaire devra maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.
- 9° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journallement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de l'administration.
- 10° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de cinq (5) jours. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2016.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p>  <p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE HITIA O TE RA</p>	
<p>LIEU : <i>Rivière VAIRAA Au niveau du pont et s'étendant sur 100 m en aval TIAREI PK 34,10</i></p>	
<p>QUANTITÉ : <i>200 M³ DE TOUT-VENANT</i></p>	
<p>DEMANDE DE : <i>Subdivision Territoriale de Tahiti – Direction de l'équipement</i> EN DATE DU : <i>22/12/2015</i></p>	
<p>PLAN N° : <i>2015-224-107/DEQ/GEGDP</i> DRESSÉ LE : <i>22/12/2015</i></p>	
<p>DOSSIER N° : 2015-357</p>	

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES****SERVICE DE L'URBANISME****ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 17 AU 24 MARS 2016****COMMUNE DE ARUE***17 mars 2016*

N° 15-774-5 MET.AU, M. Pierre-Jean Picart, pour le compte de la Tahiti Beachcomber SA, sur la parcelle cadastrée n° 1, sections TA-TB-TC (terre Onetahi partie), île de Tetiaroa, modifications de l'hôtel The Brando (couvertures des entrées des villas et extension du restaurant du personnel).

21 mars 2016

N° 16-108-3 MET.AU, M. Gérard Denis Mahai, sur la parcelle cadastrée n° 310, section M (terre Ahuriri, lot 2), construction d'une maison d'habitation (OPH).

23 mars 2016

N° 15-699-3 MET.AU, M. Ten Pin Lau, sur la parcelle cadastrée n° 347, section K (lot n° 2, parcelle de la terre Tahipu 3), construction d'un immeuble de trois (3) logements ;

N° 15-765-5, Mme Julie Morgane Richard, sur la parcelle cadastrée n° 119, section X (lot G du domaine Pihatarioe-Temauiarii), sise à Erima, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-819-4, M. Daniel Kaiha et Mme Christelle Barbe, sur la parcelle cadastrée n° 9, section K (lot 1 du domaine Pomare), sise au PK 4,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A*21 mars 2016*

N° 16-15-3 MET.AU, M. et Mme François et Tiaai Gilmore, sur la parcelle cadastrée n° 1015, section T5 (domaine Pamatai I, lot n° 7 bis partie), construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-164-3, Mme Déborah Para, pour le compte de la SCI Fare Hotu, sur la parcelle cadastrée n° 65, section M (parcelle B, lot A de la terre Hotuarea), aménagement du stationnement de l'OPT Hotuarea.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA*21 mars 2016*

N° 16-114-2 MET.AU, Mme Teura Maopi veuve Young Pine, sur la parcelle cadastrée n° 57, section BN (terre Maramatahi partie), sise à Papenoo, vallée de la Maroto, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 16-115-4, M. Caly Young Pine, sur la parcelle cadastrée n° 57, section BN (terre Maramatahi partie), sise à Papenoo, vallée de Maroto, construction d'une maison d'habitation(OPH) ;

N° 16-116-3, Mme Emilienne Homai née Tihopu, sur la parcelle cadastrée n° 3, section AW (terre Hina), sise à Papenoo, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO*21 mars 2016*

N° 15-810-5 MET.AU, M. Emmanuel Boulogne, sur la parcelle cadastrée n° 12, section RD (lot n° 1 du domaine Tiahura, lot n° 93, village Tiahura), sise à Haapiti, construction d'une maison d'habitation.

23 mars 2016

N° 15-806-4 MET.AU, M. Syd Pollock, gérant de la SCI Rudy's, sur la parcelle cadastrée n° 32, section EO (terre Tararu-Moora-Ofaipapa-Ovahitu-Umeretini-Tearaaute-Omouaerevae surplus du lot n° 1 du lot n° 2 parcelle A), sise à Paopao, PK 6,100, régularisation des travaux de modification du restaurant Le Rudy's ;

N° 16-129-3, M. Maruarii Vairai Moïse Puupuu, sur la parcelle cadastrée n° 24, section HC (terre Aiore Vaitiare Faarootii : lot n° 10 du lot n° 8 et de la parcelle A), sise à Haapiti, Atiha, PK 18,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 16-134-3, M. Hiro Osterwalder, pour le compte de M. et Mme Roger et Pierrette Dubois, sur la parcelle cadastrée n° 94, section EB (terre Vaimarara surplus du lot n° 4), sise à Paopao, Pihaena, PK 13,500, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

21 mars 2016

N° 15-419-1 MET.AU, Fenua Projets, pour le compte de la SCI Tearai-Iti, sur la parcelle cadastrée n° 63, section AD (lot n° 4 du lotissement Mahana Nui), sise au PK 20,500, côté mer, aménagement de bureau + commerce au rez-de-chaussée et habitation à l'étage.

23 mars 2016

N° 15-936-5 MET.AU, Mme Irène Ata épouse Temanihi, sur la parcelle cadastrée n° 46, section AO (lot n° 13 du lotissement Vaitiare), sise au PK 24,600, extension d'une maison d'habitation (un séjour et une chambre avec salle de bains).

COMMUNE DE PAPARA

21 mars 2016

N° 16-179-3 MET.AU, Mme Eliane Bernadino épouse Rameha, sur la parcelle cadastrée n° 224, section AR (lot A du lot n° 7 de la terre Tehipuaa), construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE PIRAE

23 mars 2016

N° 16-42-3 MET.AU, Mme Hinatea Herchuelz épouse Izal, sur la parcelle cadastrée n° 190, section O (terre Tevairoa 2 partie), sise à Tenaho, PK 2,800, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

21 mars 2016

N° 15-850-4 MET.AU, M. Jean Marc Poursin, mandataire de Mme Ahuura Hervé, sur la parcelle cadastrée n° 345, section BO (propriété Sage, parcelle A1 de la parcelle A), construction d'une maison d'habitation.

23 mars 2016

N° 16-146-3 MET.AU, M. Benjamin Blum et Mlle Moeata Oliver, représentants de la société Moeben, sur la parcelle cadastrée n° 349, section H (lotissement Green Vallée Nui, lot n° 20), construction d'une piscine et d'un fare potee.

24 mars 2016

N° 16-30-3 MET.AU, M. Hans Poetai, pour le compte de Mme Vanina Janicaud, sur la parcelle cadastrée n° 566, section CD (lot n° 509 du lotissement Miri), construction d'une maison d'habitation et d'une piscine.

COMMUNE DE GAMBIER

21 mars 2016

N° 16-178-2 MET.AU.TG, Mlle Heimiri Teapiki, sur la parcelle cadastrée n° 55, section A (lot n° 3 de la terre Teonepuke), sise à Rikitea, construction d'une maison d'habitation (OPH).

23 mars 2016

N° 15-742-7 MET.AU.TG, Mme Teretia Tapi, sur la parcelle cadastrée n° 19, section AK (lot n° 2 de la terre Paranui), sise à Mangareva, construction d'une maison d'habitation (OPH) (modification du plan type OPH F3 en F4) ;

N° 15-786-6, Mme Sandrine Dorchain, sur la parcelle cadastrée n° 11, section AC (terre Punorae partie), sise à Rikitea, construction d'une maison d'habitation (OPH) (modification du plan type OPH F3 en F4).

COMMUNE DE MAKEMO

21 mars 2016

N° 16-113-2 MET.AU.TG, M. John Tetuanui, sur la parcelle cadastrée n° 24, section MA (terre Kotaha dite aussi Tekotaha), construction d'une maison d'habitation (OPH).

23 mars 2016

N° 16-111-3 MET.AU.TG, M. le maire de la commune de Makemo, sur la parcelle cadastrée n° 246, section A (remblai territorial), construction d'une citerne d'eau.

COMMUNE DE MANIHI

21 mars 2016

N° 16-74-3 MET.AU.TG, M. Mauihauteppapa Arii Huri, sur la parcelle cadastrée n° 259, section B (terre Munoa 1), sise à Ahe, construction d'une maison d'habitation (OPH).

23 mars 2016

N° 16-182-3 MET.AU.TG, Mme Maria Rosa Tetumu, sur la parcelle cadastrée n° 126, section H (terre Teoromea 1), construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 16-184-3, Mme Alison Manaia, sur la parcelle cadastrée n° 302, section H (lot n° 4 de la terre Marino 4 et 5), construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 16-186-3, Mme Diane Raumihi Fariki épouse Pito, sur la parcelle cadastrée n° 206, section H (terre Putotoro 4), construction d'une maison d'habitation (OPH).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

EURL TUMOANA SERVICES au capital de 100 000 F CFP

Siège social : Punaauia, PK 10,800, côté montagne,
servitude Tumahai 1, BP 10230, 98711 Paea

L'assemblée générale du 24 mars 2016 a décidé de la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, et nommé en qualité de liquidateur M. Ah Yen CHEUNG, l'associé unique de la société TUMOANA SERVICES, demeurant à Punaauia, PK 10,800, côté montagne, servitude Tumahai 1.

Le siège de la liquidation est fixé à Punaauia.

SOCIETE DE PARTICIPATIONS MAHANA INVESTMENT Société civile au capital de 76 200 000 F CFP

Siège social : Fare Ute, immeuble Le Caill, bureau A 15,
98713 Papeete, Tahiti
RCS de Papeete n° TPI 00 134 C

Avis de publication

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale mixte des associés du 8 mars 2016 :

1° Le capital a été augmenté, par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, de 76 000 000 F CFP pour être porté de 76 200 000 F CFP à 152 200 000 F CFP, par émission de 38 000 parts nouvelles d'une valeur nominale de 2 000 F CFP chacune.

L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

Capital social

Ancienne mention : Soixante-seize millions deux cent mille francs CFP (76 200 000 F CFP) ;

Nouvelle mention : Cent cinquante-deux millions deux cent mille francs CFP (152 200 000 F CFP).

2° Mme Marie-Christine KALINOWSKI, demeurant au 3, Promenade Roger-Laroque, 98800 Nouméa (Nouvelle-Calédonie), a été nommée cogérante de la société, sans limitation de durée, en remplacement de M. Christian KALINOWSKI, décédé.

L'article 16 des statuts a été modifié en conséquence.

Cogérants

Ancienne mention : MM. Jean-Marc BRUEL et Christian KALINOWSKI.

Nouvelle mention : M. Jean-Marc BRUEL et Mme Marie-Christine KALINOWSKI.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SCI PAPEETE ITI en liquidation au capital de 100 000 F CFP **Siège social :** Punaauia, Outumaoro RCS n° 7306 C, n° TAHITI 517243

Clôture de liquidation amiable

Aux termes d'une délibération en date du 15 mars 2004, la collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

MOOREA IMPACT Société en nom collectif au capital de 100 000 F CFP **Siège social :** PK 5, côté montagne, Maharepa, Moorea RC n° 9185 B, n° TAHITI 649350

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 29 mars 2016, la collectivité des associés a pris connaissance de la démission de M. Hugues MARESCOT de son poste de cogérant. M. Yves DEDIEU reste donc seul gérant de la société.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

NBA
Société civile au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Faa'a, Auae

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de la SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, titulaire d'un office notarial à Papeete en date du 30 mars 2016, il a été constitué une société civile présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : NBA.

Objet : L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. Toutes prises de garanties, cautionnements et avals à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés. La vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société. Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Siège social : Faa'a (98702), Auae.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Apports en nature : Néant.

Capital social : 200 000 F CFP, divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérant : M. Alexis GRELLET, demeurant à Punaauia (98717) lotissement Miri, résidence Mohea.

Cession de parts sociales : Aux termes de l'article 11 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés. Toute autre cession, à titre onéreux ou à titre gratuit, y compris en faveur d'un conjoint, d'un ascendant ou descendant d'un associé, ainsi que tout tiers étrangers à la société, ne peut avoir lieu qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts, les voix du cédant étant prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité, ou qu'avec le consentement de tous les associés.

Immatriculation :

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

SIGN TAMPONS

SARL unipersonnelle au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : 26, avenue du Régent-Paraita
RCS n° 5450 B

Avis de dissolution anticipée

Aux termes d'une décision en date du 31 mars 2016, Mme Elise LEE, associée unique de la société SIGN TAMPONS, a décidé la dissolution volontaire anticipée sans liquidation de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société SIGN TAMPONS peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis au siège de la société ou BP 2292, 98713 Papeete.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de Mme Elise LEE, gérante.

PHARMACIE DU MARCHE

SELARL au capital de 22 000 000 F CFP
Siège social : Angle des rues Colette et Cardella, Papeete
RCS n° TPI 08 325 B

Avis de modification statutaire

Par délibération en date du 18 décembre 2015, les associés ont modifié l'article 15 des statuts ainsi qu'il suit :

Art. 15. – Gérance

Les gérants de la société sont MM. Matthieu DUMAS et Pierre SABATHIE.

Pour avis,
La gérance.

Société civile professionnelle dénommée
"Office notarial Philippe CLEMENCET,
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA"
titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete
(Ile de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destrebeau

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire en date à Pirae du 29 mars 2016, les associés de la Société civile immobilière MOOHONO, au capital de 120 000 F CFP, dont le siège est à Pirae, quincaillerie Nahoata, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 09 192 C, ont décidé de changer de dénomination sociale.

Ancienne mention : Société civile immobilière MOOHONO.

Nouvelle mention : Société civile immobilière MOOHONO HO'E.

Pour avis,
Le notaire.

LANIEHEI

Société civile immobilière
au capital de 10 000 F CFP

Siège social : Apt 13, résidence Niutea, 98716 Pirae
BP 50046, 98716 Pirae

RCS : en cours de constitution
N° TAHITI : en cours de constitution

Rectificatif

A l'annonce parue au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 24 du 22 mars 2016, à la page 3099, lire :
"LANIEHEI", en lieu et place de : "LANIHEI".

Pour avis,
La gérance.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION NUKU A HOE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 février 2016)

Président	: TEIKIHAA Nazaire
Vice-président	: HAITI Pierre
Secrétaire	: TEHIVA Chantal
Secrétaire adjoint	: PEUE Jimmy
Trésorier	: TAMARII Audrey
Trésorière adjointe	: TEIKITEETINI Christine

ASSOCIATION HITI RA'A MAHANA VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 mars 2016)

Président d'honneur	: PUTAOHE Marcel
Président	: TEHEIURA Faatarii
Vice-président	: PENEHATA Joseph
Secrétaire	: TAVAEARII Manureva
Secrétaire adjointe	: HAOATAI Clara
Trésorière	: TEHEIURA Miriama
Trésorier adjoint	: MOETAUA Teihoarii

AMICALE DES ANCIENS MILITAIRES DE HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 janvier 2016)

Président	: TETUMU Teriiauirohutu
Vice-président	: HARTMANN Patrick
Secrétaire	: CHAPELIER Michel
Secrétaire adjoint	: CHAPELIER Mugnette
Trésorière	: DUPRE Maeta
Trésorier adjoint	: DUPRE Dominique

ASSOCIATION TAMARII MOUA TAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 février 2016)

Présidente	: TEKURIO Mareva
Vice-présidente	: CHEOU Maeva
Secrétaire	: PARKER Minovah
Trésorière	: FAAHU Mariella
Trésorier adjoint	: FAAHU Georges

ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE FAARUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 mars 2016)

Président	: TEMAIRIA Jordan
Vice-président	: RAURII Taniera
Secrétaire	: BERTAUX Alisée
Trésorier	: RANGIMAKEA Alphonse

ASSOCIATION TAHEIURA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 février 2016)

Président	: TUPAIA Mulna
Secrétaire	: PITOMAI Larry
Trésorière	: TEHEI Ferai

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT VETEA II

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 mars 2016)

Présidente	: LECHENE Eliane
Vice-président	: GUION Christian
Secrétaire	: POIRIER Joël
Trésorier	: CARRE Vincent

TAHITI ASSOCIATION LASER "TAL"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er février 2016)

Présidente	: BARBEAU Isabelle
Trésorier	: GAYET Nicolas

ASSOCIATION RAU FARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 février 2016)

Présidente	: NAGLE Claire
Secrétaire	: IOTUA Stella
Trésorière	: TIMOTEA Repeta

ASSOCIATION CONSORTS PIHIVAITAATA A MAITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 mars 2016)

Présidente : TRAMIER Georgette
Vice-présidente : MAITI Marie-Hélène
Secrétaire : TAUMIHAU Linette
Secrétaire adjoint : RAUFAUORE Alain
Trésorier : VAN BASTOLAER Ronald
Trésorier adjoint : AIRIMA Jules

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT CSTP-FO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 janvier 2016)

Secrétaire général : PANSI Marcelino
Secrétaires généraux adjoints : TOGATEHERARO Fautu
TAI François
Trésorier : SAMI Fredy
Trésorier adjoint : MATAITAI Karl
Archiviste : FIU Antonio
Membre : TETUANUI Taataparea

ASSOCIATION TAMARII HEIVA NO HAAMENE*Modification de statuts*

L'association a pour but de :

- participer aux diverses manifestations folkloriques, artisanales et sportives du Heiva I Tahaa, du mois de juillet ;
- laisser aux jeunes l'opportunité de promouvoir et de valoriser la culture de son va'a mata'einaa à l'échelle de l'île de Tahaa, et à l'échelle de la Polynésie ;
- favoriser la communication et les échanges culturels avec les autres districts de l'île ;
- valoriser les prestataires de tourisme locaux ;
- valoriser les associations culturelles, les coopératives, poursuivant des buts et des finalités analogues.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 janvier 2016)

Président d'honneur : MOEINO Roberto
Président : TAMARII Pierre
Vice-président : TAAROA Claudie
Secrétaire : TEAHUI Myrna
Secrétaire adjointe : TAMA Linda
Trésorière : TAEREA Georgina
Trésorier adjoint : TAHUTINI Christian

CERCLE D'AVIRON POLYNESIEN - MARARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 septembre 2015)

Président : FORGE Matthieu
Secrétaire : AGUSSAN Olivier
Trésorier : PRADEL Arnaud

ASSOCIATION JEUNESSE GALILEA DE PUEU
anciennement dénommée
TOMITE UI-API GALILEA NO PUEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 février 2016)

Présidente : PAHEROO Poerani
Vice-président : TEMARIAUMA Léonard
Secrétaire : TANEHOARAI Iris
Secrétaire adjointe : TERAITETIA Florence
Trésorier : TEOTAHU Warren
Trésorière adjointe : TAMU Temaruata

ASSOCIATION A TURU MAI NA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 mars 2016)

Président d'honneur : BURNS Juanito
Président : LUCAS Marcellin
Vice-président : SANDFORD Jacques
Secrétaire : TEPA Leila
Trésorière : ANIAMIOI Tatiana
Trésorière adjointe : CHAN Micheline
Assesseeurs : TEHEITAeva Juliette
ANIAMIOI Etienne
NAEA Marie-Christiane

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE FEI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 février 2016)

Présidente : PEREA Florence
Vice-président : POHIPAPU Tariehitu
Secrétaire : RAT Laetitia
Trésorière : RAT Tetuanuimorere
Assesseeur : RAT Yves

ASSOCIATION SPORTIVE FEI-PI 1923

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mars 2016)

Président : BERNADINO Teva
Vice-présidents : MARTIN Alfred
LEXTREYT Denise
Secrétaire : BERNADINO Ariitea
Secrétaire adjoint : TAURU Gilles
Trésorier : KRAINER Yannick
Trésorier adjoint : FISHER Gilles

ASSOCIATION TAE KWON DO TAIARAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 décembre 2015)

Président : MAITUI Théodore
Secrétaire : TUNUTU Rachael
Trésorière : METUA Lénaïc
Trésorière adjointe : OPUU Miniora

ASSOCIATION SPORTIVE CLUB DE PETANQUE DE PAOPAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (16 janvier 2016)

Président	: TERIINOHORAI Revi
Vice-président	: TEHARURU Raitupu
Secrétaire	: TINITUA Mike
Secrétaire adjoint	: SHERRY Tenahe
Trésorier	: FAATUPUA Merehau
Trésorier adjoint	: WOHLER Joël

ASSOCIATION TE AVA PITI SURF SKI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (16 janvier 2016)

Président	: AMIOT Manuarii
Secrétaire	: ROTA Moerani
Secrétaire adjoint	: TIHOPU Heremoana
Trésorier	: TEITI Teuirai
Trésorier adjoint	: FARAIRE Sylvain

ASSOCIATION THREE TEAM FAMILY (Récépissé n° W9P1000462 du 30 mars 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 29 février 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION THREE TEAM FAMILY.

Elle a pour objet de resserrer les liens entre les jeunes, de participer à toutes les manifestations de la commune de Pirae, d'organiser des activités pour les adolescents, de participer aux manifestations sportives et culturelles, de mettre en place et de faire bénéficier également les adhérents à des stages de formations qui puissent les conduire à un emploi. Les bénéfices sont affectés à l'association.

Son siège social est fixé à Pater, n° C4, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: IOANE Eritaia
Secrétaire	: TEPUHIARII Poelani
Trésorière	: RAIOAOA Nancy

ASSOCIATION TOA ARETOA NO REAO (Récépissé n° W9P1000424 du 14 mars 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 10 février 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TOA ARETOA NO REAO.

Elle a pour but :

- d'aider les membres de l'association en situation difficile sur le plan financier et matériel dans l'éducation des enfants : soutien scolaire, poursuite des études, échanges et voyages culturels, matériel éducatif ;
- d'aider les familles sur le plan économique et social : perte d'emploi, évasan, sinistre ;
- de développer, de créer et de valoriser le sens de créativité des membres de l'association, des jeunes à travers des activités de couture, d'artisanat et de création de parures en bijoux fantaisies ou autres ;
- d'aider les membres de l'association à une insertion professionnelle ;
- de parrainer des actions artisanales, éducatives, culturelles et sociales en faveur des jeunes, des enfants défavorisées, des familles en difficulté et des personnes âgées ;
- d'organiser des ventes de pâtisseries, de plats préparés et de plantes ;
- d'organiser des dîners-dansants ;
- de parrainer la mise en place de l'accueil des invités et la préparation des festivités de l'île.

Son siège social est fixé à Reao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FENUAITI Heimaure
Vice-président	: TEAKA-TROMPETTE Rutuina
Secrétaire	: TEARA Vaitea
Trésorière	: TEAKA Fanau

COMITE ORGANISATEUR DU MATAVAA O TE HENUA ENATA - COMOTHE DE TAHUATA

Erratum

A l'annonce parue au JOPF n° 21 du 11 mars 2016, à la page 2770 :

Au lieu de : "trésorière adjointe : TATA Bertille" ;
Lire : "trésorière adjointe : ATA Bertille".

ASSOCIATION MAOHI NUI HOTU RAU (Récépissé n° W9P1000450 du 21 octobre 2015)

Il est fondé le 21 octobre 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION MAOHI NUI HOTU RAU.

Elle a pour objet l'agriculture naturelle, l'apiculture, l'horticulture, la pêche et l'artisanat ainsi que :

- la production, la transformation et la conservation de produits agricoles, apicoles et horticoles, la pêche et l'artisanat ;

- l'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasin ou matériels de transport, l'achat et l'utilisation des machines agricoles d'intérêt collectif ;
- l'achat en commun de matériel, d'animaux, de plantes, de semences, d'engrais et de tous produits nécessaires aux exploitations des adhérents. Les bénéfices réalisés sont affectés à l'activité de l'association ;
- la formation ;
- l'organisation de foires agricoles ;
- le marché mensuel, les puces et les grandes manifestations ;
- l'acquisition, la location et la convention de terres agricoles en Polynésie française.

Son siège social est fixé au PK 3,300, côté mer, quartier Hotu Area.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BULLARD Emile
Vice-président	: AVAE Mauri
Secrétaire	: TAHAIPUHE Amélie
Secrétaire adjoint	: FONG Franck
Trésorier	: JEKA Baptiste
Trésorière adjointe	: TUHOE Yolande

ASSOCIATION MAMA SEXY NO MANIHI

(Récépissé n° W9P1000394 du 1er mars 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 10 février 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION MAMA SEXY NO MANIHI.

Cette association a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des fédérations et associations affiliées :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre les mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel local ;

- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en se formant dans le secteur artisanal et administratif ;
- en formant des personnes susceptibles d'être dans ce milieu professionnel ;
- en venant en aide aux membres.

Le siège social est fixé à Manihi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: FAURA Inaerevai
Vice-présidente	: TEHIHIRA Maiarii
Secrétaire	: TAHA Jeanne
Trésorière	: LANCELLE Emilienne

ASSOCIATION TE HUI TAURE'A NO TAUNOA

(Récépissé n° W9P1000442 du 22 mars 2016)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE HUI TAURE'A NO TAUNOA, fondée le 11 mars 2016, a pour but de mettre en œuvre tous les moyens visant à développer toutes les activités touchant les domaines, tels que le sport, la jeunesse, l'artisanat, la culture, l'agriculture, l'environnement, etc.

Son siège social est fixé à Taunoa, quartier Taupeahotu, lot n° 6.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: HOKAUPOKO Nahei MANEA Vaite
Président	: TERAURA Tamuera
Vice-président	: APUARII Maurice
Secrétaire	: MAIHOTA Maruia
Secrétaire adjointe	: LEPREUX Lydie
Trésorière	: HIOE Chantal
Trésorière adjointe	: PUNAA Hinano
Assesseurs	: TERAURA Mirinoa TUAHU Agnes

ANNONCES MARCHES PUBLICS**APPEL D'OFFRES N° 16-03**

Maître d'ouvrage : Commune de Punaauia.

Mode de passation : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 295, 296 et 298 à 300 du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française.

Objet : Location et maintenance et/ou fourniture, livraison et maintenance de copieurs multifonctions.

Limite de remise des offres : Le 9 mai 2016 avant 11 heures à la cellule des marchés.

Durée de validité des offres : 90 jours.

Renseignements : Commune de Punaauia, cellule des marchés, tél. : (+689) 40 86 56 98, fax : (+689) 40 45 06 06.

Consultation et retrait des dossiers : Gratuitement sous format papier uniquement et sur commande à la cellule des marchés de la commune de Punaauia.

Justifications exigées : Justificatifs à produire détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres.

Date d'envoi à la publication : Le 29 mars 2016.

Le maire,
R. TUMAHAI.

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro	263*	515
Abonnement 1 an	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		